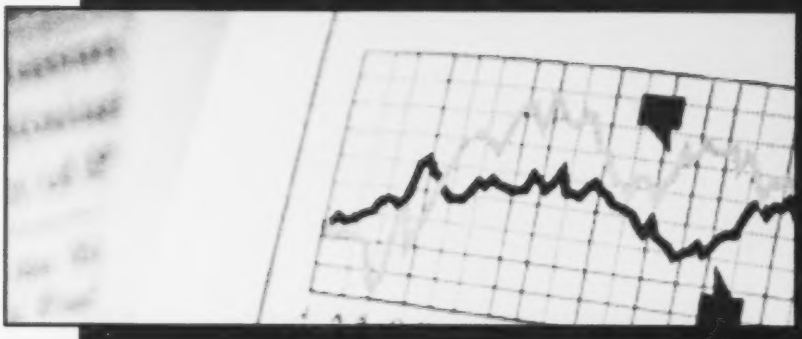
Statistiques correctionnelles du Québec



1999 • 2000

Québec

103-02871/

Statistiques correctionnelles du Québec 1999-2000

Ministère de la sécurité publique

Direction générale des services correctionnels

Analyse, réalisation et montage : Gildas Kleim, statisticien à l'Infocentre correctionnel
Robert Langlois, responsable de l'Infocentre correctionnel
Direction des programmes et du soutien au réseau

Collaboration aux données :

Diane Belisle	Direction régionale de Laval-Lanaudière-Laurentides
Serge Carbonneau	Direction des programmes et du soutien au réseau
Michel Falardeau	Direction régionale de l'Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec
Michel Faucher	Direction des programmes et du soutien au réseau
Gilles Harvey	Direction des technologies de l'information et des acquisitions
Gilles Morissette	Direction des programmes et du soutien au réseau
Guy Pellerin	Direction régionale de Montréal
Liliane Larabie	Direction régionale de Montréal
Michel Perreault	Direction des programmes et du soutien au réseau
Yvon Pelletier	Direction des programmes et du soutien au réseau
Dominique Picard	Direction de l'administration
Georges Pichette	Direction des programmes et du soutien au réseau
Francyne Plamondon	Direction régionale de la Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches
Jean-Claude Roy	Direction de l'administration
Chantale Tremblay	Direction de l'administration
André Trottier	Direction de l'administration

Collaboration à la validation du texte et des données

Adèle Allen-Léonard
Richard Garand
Éric Giguère
Marie-Claude Gilles
Guy Samson

Sous la direction de
Marie-Claude Gilles, responsable du service des programmes
Carole Michel, directrice des programmes et du soutien au réseau
Direction générale des services correctionnels
Ministère de la Sécurité publique

Pour obtenir une copie du présent rapport s'adresser à :
Infocentre correctionnel
2525, boul. Laurier, tour du Saint-Laurent, 11e étage
Sainte-Foy (Québec) G1V 2L2
Téléphone : (418) 644-9322

Dépôt légal – 2003
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 2-550-39895-5
ISSN 0714-455

Préambule

Vous découvrirez dans les pages suivantes les statistiques officielles de la Direction générale des services correctionnels (DGSC) pour 1999-2000. Ce rapport présente les données du 1er avril 1999 au 31 mars 2000.

La Direction générale des services correctionnels a entrepris en 1995-1996 la réforme de son organisation à partir d'un certain nombre de constats sur l'ensemble du système pénal et en tenant compte de l'évolution de l'environnement gouvernemental, social et pénal. Cette réforme a entraîné non seulement une révision de ses processus mais également des changements à la structure organisationnelle en 1995, en 1998 et en 2000.

La DGSC est sous la responsabilité d'un sous-ministre associé, qui est dorénavant secondé par douze directeurs régionaux. La structure des directions régionales est composée de quatre types d'unité de service : la Direction des services en détention (DSD), la Direction des services administratifs (DSA), la Direction de l'évaluation et des services en milieu ouvert (DESMO) et les services de liaison correctionnelle. De plus, le sous-ministre associé est soutenu et conseillé par trois unités administratives distinctes : le Bureau du sous-ministre associé, la Direction de l'administration et la Direction des programmes et du soutien au réseau.

Le rapport « Statistiques correctionnelles du Québec 1999-2000 » comprend les mêmes renseignements que l'édition précédente avec, dans les premières pages de chacune des sections, une analyse des tableaux et graphiques correspondants. Les statistiques régionales sont basées sur la nouvelle structure administrative de la Direction générale des services correctionnels du Québec qui a été implantée en août 2000.

Table des matières

PRÉAMBULE **3**

CHAPITRE 1 **LE CADRE GÉNÉRAL** **5**
1.1 – Le contexte démographique
1.2 – Le contexte économique
1.3 – Le contexte criminel

CHAPITRE 2 **LES PERSONNES CONTREVENANTES** **19**
2.1 – Les caractéristiques sociales des personnes contrevenantes
2.2 – Les caractéristiques criminelles des personnes contrevenantes

CHAPITRE 3 **LE MILIEU FERMÉ** **27**
3.1 – La capacité des établissements de détention
3.2 – Les admissions
3.3 – Les libérations
3.4 – Les personnes inscrites et présentes
3.5 – Les personnes condamnées
3.6 – Les séjours
3.7 – Les comparutions et les transferts
3.8 – Les absences temporaires

CHAPITRE 4 **LE MILIEU OUVERT** **81**
4.1 – Les activités d'évaluation
4.2 – Les activités d'intervention
4.3 – Les ressources d'hébergement communautaire et spécialisées

CHAPITRE 5 **LES RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIÈRES** **99**
5.1 – Les ressources humaines
5.2 – Les ressources financières

LEXIQUE **107**

Chapitre 1

Le cadre général

Toute organisation a avantage à connaître et à comprendre l'environnement dans lequel elle évolue. Ce chapitre fournit des statistiques générales sur cet environnement selon trois aspects qui influent sur la société et sur la Direction générale des services correctionnels (DGSC) en particulier, soit : la démographie, l'économie et la criminalité. Chacun de ces domaines, à sa façon et dans une proportion qui lui est propre, a un effet sur la demande de services adressée à la DGSC.

1.1 - Le contexte démographique

Le Canada

Selon les estimations présentées au tableau 1.1.1, la population canadienne augmente. Elle est passée de 29,4 millions en 1995 à 30,5 millions en 1999, soit une augmentation de 3,9 %. De toutes les provinces, c'est en Alberta que la hausse a été la plus importante, la population totale passant de 2,74 millions à 2,96 millions, soit une augmentation de 8,0 %. Pour la même période, soit de 1995 à 1999, seuls Terre-Neuve et les Territoires-du-Nord-Ouest ont connu des baisses de leur population respective (-4,8 et -38,3%). Soulignons que la diminution observée pour les Territoires est attribuable, pour l'essentiel, à la création du Nunavut, le 1er avril 1999, mais prise en compte ici pour les années antérieures.

Le Québec

Pour sa part, le Québec connaît une faible augmentation, mais relativement constante. En 1995, selon les estimations de *Statistique Canada*, la population totale du Québec était de 7,24 millions de personnes; en 1999, elle atteignait 7,35 millions, soit une augmentation de 1,5 % en quatre ans. Cette hausse place le Québec en dessous de l'augmentation canadienne de 3,9 %. En fait, le Québec se classe au 5e rang des provinces dont la population a le plus augmenté en cinq ans, derrière l'Alberta (8,0 %), la Colombie-Britannique (6,5 %), l'Ontario (5,0 %), et l'Île-du-Prince-Édouard (2,1 %).

Le vieillissement de la population

Les estimations de la population du Québec par le Bureau de la statistique du Québec font ressortir certains phénomènes. Une tendance observable dans le monde industrialisé, et que connaît aussi le Québec, est l'augmentation de la population des 20 ans ou plus accompagnée de la diminution de celle des 19 ans ou moins (tableau 1.1.2). Cette situation entraîne un vieillissement de la population et donne lieu à une diminution de l'importance relative du groupe des jeunes adultes. Le groupe des 18 à 35 ans constituant la majorité de la clientèle correctionnelle, le mouvement amorcé risque, à plus ou moins long terme, d'engendrer une diminution de la clientèle traditionnelle de la DGSC. (Tableau 1.1.2)

Les régions correctionnelles

À l'intérieur du Québec, l'évolution de la population varie d'une région à l'autre. Ainsi, l'Ouest (Outaouais, Montérégie,Estrie, Laval-Lanaudière et région de Montréal) a vu sa population augmenter depuis 1996, tandis que l'Est (à l'exception de la Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches) et l'Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec l'ont vu diminuer.

Tableau 1.1.1

Estimation de l'évolution de la population totale du Canada selon la province (en milliers de personnes)

	1995	1996	1997	1998	1999
Terre-Neuve	568,0	560,6	554,1	545,3	540,7
Île-du-Prince-Édouard	134,8	136,2	136,9	136,9	137,6
Nouvelle-Écosse	927,7	931,2	934,5	936,1	939,7
Nouveau-Brunswick	751,8	753,0	754,2	753,3	754,4
Québec	7 241,4	7 274,0	7 302,6	7 323,6	7 349,7
Ontario	10 964,9	11 100,9	11 249,5	11 387,3	11 522,7
Manitoba	1 129,8	1 134,3	1 136,6	1 137,9	1 142,4
Saskatchewan	1 014,2	1 019,5	1 022,0	1 024,9	1 025,5
Alberta	2 739,9	2 780,6	2 837,2	2 906,8	2 959,5
Colombie-Britannique	3 784,0	3 882,0	3 959,7	3 997,1	4 028,1
Yukon	30,9	31,9	32,2	31,5	31,0
Territoires-du-Nord-Ouest	66,6	41,8	41,8	41,0	41,0
Nunavut	----	25,7	25,9	26,4	26,9
Canada	**29 353,9**	**29 671,9**	**29 987,2**	**30 248,2**	**30 499,2**

Source : Site Internet de Statistique Canada, http://www.statcan.ca/francais/Pgdb/People/Population/demo02_f.htm, 2001-05-04 et 2001-11-19

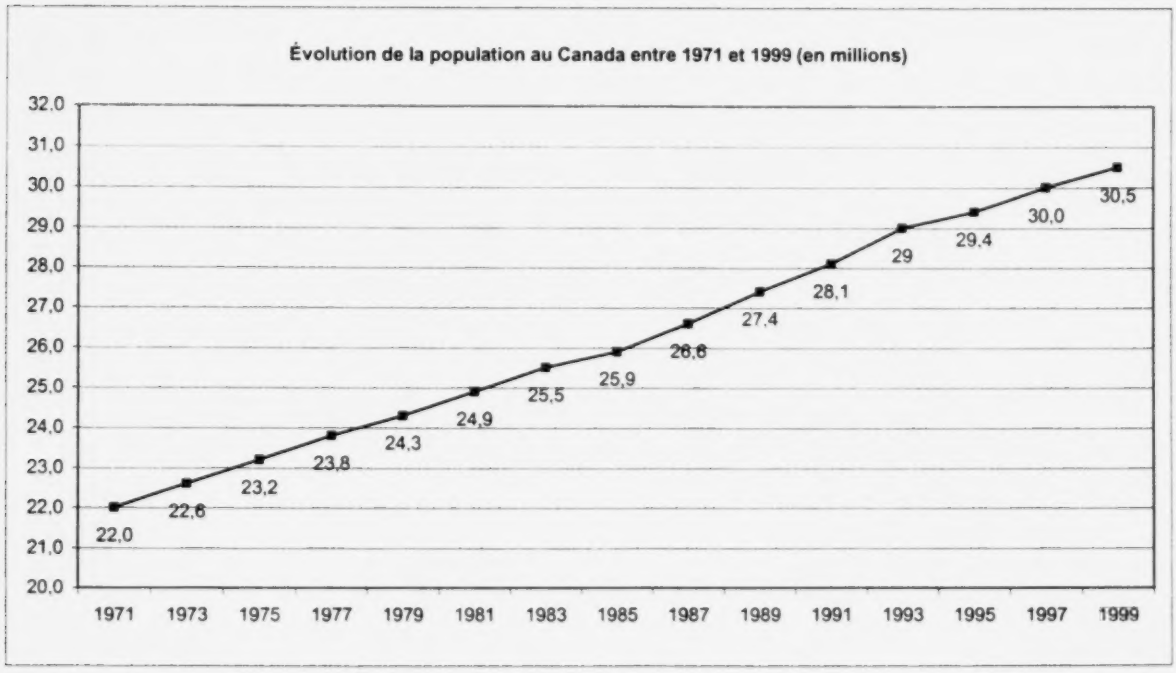


Tableau 1.1.2

Estimation de la population du Québec par année selon l'âge et selon le sexe

	0 à 19 ans	20 ans ou plus	Femmes	Hommes	Total
1996	1 882 558	5 391 459	3 685 832	3 588 185	7 274 017
1997	1 869 300	5 435 722	3 701 403	3 603 619	7 305 022
1998	1 849 324	5 477 282	3 712 321	3 614 285	7 326 606
1999	1 826 104	5 526 743	3 725 572	3 627 275	7 352 847
2000	1 800 831	5 577 621	3 738 484	3 639 968	7 378 452
2001	1 779 048	5 628 743	3 753 195	3 654 596	7 407 791
2002	1 761 185	5 675 422	3 767 628	3 668 979	7 436 607
2003	1 746 357	5 717 756	3 781 382	3 682 731	7 464 113
2004	1 731 765	5 758 675	3 794 544	3 695 896	7 490 440
2005	1 718 170	5 797 515	3 807 160	3 708 525	7 515 685
2010	1 647 460	5 979 779	3 862 943	3 764 296	7 627 239
2015	1 548 333	6 166 334	3 907 172	3 807 495	7 714 667
2020	1 515 116	6 260 695	3 939 448	3 836 363	7 775 811
2025	1 493 968	6 307 686	3 955 909	3 845 745	7 801 654

Source : BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *Perspectives de la population du Québec, selon le sexe et le groupe d'âge, 1996-2051*

Scénario A (basé sur le recensement de 1996)

Tableau 1.1.3

Répartition des données démographiques du Québec[1] selon les directions régionales

	1995	1996	1997	1998	1999
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	192 002	195 738	196 117	195 460	194 137
Région Outaouais	306 210	313 007	315 066	316 834	317 874
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	1 121 916	1 159 062	1 175 368	1 190 530	1 204 011
Région Montréal	1 799 254	1 808 188	1 805 551	1 803 145	1 810 618
Région Montérégie[2]	1 148 646	1 166 511	1 174 247	1 181 416	1 187 956
Région Estrie[2]	487 567	487 189	490 974	494 110	496 371
Région Mauricie[2]	402 679	400 819	401 280	400 912	400 130
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	1 029 917	1 031 345	1 033 395	1 034 208	1 035 799
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	294 337	291 089	290 805	290 252	289 279
Région Bas-Saint-Laurent	211 146	209 209	208 587	207 543	206 432
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	108 536	106 757	106 109	104 901	103 242
Région Côte-Nord	106 674	105 105	105 054	104 183	103 254
Total réseau correctionnel du Québec	**7 208 884**	**7 274 019**	**7 302 553**	**7 323 494**	**7 349 103**

1. Les données pour 1995 sont issues des décrets officiels annuels du gouvernement du Québec. Les données des autres années sont issues du site Internet de l'Institut de la Statistique du Québec (http://www.stat.gouv.qc.ca). Pour 1996, il s'agit des résultats du recensement corrigés du sous-dénombrement par Statistique Canada. Pour les autres années, il s'agit d'estimations de la population au 1er juillet de chaque année réalisées par l'ISQ. Ces estimations ont été révisées le 1er août 2001.

2. Les habitants des MRC de Drummond (région admistrative de la Mauricie et du Centre-du-Québec), de Brome-Missisquoi et de Haute-Yamaska (région administrative de la Montérégie) ont été intégrés à la région correctionnelle de l'Estrie étant donné sa délimitation territoriale.

1.2 - Le contexte économique

La clientèle de la DGSC se compose, en particulier, de personnes ayant des emplois précaires et des revenus sous le seuil de la pauvreté; plusieurs vivent des prestations d'assurance-emploi ou de l'aide sociale. Par conséquent, la DGSC est nécessairement tributaire du contexte économique du Québec; elle doit donc en tenir compte si elle veut offrir à sa clientèle des services adéquats.

La récession du début des années 90 a été suivie d'une période de croissance soutenue qui s'est poursuivie en 1999. Ainsi, le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 4,5 % au Canada et de 4,3 % au Québec par rapport à 1999. Cette croissance s'est accompagnée d'une baisse du chômage, qui est passé de 9,7 % en 1996 à 7,6 % en 2000 pour le Canada, et de 11,8 % à 9,3 % au Québec pour la même période. Le Québec se situe au 5^{e} rang des provinces canadiennes pour le taux de chômage le plus fort, derrière les provinces atlantiques, mais devant l'Ontario et les provinces de l'Ouest.

Bien que ne constituant pas un indicateur de pauvreté, le seuil de faible revenu calculé par Statistique Canada donne une idée du nombre de Québécois qui s'en sortent moins bien que la moyenne. En 1999, 825 000 Québécois de 18 ans ou plus, soit 14,3 % des adultes, étaient à faible revenu. Ce pourcentage est en baisse régulière depuis 1996. À cette époque, 17,2 % des adultes entraient dans cette categorie.

L'inflation s'est, quant à elle, élevée à 1,5 % au Québec en 1999 par rapport à 1998 et à 1,7 % au Canada.

Le Québec vient au 5^{e} rang pour le chômage au Canada
Le Québec a suivi le mouvement général au Canada et a vu son taux de chômage diminuer en 1998 et 1999, passant de 10,4 % à 9,4 %, lui conférant ainsi, le 5^{e} rang des taux les plus élevés au Canada, après Terre-Neuve, l'Île-du-Prince-Édouard, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse.

Tableau 1.2.1

Évolution de l'indice des prix à la consommation au Canada selon les provinces et pour certaines villes (1992=100)

	1995	1996	1997	1998	1999
Province					
Terre-Neuve	104,4	106,0	108,2	108,4	110,0
Île-du-Prince-Édouard	103,3	105,2	106,5	106,0	107,3
Nouvelle-Écosse	103,8	105,6	107,8	108,5	110,3
Nouveau-Brunswick	103,4	104,9	106,9	107,5	109,2
Québec	101,8	103,4	104,9	106,4	108,0
Ontario	104,3	105,9	107,9	108,9	111,0
Manitoba	106,9	109,2	111,6	113,0	115,2
Saskatchewan	106,9	108,9	110,3	111,8	113,7
Alberta	105,0	107,3	109,5	110,7	113,4
Colombie-Britannique	107,9	108,9	109,7	110,0	111,2
Canada	**104,2**	**105,9**	**107,6**	**108,6**	**110,5**
Ville					
Montréal	101,7	103,4	104,8	106,5	108,2
Toronto	104,2	106,0	107,9	109,0	111,2
Vancouver	108,4	109,2	109,8	110,4	111,4

Source : Site Internet de Statistique Canada, http://www.statcan.ca/francais/Pgdb/Economy/Economic/econ09a_f.htm, 2001-06-10

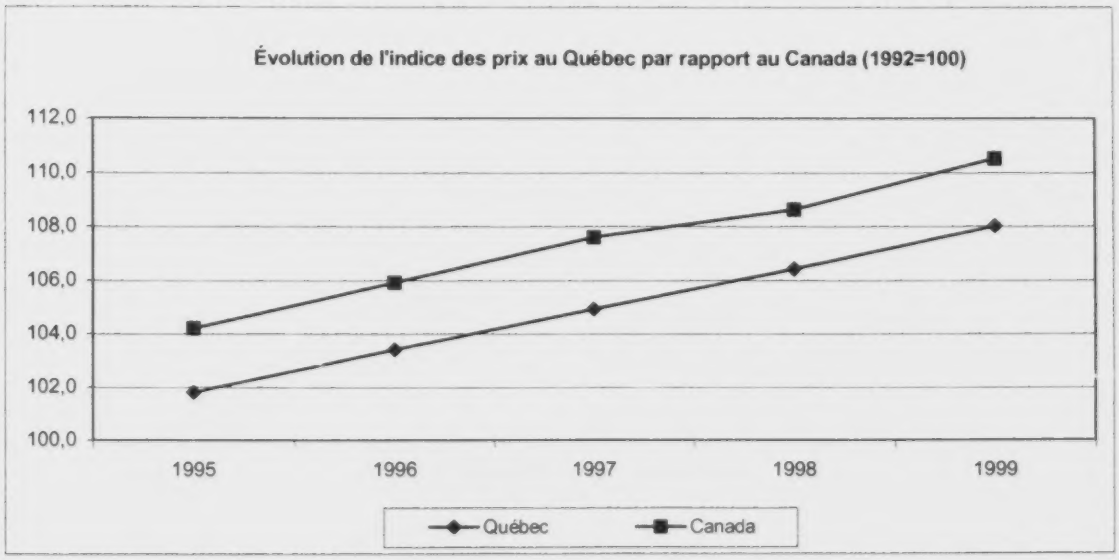


Tableau 1.2.2

Évolution de la population active, occupée et en chômage au Canada (milliers de personnes)

	1995	1996	1997	1998	1999
Population (15 ans ou plus)	**22 727**	**23 031**	**23 359**	**23 671**	**23 969**
Population active	14 750,1	14 899,5	15 153,0	15 417,7	15 721,2
Population inactive	7 976,4	8 131,2	8 206,3	8 253,4	8 247,8
Population occupée	13 356,9	13 462,6	13 774,4	14 140,4	14 531,2
Population en chômage	1 393,1	1 436,9	1 378,6	1 277,3	1 190,1
Taux	%	%	%	%	%
Taux d'activité	64,9	64,7	64,9	65,1	65,6
Taux d'inactivité	35,1	35,3	35,1	34,9	34,4
Taux d'occupation	90,6	90,4	90,9	91,7	92,4
Taux de chômage	9,4	9,6	9,1	8,3	7,6

1. En raison de leur arrondissement, la somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

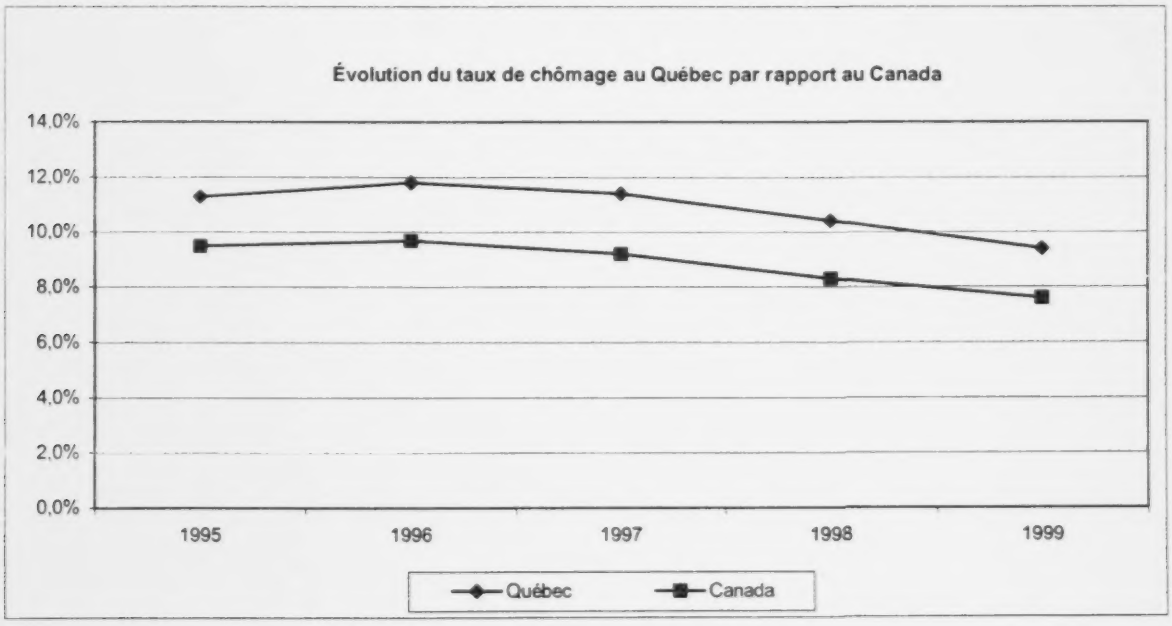
Source : Site Internet de Statistique Canada, http://www.statcan.ca/francais/Pgdb/Economy/Economic/econ10_f.htm, 2001-06-10

Tableau 1.2.3

Évolution du taux de chômage au Canada selon les provinces

	1995	1996	1997	1998	1999
Terre-Neuve	18,3%	19,4%	18,8%	17,9%	16,7%
Île-du-Prince-Édouard	14,7%	14,5%	14,9%	13,9%	14,1%
Nouvelle-Écosse	12,1%	12,6%	12,2%	10,7%	9,7%
Nouveau-Brunswick	11,5%	11,7%	12,8%	12,1%	10,1%
Québec	11,3%	11,8%	11,4%	10,4%	9,4%
Ontario	8,7%	9,1%	8,5%	7,2%	6,4%
Manitoba	7,5%	7,5%	6,6%	5,7%	5,5%
Saskatchewan	6,9%	6,6%	6,0%	5,9%	6,1%
Alberta	7,8%	7,0%	6,0%	5,7%	5,8%
Colombie-Britannique	9,0%	8,9%	8,7%	8,9%	8,3%
Canada	**9,5%**	**9,7%**	**9,2%**	**8,3%**	**7,6%**

Source : Statistique-Canada: Information population active 2000-01-07



1.3 - Le contexte criminel

Le contexte particulier qui influe le plus sur la quantité de services que doit fournir la Direction générale des services correctionnels est sans doute le contexte criminel. Plus il y a d'infractions commises et classées, plus la demande de services auprès de la DGSC risque d'être élevée. Dans une bonne partie des causes jugées pour des infractions au Code criminel ou à certaines lois et certains règlements, la sentence rendue entraîne une prestation de services de la DGSC.

Montréal est la région du réseau correctionnel qui compte le plus d'infractions commises
À elle seule, cette région regroupe près de 34 % de l'ensemble des infractions au Code criminel, aux lois provinciales et fédérales enregistrées au Québec en 1999, avec 158 411 infractions commises (tableau 1.3.1). Montréal est suivie par les régions de Laval-Lanaudière-Laurentides et par la Montérégie avec respectivement 74 058 et 68 023 infractions commises. Pour les infractions aux lois provinciales, c'est la région de la Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches qui révèle le plus haut pourcentage d'infractions déclarées soit 17,3 %.

Les auteurs présumés : 19 % ont entre 12 et 17 ans
Au cours de l'année 1999, les corps policiers ont identifié 185 866 auteurs présumés d'actes interdits par le Code criminel et par les lois fédérales et provinciales; 151 149 auteurs présumés (81 %) étaient des adultes tandis que 34 717 (19 %) avaient entre 12 et 17 ans (tableau 1.3.3).

La majorité des délits au Code criminel sont liés aux divers crimes contre la propriété
Plus de 72 % des infractions au Code criminel (tableau 1.3.2) concernent des infractions contre la propriété alors que les délits contre la personne et les délits de la catégorie « autres infractions » représentent respectivement 15 % et 13 % des infractions au Code criminel en 1999.

Tableau 1.3.1

Répartition des infractions enregistrées au Québec selon les directions régionales correctionnelles en 1999

	Nombre d'infractions enregistrées au Québec (Code criminel, lois fédérales et provinciales)				
	Code criminel	Lois fédérales (drogues)	Autres lois fédérales	Lois provinciales	Total
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	10 147	498	50	184	10 879
Région Outaouais	20 816	887	8	413	22 124
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	70 829	2 438	98	693	74 058
Région Montréal	155 076	2 559	125	651	158 411
Région Montérégie[1]	65 102	2 084	88	749	68 023
Région Estrie[1]	26 897	1 142	47	447	28 532
Région Mauricie[1]	20 923	1 261	104	510	22 798
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	46 229	3 135	105	887	50 356
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	15 302	525	14	213	16 054
Région Bas-Saint-Laurent	8 731	357	21	198	9 307
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	3 999	210	9	79	4 297
Région Côte-Nord	6 308	338	16	92	6 754
Total réseau correctionnel du Québec	**450 359**	**15 433**	**685**	**5 116**	**471 593**

1. Étant donné que les MRC de Drummond, de Brome-Missisquoi et de Haute-Yamaska sont sous la responsabilité de la région correctionnelle de l'Estrie, nous y avons transféré 17 % des infractions enregistrées dans la région administrative de la Mauricie (laquelle comprend le Centre-du-Québec) et 10 % des infractions enregistrées dans la région de la Montérégie, ce qui correspond aux pourcentages de la représentation démographique de ces MRC par rapport aux régions administratives dont elles font partie.

Source : Statistiques 1999 sur la Criminalité au Québec

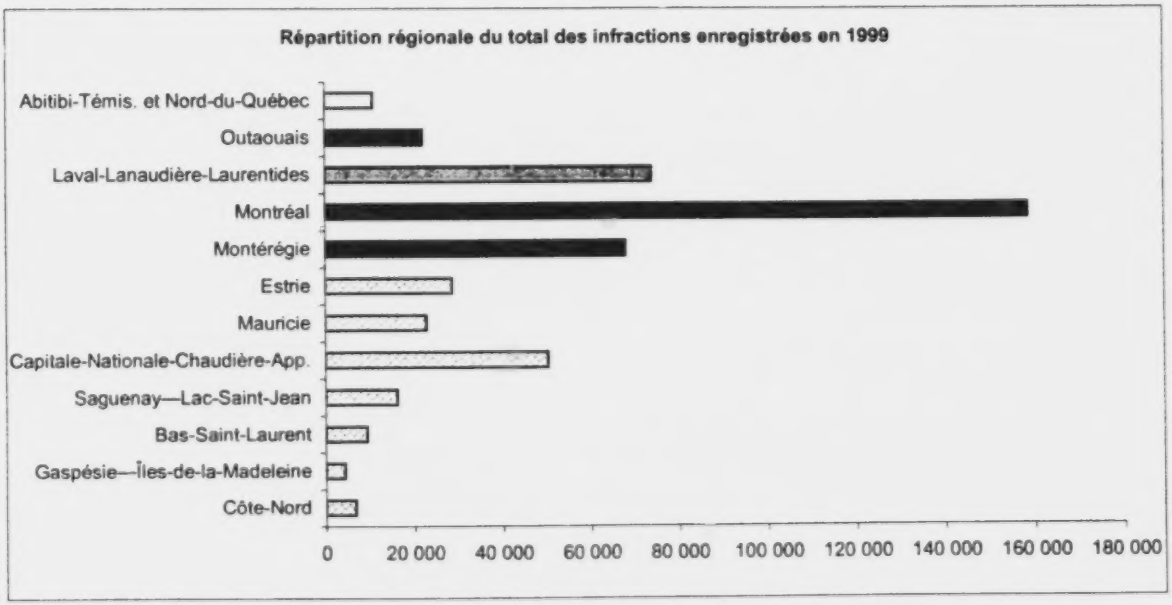


Tableau 1.3.2

Répartition des infractions au Code criminel enregistrées au Québec selon les régions correctionnelles en 1999

	Infractions au Code criminel			
	Infractions contre la personne	Infractions contre la propriété	Autres Infractions	Total
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québe	1 614	6 646	1 887	10 147
Région Outaouais	3 207	14 242	3 367	20 816
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	7 894	52 420	10 515	70 829
Région Montréal	27 534	114 130	13 412	155 076
Région Montérégie[1]	9 246	46 961	8 896	65 102
Région Estrie[1]	3 195	19 672	4 030	26 897
Région Mauricie[1]	2 685	14 616	3 621	20 923
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	6 180	34 025	6 024	46 229
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	2 025	11 029	2 248	15 302
Région Bas-Saint-Laurent	1 335	5 506	1 890	8 731
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	817	1 981	1 201	3 999
Région Côte-Nord	1 075	4 038	1 195	6 308
Total réseau correctionnel du Québec	**66 807**	**325 266**	**58 286**	**450 359**

1. Étant donné que les MRC de Drummond, de Brome-Missisquoi et de Haute-Yamaska sont sous la responsabilité de la région correctionnelle de l'Estrie, nous y avons transféré 17 % des contrevenants présumés dans la région administrative de la Mauricie (laquelle comprend le Centre du Québec) et 10 % des contrevenants présumés de la région de la Montérégie, ce qui correspond aux pourcentages de la représentation démographique de ces MRC par rapport aux régions administratives dont elles font partie.

Source : Statistiques 1999 sur la Criminalité au Québec

Tableau 1.3.3

Répartition des personnes contrevenantes adultes et juvéniles pour des infractions au *Code criminel*, aux lois fédérales et provinciales selon les régions correctionnelles en 1999

	Jeunes	Adultes	Total
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	1 232	3 925	5 157
Région Outaouais	2 235	8 236	10 471
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	4 916	21 723	26 639
Région Montréal	7 014	43 849	50 863
Région Montérégie[1]	6 147	22 163	28 310
Région Estrie[1]	2 373	9 634	12 007
Région Mauricie[1]	2 383	9 234	11 617
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	4 909	17 677	22 586
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	1 591	5 586	7 177
Région Bas-Saint-Laurent	937	4 143	5 080
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	366	2 140	2 506
Région Côte-Nord	614	2 839	3 453
Total réseau correctionnel du Québec	**34 717**	**151 149**	**185 866**

1. Étant donné que les MRC de Drummond, de Brome-Missisquoi et de Haute-Yamaska sont sous la responsabilité de la région correctionnelle de l'Estrie, nous y avons transféré 17 % des contrevenants présumés dans la région administrative de la Mauricie (laquelle comprend le Centre-du-Québec) et 10 % des contrevenants présumés de la région de la Montérégie, ce qui correspond aux pourcentages de la représentation démographique de ces MRC par rapport aux régions administratives dont elles font partie.

Source : Statistiques 1999 sur la Criminalité au Québec

Chapitre 2

Les personnes contrevenantes

Le présent chapitre présente certaines statistiques sur la clientèle de la DGSC. Cette clientèle est composée de personnes qui ont contrevenu à une loi au *Code criminel* ou à d'autres lois fédérales, provinciales ou municipales et qui ont reçu des services de la Direction. Soulignons qu'une personne contrevenante admise en milieu fermé ou confiée en milieu ouvert sera comptée ici autant de fois qu'elle aura été admise. Pour le milieu ouvert, seules les personnes qui bénéficient des activités d'intervention ont été retenues. Ce choix a été effectué afin de comparer les renseignements concernant les clientèles des deux milieux.

2.1 – Les caractéristiques sociales des personnes contrevenantes

Au fil des ans, la répartition des personnes contrevenantes selon le sexe, l'origine ethnique ou l'âge est très stable, tant pour la clientèle en détention que pour celle des activités d'intervention en milieu ouvert (tableau 2.1.1).

Plus de 90 % de la clientèle est composée d'hommes
Les hommes constituent la plus grande part de la clientèle. En 1999-2000, ils représentent 91,2 % des personnes contrevenantes en détention et 87,3 % de la clientèle en milieu ouvert. Par contre, mentionnons que le pourcentage de femmes admises en milieu ouvert et fermé a légèrement augmenté, passant de 8,4 % à 8,8 % en détention et de 12,3 % à 12,7 % en milieu ouvert.

Légère surreprésentation de la population autochtone
Les autochtones sont proportionnellement surreprésentés parmi les personnes contrevenantes. En effet, alors qu'ils constituent moins de 1 % de la population du Québec, leur proportion parmi la clientèle admise en détention est de 2,7 %, en 1999-2000 par rapport à 2,4 % en 1998-1999. Même chose pour la clientèle en milieu ouvert, la proportion est de 5,9 % comparativement à 5,1 % en 1998-1999.

Les 20 à 39 ans forment la plus grande partie de la clientèle
Près de 70,0 % des personnes contrevenantes, en milieu ouvert et fermé, se situent dans le groupe des 20 à 39 ans. L'âge moyen est de 33,1 ans pour la clientèle en milieu fermé et de 32,7 ans pour celle en milieu ouvert. L'âge médian, pour sa part, s'établit à 32 ans pour le milieu fermé, par rapport à 31 ans pour le milieu ouvert.

La répartition, par direction régionale, de la clientèle de la DGSC diffère légèrement de celle de la population
En faisant l'hypothèse que les personnes contrevenantes dont la région de provenance est inconnue se répartissent de la même façon que les autres, il semble que la répartition de la clientèle admise en milieu fermé ou en milieu ouvert est comparable à celle de la population dans la majorité des régions du réseau correctionnel. Une distorsion apparaît cependant dans certaines d'entre elles. Ainsi, avec 31,7 %, la clientèle correctionnelle admise en milieu fermé, provenant de Montréal, est surreprésentée par rapport à la répartition régionale qui est de 24,8 %. De la même manière, les contrevenants originaires de Laval-Lanaudière-Laurentides constituent 18,1 % des personnes admises en milieu fermé en 1999-2000, alors que la population régionale représente 15,9 % de la population totale.

Pour la clientèle confiée en milieu ouvert, la région de l'Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec est surreprésentée avec 8,2 % de la clientèle provenant de cette région, alors qu'elle ne compte que pour 2,7 % de la population du Québec.

Tableau 2.1.1(a)

Évolution de diverses statistiques sur la composition de la clientèle admise en milieu fermé (en %)

		1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Sexe	Femme	7,98	7,75	8,13	8,38	8,84
	Homme	92,02	92,25	91,87	91,62	91,16
Origine ethnique	Autochtone	2,62	2,59	2,08	2,44	2,65
	Non-autochtone	97,38	94,89	95,39	95,31	95,30
	Inconnue	--	2,52	2,53	2,25	2,05
Âge	17 ans ou moins	0,02	0,03	0,02	0,04	0,02
	18 ans	2,22	2,02	2,03	2,29	2,16
	19 ans	2,96	2,95	2,80	3,09	3,22
	20 à 24 ans	18,29	17,30	16,59	16,80	16,66
	25 à 29 ans	20,26	19,72	18,60	17,08	16,63
	30 à 34 ans	19,75	20,23	20,09	19,14	17,62
	35 à 39 ans	15,72	15,88	16,55	16,67	17,57
	40 à 44 ans	9,49	9,98	10,67	11,68	12,17
	45 à 49 ans	5,29	5,87	5,99	6,32	6,77
	50 ans ou plus	6,00	6,01	6,65	6,88	7,17
Âge médian		30 ans	32 ans	32 ans	32 ans	32 ans
Âge moyen		31,50 ans	32,68 ans	33,07 ans	33,77 ans	33,10 ans

Tableau 2.1.1(b)

Évolution de diverses statistiques sur la composition de la clientèle confiée en milieu ouvert (activités d'intervention) (en %)

		1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Sexe	Femme	11,64	11,83	11,56	12,33	12,71
	Homme	88,36	88,17	88,44	87,67	87,29
Origine ethnique	Autochtone	4,26	3,84	4,32	5,05	5,87
	Non-autochtone	88,17	87,10	86,08	85,05	83,99
	Inconnue	7,57	9,06	9,59	9,90	10,15
Âge	17 ans ou moins	0,04	0,02	0,05	0,03	0,04
	18 ans	2,97	2,80	3,16	2,98	2,89
	19 ans	7,04	6,48	6,77	6,64	5,79
	20 à 24 ans	23,75	22,48	22,56	22,49	22,18
	25 à 29 ans	17,89	17,08	16,16	15,62	15,43
	30 à 34 ans	16,96	17,44	16,08	16,08	15,10
	35 à 39 ans	11,95	13,22	13,84	13,94	14,76
	40 à 44 ans	8,14	8,75	9,18	9,17	10,30
	45 à 49 ans	5,08	5,46	5,14	5,90	6,23
	50 ans ou plus	6,18	6,25	7,05	7,14	7,29
Âge médian		29 ans	30 ans	29 ans	30 ans	31 ans
Âge moyen		31,40 ans	31,90 ans	31,50 ans	32,30 ans	32,70 ans

Tableau 2.1.2(a)

Composition de la clientèle correctionnelle admise en milieu fermé en 1999-2000 selon sa région de résidence (en %)

	Femmes	Hommes	Total
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	0,14	2,21	2,36
Région Outaouais	0,48	4,59	5,07
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	1,13	17,00	18,13
Région Montréal	2,42	29,30	31,73
Région Montérégie	0,77	12,05	12,82
Région Estrie	0,30	5,63	5,93
Région Mauricie	0,22	2,78	3,01
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	1,33	10,87	12,20
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	0,25	3,09	3,34
Région Bas-Saint-Laurent	0,10	1,87	1,97
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	0,08	1,50	1,58
Région Côte-Nord	0,15	1,72	1,87
Total réseau correctionnel du Québec	**7,38**	**92,62**	**100,00**

Tableau 2.1.2(b)

Composition de la clientèle correctionnelle admise en milieu ouvert en 1999-2000 selon sa région de résidence (en %)

	Femmes	Hommes	Total
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	0,84	7,34	8,18
Région Outaouais	0,7	5,19	5,89
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	1,55	12,74	14,28
Région Montréal	2,71	18,26	20,97
Région Montérégie	1,46	10,70	12,16
Région Estrie	0,54	5,66	6,20
Région Mauricie	0,48	4,89	5,37
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	1,85	12,05	13,91
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	0,53	3,90	4,43
Région Bas-Saint-Laurent	0,42	3,25	3,67
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	0,21	1,57	1,78
Région Côte-Nord	0,44	2,71	3,16
Total réseau correctionnel du Québec	**11,74**	**88,26**	**100,00**

2.2 – Les caractéristiques criminelles des personnes contrevenantes

La composition de la clientèle, selon la première année d'admission à la DGSC, diffère pour les hommes et pour les femmes

Les hommes qui ont une première admission à la DGSC avant 1998 représentent 60,7 % de de la clientèle admise en 1999-2000; cette proportion est de 27,3 % pour une première admission avant 1989. Dans le cas des femmes, ces proportions sont respectivement de 4,8 % et de 1,6 %.

Les hommes et les femmes ne commettent pas les mêmes délits

En 1999-2000, 54 % des infractions commises par des personnes contrevenantes soumises à une mesure correctionnelle concernaient des infractions au *Code criminel* alors que les infractions aux lois fédérales, aux lois provinciales et aux règlements municipaux révèlent respectivement des pourcentages de 18 %, de 14 % et de 14 %.

Les femmes se distinguent des hommes par le fait qu'elles commettent proportionnellement plus de vols simples et de délits aux règlements municipaux alors que les hommes, pour leur part, sont impliqués beaucoup plus souvent que les femmes dans des délits d'introduction par effraction et des infractions de circulation et de boissons.

Les femmes ont moins d'antécédents correctionnels que les hommes

Un indicateur du taux de récidive est le nombre d'antécédents correctionnels, c'est-à-dire le nombre d'admissions antérieures à l'admission courante comprenant les admissions en probation et en détention.

Parmi les personnes admises en 1999-2000, seulement 16 % n'avaient aucun antécédent correctionnel. Par contre, 31,4 % d'entre elles comptaient à l'admission plus de dix antécédents correctionnels auprès des services de la DGSC (tableau 2.2.3).

Le profil des hommes et des femmes diffère pour le nombre d'antécédents correctionnels lors de leur admission. Chez les femmes, 26,0 % n'ont aucun antécédent correctionnel, alors que chez les hommes, ce pourcentage est d'à peine 15,3 %. La même constatation peut se faire pour ceux qui ont des antécédents correctionnels : 21,2 % des femmes ont plus de 10 antécédents correctionnels alors que cette proportion s'élève à 32,6 % chez les hommes.

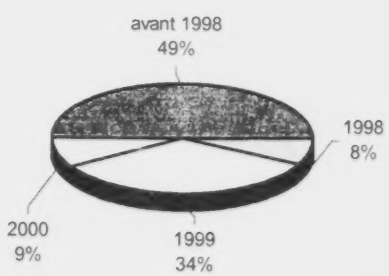
Tableau 2.2.1

Composition de la clientèle correctionnelle en 1999-2000, selon le sexe et selon l'année de leur première admission à la DGSC[1] (en %)

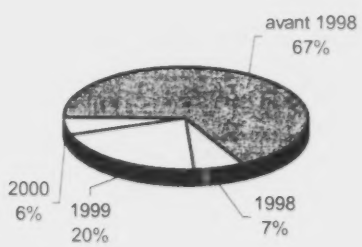
	Femmes	Hommes	Total
avant 1989	1,56	27,28	28,84
1989	0,23	2,81	3,04
1990	0,30	3,23	3,53
1991	0,31	3,81	4,12
1992	0,34	3,53	3,87
1993	0,34	3,59	3,93
1994	0,35	3,85	4,20
1995	0,41	3,71	4,12
1996	0,50	4,19	4,69
1997	0,49	4,71	5,20
1998	0,76	6,02	6,78
1999	3,27	18,47	21,73
2000	0,86	5,08	5,94
Total	**9,72**	**90,28**	**100,00**

1. Basé sur l'année du numéro de dossier unique de la personne contrevenante

Composition de la clientèle selon l'année de sa première admission à la DGSC



FEMMES



HOMMES

Tableau 2.2.2

Composition de la clientèle correctionnelle admise en 1999-2000, selon le délit et selon le sexe (en %)

	Femmes	Hommes	Total
Infractions contre l'État	0,08	0,77	0,85
Homicides	0,00	0,08	0,08
Homicides involontaires	0,00	0,06	0,06
Tentatives de meurtre	0,02	0,09	0,11
Agressions sexuelles	0,03	2,45	2,48
Voies de fait	0,76	7,52	8,28
Vols qualifiés	0,15	2,85	3,00
Autres infractions contre la personne	0,24	3,28	3,53
Introductions par effraction	0,35	7,87	8,22
Extorsion	0,01	0,30	0,31
Vols simples	1,60	5,96	7,56
Méfaits, incendies, dommages	0,38	3,28	3,66
Recel	0,11	1,31	1,41
Autres infractions contre la propriété	0,02	0,26	0,28
Armes à feu	0,03	0,49	0,52
Fraude, corruption, escroquerie	0,53	1,32	1,84
Paris, prostitution, moeurs	0,17	0,27	0,43
Outrages	0,01	0,02	0,03
Complots, complicité, tentatives	0,30	2,20	2,50
Évasions	0,29	1,97	2,26
Infractions à la circulation routière *(Code criminel)*	0,03	0,75	0,78
Autres délits au *Code criminel*	0,75	4,91	5,65
Total Code criminel	**5,83**	**48,01**	**53,84**
Stupéfiants	1,28	9,11	10,39
Aliments et drogues	0,01	0,08	0,08
Infractions fédérales (Boisson et circulation)	0,35	6,49	6,84
Immigration	0,00	0,01	0,01
Assurance-chômage	0,01	0,06	0,07
Loi sur les Indiens	0,02	0,31	0,33
Infractions fédérales (Circulation)	0,00	0,02	0,02
Autres infractions aux statuts fédéraux	0,02	0,13	0,16
Total Infractions aux statuts fédéraux	**1,69**	**16,21**	**17,90**
Chasse et pêche	0,00	0,09	0,09
Conservation de la faune	0,00	0,03	0,03
Transport	0,00	0,01	0,01
Main-d'oeuvre	0,00	0,18	0,18
Infractions provinciales (Boisson et circulation)	0,20	0,51	0,70
Autres infractions québécoises (Circulation)	0,63	11,95	12,57
Autres infractions aux lois québécoises	0,02	0,29	0,31
Total Infractions aux lois du Québec	**0,86**	**13,05**	**13,91**
Infractions municipales (Circulation)	1,22	6,97	8,19
Autres infractions aux règlements municipaux	1,11	5,05	6,16
Total infractions aux règlements municipaux	**2,33**	**12,02**	**14,35**
Total	**10,71**	**89,29**	**100,00**

Tableau 2.2.3

Composition de la clientèle correctionnelle en 1999-2000, selon le nombre d'antécédents correctionnels [1] et le sexe (en %)

Antécédents correctionnels	Femmes	Hommes	Total
Aucun	2,58	13,75	16,33
Un	1,45	9,89	11,34
Deux	0,96	7,19	8,15
Trois	0,61	5,75	6,36
Quatre	0,50	5,03	5,53
Cinq	0,41	4,17	4,58
Six	0,35	3,83	4,18
Sept	0,30	3,19	3,49
Huit	0,23	2,85	3,08
Neuf	0,21	2,65	2,86
Dix	0,22	2,44	2,66
Plus de dix	2,10	29,34	31,44
	9,92	**90,08**	**100,00**

1. Admission antérieure à l'admission présente (peut être reliée à la même cause)

Chapitre 3

Le milieu fermé

La DGSC assure la garde des personnes prévenues ainsi que des personnes condamnées à des peines inférieures à deux ans. Elle leur apporte, avec le concours de la communauté, le soutien nécessaire à leur réinsertion sociale. La DGSC assure également la présence au tribunal des personnes prévenues lors de leur comparution et les transferts des personnes incarcérées. Elle offre aussi à l'occasion son soutien aux corps policiers qui ont besoin de places en détention pour les personnes en attente de comparution (demandes d'assistance à l'administrateur).

3.1 – La capacité des établissements de détention

Les établissements présentent plusieurs types de capacité : la capacité normale, la capacité de support, la capacité occasionnelle, la capacité totale (définies en annexe) et la capacité opérationnelle qui est la somme de la capacité normale et de la capacité occasionnelle. La présente section fournit de l'information principalement sur la capacité totale.

En 1999-2000, la capacité totale des établissements de détention est stable
La capacité totale des établissements de détention est demeurée stable en 1999-2000, soit 3 807 places.

Les extrêmes en 1999-2000
L'Établissement de détention de Montréal présente la plus grande capacité totale avec ses 1 003 places, tandis que l'Établissement de Havre-Aubert est le plus petit avec sept places (tableau 3.1.1).

Les établissements de détention particuliers
Certains établissements de détention du Québec présentent des particularités. Mentionnons, entre autres, la Maison Tanguay et le l'Établissement de détention de Québec – secteur féminin, qui accueillent la clientèle féminine. Le Centre Henri-Bourassa est un établissement de jour pour les personnes qui purgent des peines discontinues. L'Établissement de Rivière-des-Prairies accueille spécifiquement des personnes prévenues. Toutefois, depuis l'automne 1998, il reçoit également des personnes condamnées.

Tableau 3.1.1

Capacité des établissements de détention du Québec en 1999-2000 (Situation en mars 2000)

	Capacité normale	Capacité support	Capacité occasionnelle	Capacité totale
Amos	82	2	0	84
Baie-Comeau	72	6	20	98
Québec (secteur féminin)	42	4	0	46
Québec (secteur masculin)	450	47	75	572
Centre Henri Bourassa (détention de jour) [1]	---	---	---	---
Chicoutimi	62	4	0	66
Montréal	916	87	0	1 003
Havre-Aubert [2]	2	5	0	7
Hull	131	13	36	180
Maison Tanguay	94	22	0	116
New Carlisle	64	11	15	90
Rimouski	88	6	10	104
Rivière-des-Prairies	470	30	0	500
Roberval	45	5	15	65
Saint-Jérôme	224	23	130	377
Sept-Îles	19	4	0	23
Sherbrooke	158	13	0	171
Sorel	64	22	0	86
Trois-Rivières	154	11	0	165
Valleyfield	52	2	0	54
Total	**3 189**	**317**	**301**	**3 807**

1. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de Montréal.
2. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de New Carlisle.

Tableau 3.1.2(a)

Évolution de la capacité totale des établissements de détention du Québec, selon les directions régionales du réseau correctionnel

	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	84	84	84	84	84
Région Outaouais	107	165	180	180	180
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	194	345	352	377	377
Région Montréal	1 734	1 724	1 619	1 619	1 619
Région Montérégie	478	141	140	140	140
Région Estrie	171	171	171	171	171
Région Mauricie	165	165	165	165	165
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	528	603	603	618	618
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	131	116	131	131	131
Région Bas-Saint-Laurent	109	104	104	104	104
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	82	82	82	97	97
Région Côte-Nord	121	101	121	121	121
Total réseau correctionnel du Québec	**3 904**	**3 801**	**3 752**	**3 807**	**3 807**

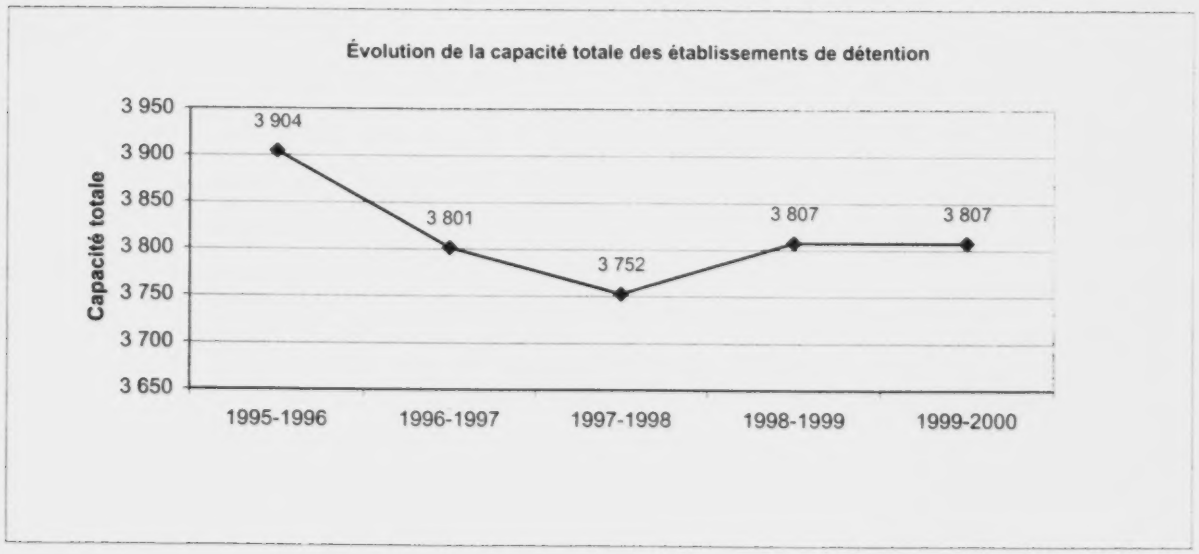


Tableau 3.1.2(b)

Évolution de la capacité totale des établissements de détention du Québec selon l'établissement

	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Amos	84	84	84	84	84
Baie-Comeau	98	78	98	98	98
Québec (secteur féminin)	46	46	46	46	46
Québec (secteur masculin)	482	557	557	572	572
Centre de prévention de Montréal [1]	510	0	0	0	0
Centre de réhabilitation de Waterloo [1]	208	0	0	0	0
Centre Henri Bourassa (détention de jour) [2]	---	---	---	---	---
Chicoutimi	66	66	66	66	66
Cowansville [1]	56	0	0	0	0
détention de Montréal	1 070	1 070	1 003	1 003	1 003
Havre-Aubert [3]	7	7	7	7	7
Hull	107	165	180	180	180
Joliette [1]	34	0	0	0	0
Maison Tanguay	154	154	116	116	116
New Carlisle	75	75	75	90	90
Rimouski	74	104	104	104	104
Rivières-des-Prairies	0	500	500	500	500
Rivière-du-Loup [1]	35	0	0	0	0
Roberval	65	50	65	65	65
Saint-Hyacinthe [1]	73	0	0	0	0
Saint-Jérôme	160	345	352	377	377
Sept-Îles	23	23	23	23	23
Sherbrooke	171	171	171	171	171
Sorel	87	87	86	86	86
Trois-Rivières	165	165	165	165	165
Valleyfield	54	54	54	54	54
Total	**3 904**	**3 801**	**3 752**	**3 807**	**3 807**

1. Ces établissements ont été fermés au cours de l'année financière 1996-1997.

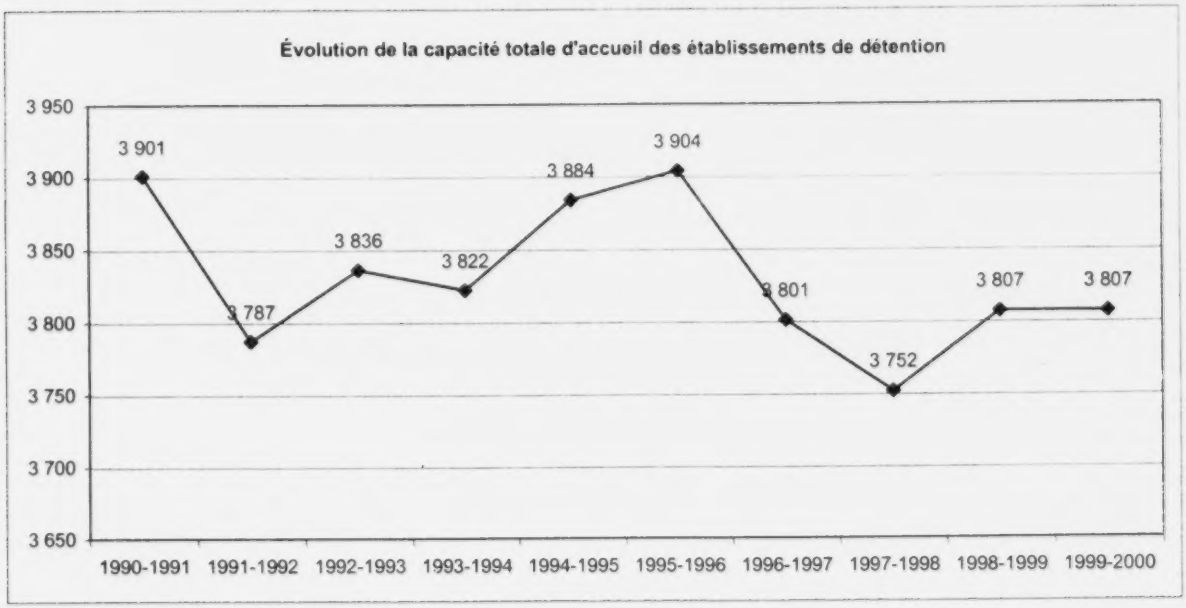
2. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de Montréal.

3. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de New Carlisle.

Tableau 3.1.3

Évolution de la capacité totale d'accueil des établissements de détention du Québec

	Capacité normale	Capacité support	Capacité occasionnelle	Capacité totale
1990-1991	3 151	446	304	3 901
1991-1992	3 156	379	252	3 787
1992-1993	3 167	381	288	3 836
1993-1994	3 131	338	353	3 822
1994-1995	3 106	373	405	3 884
1995-1996	3 106	373	425	3 904
1996-1997	3 297	315	189	3 801
1997-1998	3 239	324	189	3 752
1998-1999	3 189	317	301	3 807
1999-2000	3 189	317	301	3 807



3.2 – Les admissions

Qu'est-ce qu'une admission ?
Une admission est une procédure administrative qui permet d'enregistrer chaque personne à son arrivée dans un établissement de détention. Plus précisément, sont enregistrées certaines caractéristiques de la personne contrevenante et les raisons pour lesquelles elle est admise en détention. Pour toute la durée du séjour, qu'il y ait un transfert, une absence temporaire ou une sortie diverse, il n'y aura qu'*une seule admission*. De plus, une personne passant du statut de prévenu à celui de condamné ne sera considérée qu'une seule fois dans les statistiques.

Le nombre d'admissions poursuit sa baisse en 1999-2000
En 1999-2000, il y a eu 46 528 admissions en détention, comparativement à 49 791 en 1998-1999, soit une diminution de 6,6 % (tableau 3.2.2(a)). Ainsi, le fort mouvement ascendant amorcé autour de 1989 s'est estompé. Maintenant, le nombre d'admissions régresse. Les régions ayant subi les plus fortes baisses sont les suivantes : l'Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec (-16 %), la Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches (-11 %), la Mauricie (-9 %), l'Outaouais (-7 %) et la Montérégie (-7 %).

Depuis 1992-1993, le nombre de personnes ayant le statut de « prévenu » à l'admission a toujours régressé. Toutefois, en 1999-2000, on remarque une augmentation de 1,7 % du nombre d'admissions de personnes prévenues. Les personnes admises comme « condamné » ont, pour leur part, diminué, passant de 21 728 à 18 024, soit une baisse de 17,1 % (tableau 3.2.3) et ce, trois années consécutives en près de 10 ans.

Les deux motifs qui occasionnent le plus grand nombre d'admissions
Le motif « Cause remise ou pendante », avec 14 798 admissions pour l'année 1999-2000, compte le plus d'admissions, soit 31,8 % de toutes les admissions comparativement à 29,1 % en 1998-1999.

Le second motif pour « défaut de payer l'amende » compte 10 643 admissions. Mais, dans les établissements de détention du Québec, le nombre d'admissions pour ce motif a diminué pour la troisième année consécutive, passant de 14 818 en 1997-1998 à 12 140 en 1998-1999, et à 10 643 en 1999-2000. En 1998-1999, ce motif représentait 24,4 % des admissions alors qu'il était de 22,9 % en 1999-2000.

Le nombre d'admissions pour le motif « demande d'assistance à l'administrateur » est en hausse
On connaît en 1999-2000 une hausse du nombre d'admissions pour le motif « assistance à l'administrateur », passant de 9 963 à 10 643 (tableau 3.2.5), ce qui représente une hausse de 6,8 %. En 1998-1999, ce motif représentait 20,0 % du nombre total d'admissions, alors qu'en 1999-2000, il est maintenant de 21,8 %.

La proportion des peines discontinues est en hausse en 1999-2000
Deux types de peines de détention sont possibles : les peines continues et les peines discontinues. La différence entre elles, comme leurs noms l'indiquent, a trait à la continuité dans la façon de purger la peine. Une peine discontinue signifie qu'une personne peut être détenue les fins de semaine seulement, ce qui offre la possibilité de vaquer à ses occupations durant la semaine. En 1994-1995 et 1995-1996, la proportion de peines discontinues est restée stable, avec des pourcentages de 19,5 % et 19,3 %. Mais en 1996-1997, elle a chuté de 38 %, pour s'établir à 11,9 %, et de nouveau de 18 % en 1997-1998, pour atteindre 9,8 % (tableau 3.2.7). En 1998-1999, la proportion des admissions de personnes condamnées qui ont eu une peine discontinue a été de 11 % alors qu'en 1999-2000 la proportion n'est plus que de 7,2 %.

La durée des sentences globales pour les admissions de personnes condamnées

La répartition des admissions de personnes condamnées de détention selon la durée montre que 50,1 % des sentences globales sont de moins d'un mois et que 75,4 % durent moins de trois mois. L'évolution nous indique très peu de changement au cours des dernières années dans la durée des sentences globales pour ces admissions. On peut par contre dire que depuis deux ans la durée des sentences globales augmente un peu puisqu'elle est passée d'une moyenne de 67,3 jours en 1997-1998 à 72,3 jours en 1999-2000.

La médiane de la durée des sentences globales en 1999-2000

La médiane est la valeur qui sépare l'ensemble des données en deux parties égales. Il s'agit donc de l'observation qui se trouve au centre. Dans ce cas, la médiane est plus intéressante que la moyenne, puisque la distribution est asymétrique et que la moyenne est très sensible aux valeurs extrêmes. Quant à la médiane, une statistique de rang, elle est moins sensible aux valeurs extrêmes. On note que de 1995-1996 à 1997-1998 la médiane de la durée de détention a été de 30 jours alors qu'en 1999-2000 elle est de 29 jours.

Tableau 3.2.1(a)

Admissions dans les établissements de détention du Québec, selon les directions régionales, le statut et le sexe en 1999-2000

Directions régionales du réseau correctionnel	Personnes prévenues		Personnes condamnées		Statut inconnu		Total	
	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	21	473	23	352	0	0	44	825
Région Outaouais	152	1 481	140	1 162	0	0	292	2 643
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	301	4 254	78	1 457	0	0	379	5 711
Région Montréal	849	9 814	957	7 827	0	0	1 806	17 641
Région Montérégie	124	1 515	65	923	0	0	189	2 438
Région Estrie	89	1 553	57	783	0	0	146	2 336
Région Mauricie	104	1 020	35	358	0	0	139	1 378
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	479	3 003	315	2 359	0	0	794	5 362
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	80	865	38	495	0	0	118	1 360
Région Bas-Saint-Laurent	36	631	15	306	0	0	51	937
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	47	621	3	51	0	0	50	672
Région Côte-Nord	77	915	29	196	0	0	106	1 111
Total réseau correctionnel du Québec	**2 359**	**26 145**	**1 755**	**16 269**	**0**	**0**	**4 114**	**42 414**
		28 504		**18 024**		**0**		**46 528**

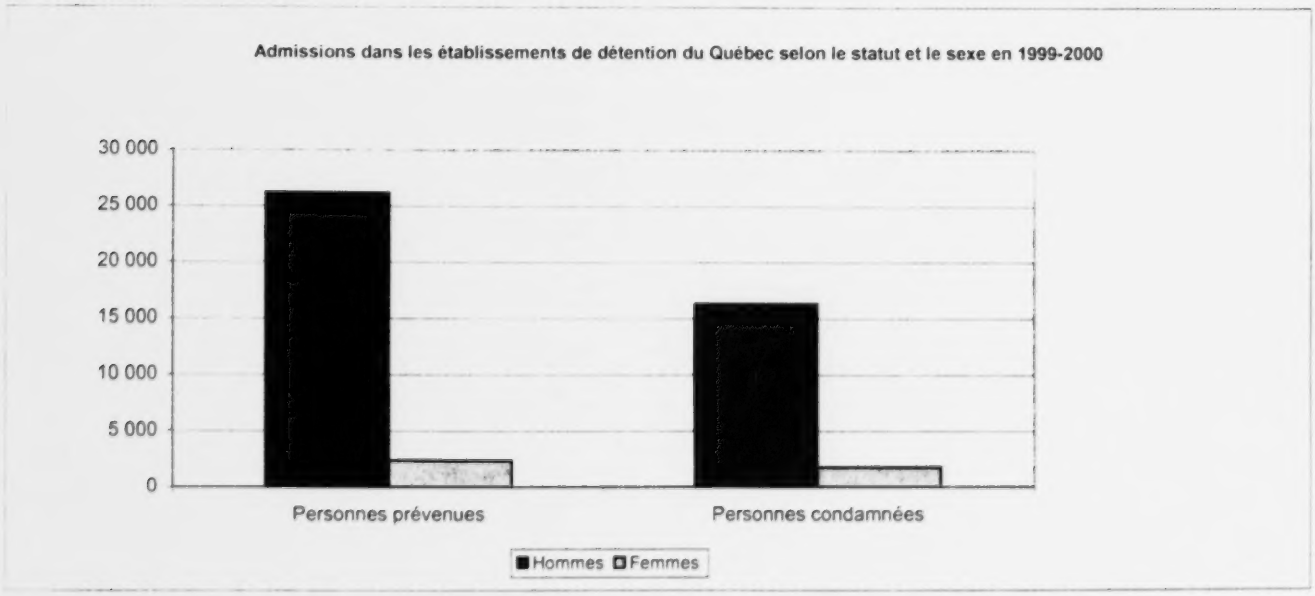


Tableau 3.2.1(b)

Admissions dans les établissements de détention du Québec selon l'établissement, le statut et le sexe, en 1999-2000

Établissements	Personnes prévenues		Personnes condamnées		Statut inconnu		Total	
	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes
Amos	21	473	23	352	0	0	44	825
Baie-Comeau	25	394	3	51	0	0	28	445
Québec (secteur féminin)	479	1	315	1	0	0	794	2
Québec (secteur masculin)	0	3 002	0	2 358	0	0	0	5 360
Centre Henri Bourassa (détention de jour) [1]	0	0	18	307	0	0	18	307
Chicoutimi	63	591	29	332	0	0	92	923
Montréal	0	1 373	0	7 235	0	0	0	8 608
Havre-Aubert [2]	0	43	0	11	0	0	0	54
Hull	152	1 481	140	1 162	0	0	292	2 643
Maison Tanguay	849	0	939	0	0	0	1 788	0
New Carlisle	47	578	3	40	0	0	50	618
Rimouski	36	631	15	306	0	0	51	937
Rivière-des-Prairies	0	8 441	0	285	0	0	0	8 726
Roberval	17	274	9	163	0	0	26	437
Saint-Jérôme	301	4 254	78	1 457	0	0	379	5 711
Sept-Îles	52	521	26	145	0	0	78	666
Sherbrooke	89	1 553	57	783	0	0	146	2 336
Sorel	24	643	25	463	0	0	49	1 106
Trois-Rivières	104	1 020	35	358	0	0	139	1 378
Valleyfield	100	872	40	460	0	0	140	1 332
Total	2 359	26 145	1 755	16 269	0	0	4 114	42 414
		28 504		18 024		0		46 528

1. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de Montréal.
2. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de New Carlisle.

Tableau 3.2.2(a)

Évolution du nombre des admissions dans les établissements de détention du Québec, selon les directions régionales

Directions régionales	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	1 515	1 566	1 147	1 033	869
Région Outaouais	3 823	4 051	3 692	3 164	2 935
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	7 553	6 903	7 171	6 401	6 090
Région Montréal	27 423	27 535	24 524	20 790	19 447
Région Montérégie	5 911	3 735	2 926	2 835	2 627
Région Estrie	2 359	2 928	2 879	2 542	2 482
Région Mauricie	2 582	2 312	1 853	1 658	1 517
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	8 595	8 598	8 177	6 955	6 156
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	1 680	1 695	1 552	1 483	1 478
Région Bas-Saint-Laurent	1 517	1 324	1 055	1 040	988
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	1 023	948	836	694	722
Région Côte-Nord	1 480	1 390	1 142	1 196	1 217
Total réseau correctionnel du Québec	**65 461**	**62 985**	**56 954**	**49 791**	**46 528**

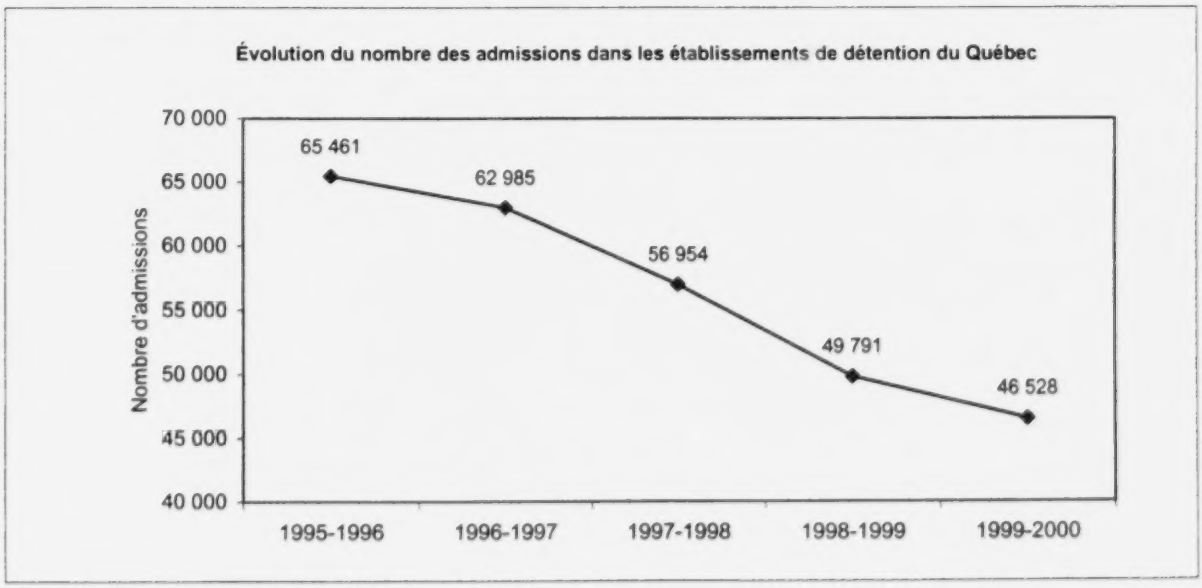


Tableau 3.2.2(b)

Évolution du nombre des admissions dans les établissements de détention du Québec selon l'établissement

	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Amos	1 515	1 566	1 147	1 033	869
Baie-Comeau	643	692	504	506	473
Québec (secteur féminin)	1 019	987	984	835	796
Québec (secteur masculin)	7 576	7 611	7 193	6 120	5 360
Centre de prévention de Montréal [1]	13 168	7 715	0	0	0
Centre de réhabilitation de Waterloo [1]	340	71	0	0	0
Centre Henri Bourassa (détention de jour) [2]	577	412	287	330	325
Chicoutimi	1 066	1 029	1 029	975	1 015
Cowansville [1]	928	240	0	0	0
Montréal	11 263	12 212	11 246	9 269	8 608
Havre-Aubert [3]	75	80	57	62	54
Hull	3 823	4 051	3 692	3 164	2 935
Joliette [1]	2 724	290	0	0	0
Laval	1	0	0	0	0
Maison Tanguay	2 415	2 284	2 073	1 849	1 788
New Carlisle	948	868	779	632	668
Rimouski	958	1 226	1 055	1 040	988
Rivière-des-Prairies	0	4 912	10 918	9 342	8 726
Rivière-du-Loup [1]	559	98	0	0	0
Roberval	614	666	523	508	463
Saint-Hyacinthe [1]	2 096	405	0	0	0
Saint-Jérôme	4 828	6 613	7 171	6 401	6 090
Sept-Îles	837	698	638	690	744
Sherbrooke	2 359	2 928	2 879	2 542	2 482
Sorel	602	1 277	1 309	1 233	1 155
Trois-Rivières	2 582	2 312	1 853	1 658	1 517
Valleyfield	1 945	1 742	1 617	1 602	1 472
Total	65 461	62 985	56 954	49 791	46 528

1. Ces établissements ont été fermés au cours de l'année budgétaire 1996-1997.
2. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de Montréal.
3. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de New Carlisle.

Tableau 3.2.3

Historique de la répartition du nombre d'admissions selon le statut

	Personnes prévenues	Personnes condamnées	Autres
1990-1991	35 344	17 496	130
1991-1992	40 201	20 498	108
1992-1993	40 019	23 258	81
1993-1994	39 468	24 763	89
1994-1995	39 456	25 812	89
1995-1996	37 361	28 052	48
1996-1997	34 194	28 760	31
1997-1998	30 735	26 186	33
1998-1999	28 039	21 728	24
1999-2000	28 504	18 024	0

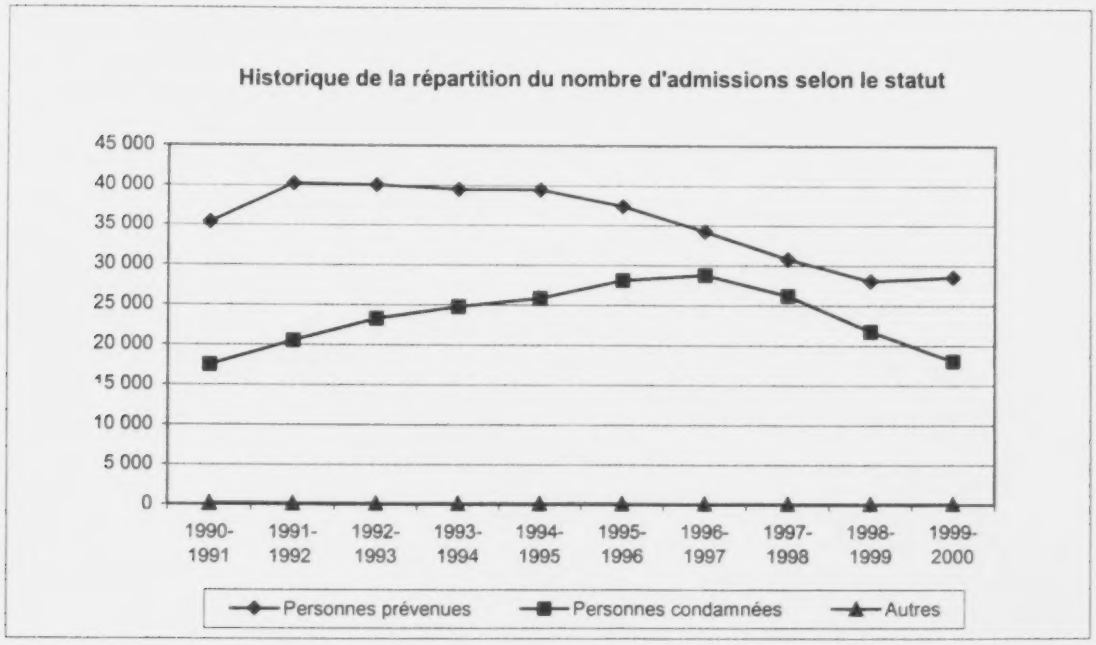


Tableau 3.2.4(a)

Admissions dans les établissements de détention du Québec selon les directions régionales, et selon le motif d'admission, en 1999-2000

Directions régionales	Code de motif d'admission										
	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	8	240	0	1	331	0	0	0	0	2	102
Région Outaouais	6	194	2	0	171	0	0	61	0	5	1 023
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	17	454	5	5	779	0	0	0	0	314	1 024
Région Montréal	81	2 415	56	3	7 736	0	0	0	0	316	5 267
Région Montérégie	17	357	0	2	1 143	0	0	1	0	3	585
Région Estrie	6	276	1	8	653	0	0	0	0	19	483
Région Mauricie	5	211	4	1	879	0	0	0	0	6	141
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	76	966	29	1	2 046	1	0	0	0	178	1 615
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	24	284	1	1	282	0	0	0	0	2	178
Région Bas-Saint-Laurent	4	236	56	0	334	0	0	2	0	0	70
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	1	127	4	0	223	0	0	8	0	0	37
Région Côte-Nord	8	91	0	3	221	0	0	0	0	44	118
Total réseau correctionnel du Québec	**253**	**5 851**	**158**	**25**	**14 798**	**1**	**0**	**72**	**0**	**889**	**10 643**

Légende :

01 Sentence de 2 ans ou plus
02 Sentence de moins de 2 ans
03 Examen psychiatrique
04 Cause en appel
05 Cause remise ou pendante
06 Ordonnance du lieutenant-gouverneur
07 Demande déférée
08 Transfert reçu d'une autre province
09 Impossibilité d'offrir des travaux compensatoires
10 Comparution ou témoin du pénitencier
11 Défaut de payer l'amende

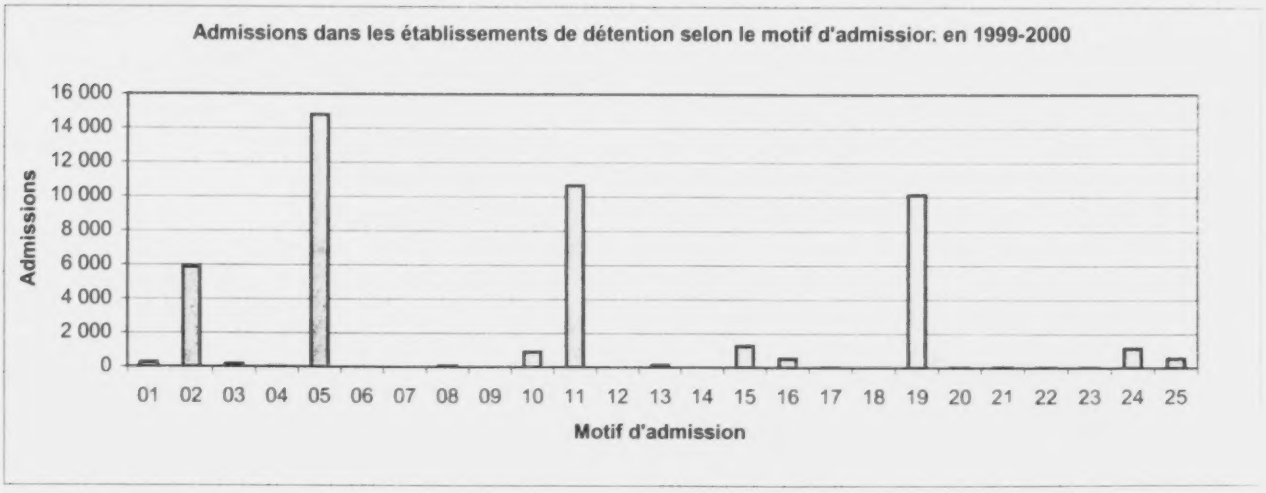


Tableau 3.2.4(a)

Admissions dans les établissements de détention du Québec selon les directions régionales, et selon le motif d'admission, en 1999-2000

Code de motif d'admission														Total
12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
1	0	0	9	20	0	0	117	0	7	0	0	28	3	869
0	2	0	39	31	2	0	1 311	0	0	0	2	80	6	2 935
1	0	0	77	42	1	0	3 250	0	0	3	2	103	13	6 090
0	113	0	819	177	0	0	1 429	1	1	6	3	549	475	19 447
1	0	0	13	9	1	0	424	0	0	0	0	70	1	2 627
0	8	0	61	33	1	0	837	1	2	1	0	89	3	2 482
0	0	0	44	39	0	0	142	1	2	0	2	33	7	1 517
1	2	0	147	119	5	0	825	3	0	3	0	127	12	6 156
0	1	0	17	20	1	0	617	1	13	4	1	23	8	1 478
0	1	0	23	16	2	0	223	3	0	1	0	15	2	988
0	0	0	5	9	0	0	277	0	4	1	0	14	12	722
4	0	0	9	3	0	0	681	0	4	0	0	17	14	1 217
8	**127**	**0**	**1 263**	**518**	**13**	**0**	**10 133**	**10**	**33**	**19**	**10**	**1 148**	**556**	**46 528**

12 Entente fédérale-provinciale
13 Immigration ou déportation
14 Travaux compensatoires refusés
15 Suspension libération conditionnelle fédérale
16 Suspension libération conditionnelle québécoise
17 Révocation libération conditionnelle fédérale
18 Révocation libération conditionnelle québécoise
19 Demande d'assistance à l'administrateur
20 Examen médical
21 Télex
22 Retour d'une évasion d'un établissement
23 Retour d'une évasion d'une garde légale
24 Retour d'une absence illégale
25 Autres

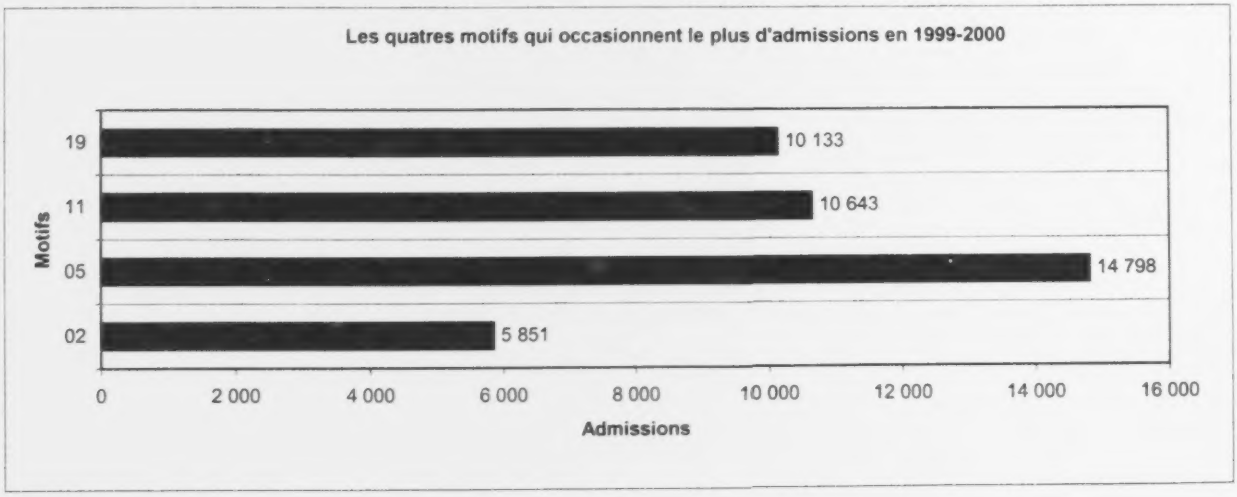


Tableau 3.2.4(b)

Admissions dans les établissements de détention du Québec, selon l'établissement et selon le motif d'admission, en 1999-2000

Établissements	Code de motif d'admission										
	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11
Amos	8	240	0	1	331	0	0	0	0	2	102
Baie-Comeau	4	22	0	0	96	0	0	0	0	26	27
Québec (secteur féminin)	3	207	2	0	118	0	0	0	0	0	85
Québec (secteur masculin)	73	759	27	1	1 928	1	0	0	0	178	1 530
Centre Henri Bourassa (détention de jour) [1]	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Chicoutimi	10	168	0	1	235	0	0	0	0	2	153
Montréal	3	1 880	0	0	3	0	0	0	0	0	4 644
Havre-Aubert [2]	1	9	0	0	8	0	0	0	0	0	2
Hull	6	194	2	0	171	0	0	61	0	5	1 023
Maison Tanguay	6	334	4	1	686	0	0	0	0	2	578
New Carlisle	0	118	4	0	215	0	0	8	0	0	35
Rimouski	4	236	56	0	334	0	0	2	0	0	70
Rivières-des-Prairies	72	200	52	2	7 047	0	0	0	0	314	45
Roberval	14	116	1	0	47	0	0	0	0	0	25
Saint-Jérôme	17	454	5	5	779	0	0	0	0	314	1 024
Sept-Îles	4	69	0	3	125	0	0	0	0	18	91
Sherbrooke	6	276	1	8	653	0	0	0	0	19	483
Sorel	11	188	0	2	555	0	0	0	0	3	273
Trois-Rivières	5	211	4	1	879	0	0	0	0	6	141
Valleyfield	6	169	0	0	588	0	0	1	0	0	312
Total	253	5 851	158	25	14 798	1	0	72	0	889	10 643

1. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de Montréal.
2. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de New-Carlisle.

Légende :

01 Sentence de 2 ans ou plus
02 Sentence de moins de 2 ans
03 Examen psychiatrique
04 Cause en appel
05 Cause remise ou pendante
06 Ordonnance du lieutenant-gouverneur
07 Demande déférée
08 Transfert reçu d'une autre province
09 Impossibilité d'offrir des travaux compensatoires
10 Comparution ou témoin du pénitencier
11 Défaut de payer l'amende

Tableau 3.2.4(b)

Admissions dans les établissements de détention du Québec, selon l'établissement et selon le motif d'admission, en 1999-2000

Code de motif d'admission													Total
12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
1	0	0	9	20	0	0	117	0	7	0	0	28	3	869
0	0	0	4	2	0	0	272	0	3	0	0	5	12	473
1	0	0	5	17	0	0	329	1	0	0	0	27	1	796
0	2	0	142	102	5	0	496	2	0	3	0	100	11	5 360
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	205	119	325
0	0	0	15	13	0	0	398	1	3	1	1	10	4	1 015
0	0	0	2	149	0	0	1 309	0	1	2	0	265	350	8 608
0	0	0	0	0	0	0	29	0	0	0	0	1	4	54
0	2	0	39	31	2	0	1 311	0	0	0	2	80	6	2 935
0	7	0	28	20	0	0	79	0	0	0	0	37	6	1 788
0	0	0	5	9	0	0	248	0	4	1	0	13	8	668
0	1	0	23	16	2	0	223	3	0	1	0	15	2	988
0	106	0	789	8	0	0	41	1	0	4	3	42	0	8 726
0	1	0	2	7	1	0	219	0	10	3	0	13	4	463
1	0	0	77	42	1	0	3 250	0	0	3	2	103	13	6 090
4	0	0	5	1	0	0	409	0	1	0	0	12	2	744
0	8	0	61	33	1	0	837	1	2	1	0	89	3	2 482
1	0	0	5	1	1	0	83	0	0	0	0	31	1	1 155
0	0	0	44	39	0	0	142	1	2	0	2	33	7	1 517
0	0	0	8	8	0	0	341	0	0	0	0	39	0	1 472
8	127	0	1 263	518	13	0	10 133	10	33	19	10	1 148	556	46 528

12 Entente fédérale-provinciale
13 Immigration ou déportation
14 Travaux compensatoires refusés
15 Suspension libération conditionnelle fédérale
16 Suspension libération conditionnelle québécoise
17 Révocation libération conditionnelle fédérale
18 Révocation libération conditionnelle québécoise
19 Demande d'assistance à l'administrateur
20 Examen médical
21 Télex
22 Retour d'une évasion d'un établissement
23 Retour d'une évasion d'une garde légale
24 Retour d'une absence illégale
25 Autres

Tableau 3.2.5

Évolution du nombre des admissions dans les établissements de détention du Québec selon le motif d'admission

	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Sentence de 2 ans ou plus	431	358	306	323	253
Sentence de moins de 2 ans	10 646	9 203	8 690	7 894	5 851
Examen psychiatrique	182	192	165	161	158
Cause en appel	18	23	12	13	25
Cause remise ou pendante	15 807	16 094	14 616	14 506	14 798
Ordonnance du lieutenant-gouverneur	5	6	2	1	1
Demande déférée	0	0	0	0	0
Transfert reçu d'une autre province	105	145	118	85	72
Impossibilité d'offrir des travaux compensatoires	220	374	262	0	0
Comparution ou témoin du pénitencier	1 212	1 098	907	822	889
Défaut de payer l'amende	13 558	15 938	14 818	12 140	10 643
Entente fédérale-provinciale	16	7	6	1	8
Immigration ou déportation	217	199	250	129	127
Travaux compensatoire refusés	30	52	21	5	0
Suspension libération conditionnelle fédérale	1 234	1 313	1 349	1 325	1 263
Suspension libération conditionnelle québécoise	425	456	441	470	518
Révocation libération conditionnelle fédérale	27	18	21	9	13
Révocation libération conditionnelle québécoise	0	0	0	0	0
Demande d'assistance à l'administrateur	16 580	13 571	12 024	9 963	10 133
Examen médical	74	46	24	13	10
Télex	1 323	1 389	938	98	33
Retour d'une évasion d'un établissement	88	38	21	12	19
Retour d'une évasion d'une garde légale	40	18	13	14	10
Retour d'une absence illégale	2 230	1 728	1 241	1 124	1 148
Autres	993	719	709	683	556
Total	65 461	62 985	56 954	49 791	46 528

Tableau 3.2.6	
Évolution des admissions dans les établissements de détention du Québec	
1990-1991	52 970
1991-1992	60 807
1992-1993	63 358
1993-1994	64 320
1994-1995	65 357
1995-1996	65 461
1996-1997	62 985
1997-1998	56 954
1998-1999	49 791
1999-2000	46 528

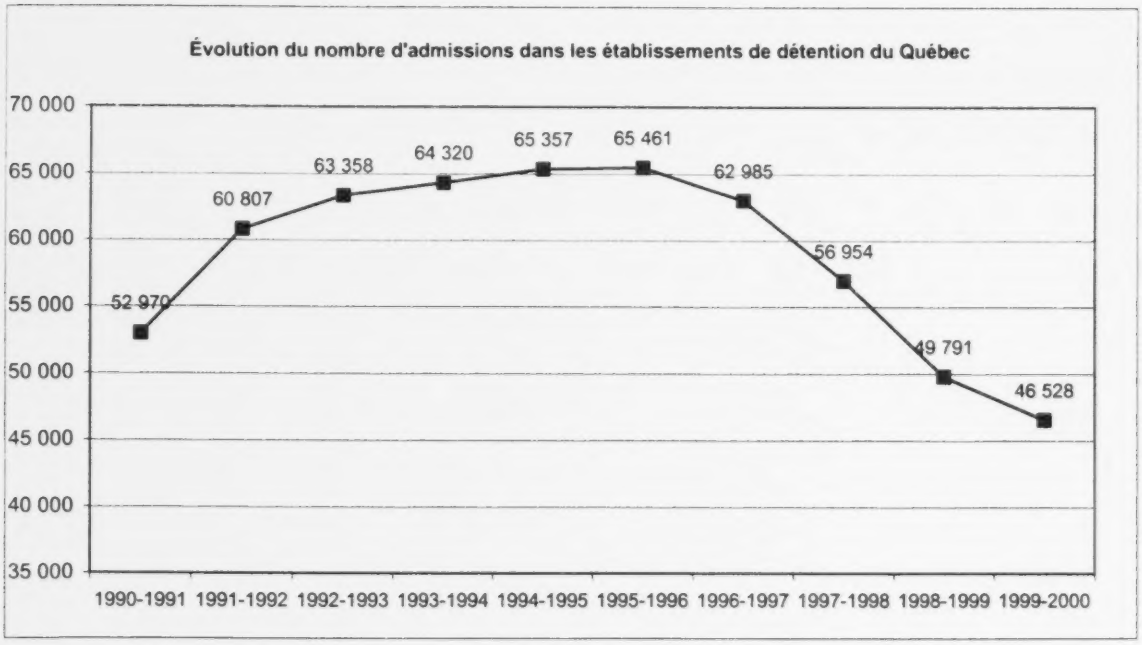
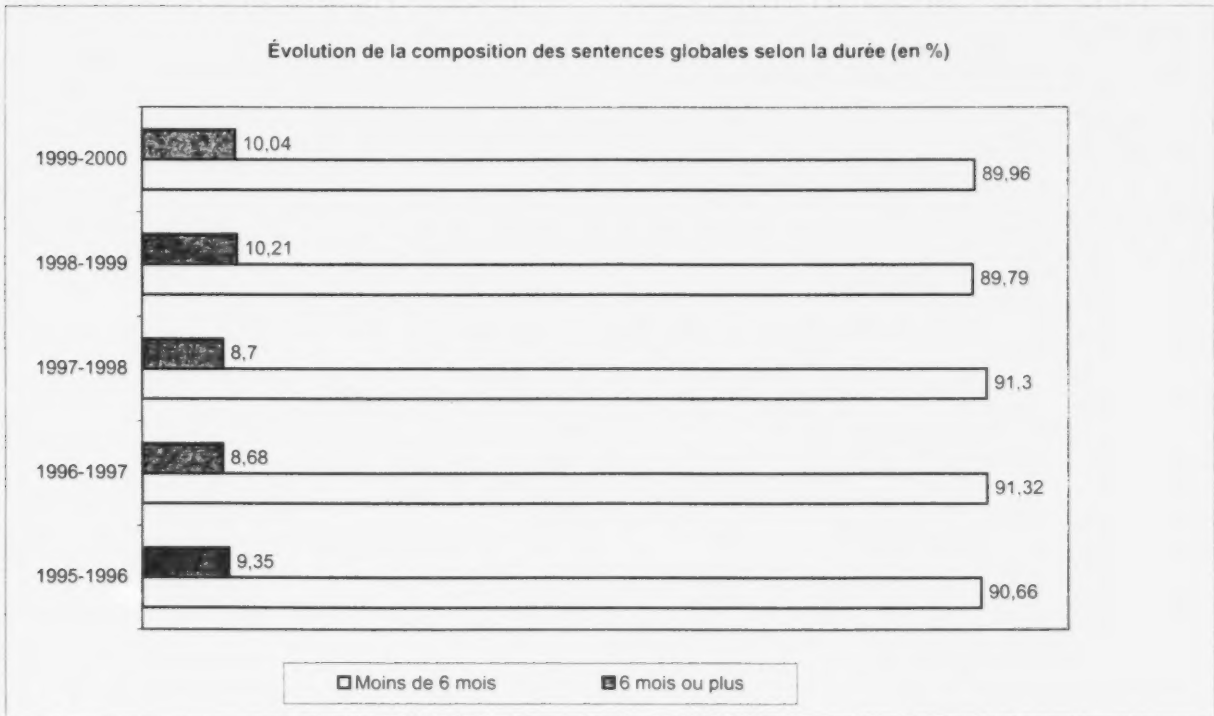


Tableau 3.2.7

Évolution des statistiques sur les admissions de personnes condamnées (en %)

		1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Sexe	Femme	8,27	8,22	8,51	8,85	9,74
	Homme	91,73	91,78	91,49	91,15	90,26
Type de peine	Continue	80,75	88,09	90,23	89,00	92,82
	Discontinue	19,25	11,91	9,77	11,00	7,18
Durée des sentences globales	1 à 7 jours	16,72	14,63	12,25	13,91	14,31
	8 à 14 jours	13,76	14,64	16,23	16,54	17,95
	15 à 29 jours	16,21	18,52	19,66	18,09	17,88
	entre 1 et moins de 3 mois	27,80	29,56	29,33	27,00	25,23
	entre 3 et moins de 6 mois	16,17	13,97	13,83	14,25	14,59
	entre 6 et moins de 12 mois	5,50	5,29	5,05	5,98	5,99
	entre 12 et moins de 24 mois	3,18	3,06	3,22	3,43	3,11
	24 mois ou plus	0,67	0,33	0,43	0,80	0,94
Durée médiane [1]		30 j	30 j	30 j	30 j	29 j
Durée moyenne [1]		69,80 j	65,75 j	67,32 j	71,50 j	72,30 j

[1] La durée médiane et la durée moyenne excluent les sentences globales de 24 mois ou plus.



3.3 – Les libérations

Le nombre de libérations suit le mouvement du nombre d'admissions
Depuis 1992-1993, le nombre de libérations suit presque exactement la même tendance que les admissions. Ainsi, les libérations et les admissions ont connu la même baisse, soit 6,2 %, passant de 50 656 en 1998-1999 à 47 518 en 1999-2000.

Le motif de libération « peine expirée » représente près de 41 % des cas de libération
En 1995-1996, ce motif représentait environ 40 % des cas de libérations; en 1999-2000, il est à l'origine de 41 % de tels cas. Le second motif de libération est « Engagement ou promesse »; il ne s'applique qu'aux prévenus, car seuls ces derniers peuvent être libérés avec engagement à venir comparaître. Il représente près de 21 % des cas de libération en 1999-2000 (tableau 3.3.2), en hausse par rapport à 1998-1999 où ce motif de libération ne représentait que 19,1 %.

Tableau 3.3.1 (a)

Évolution du nombre de libérations dans les établissements de détention du Québec, selon les directions régionales et les réseaux correctionnels

	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	1 446	1 574	997	951	835
Région Outaouais	3 637	3 888	3 567	3 077	2 827
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	7 493	7 384	8 261	7 182	6 623
Région Montréal	27 574	27 876	24 565	21 263	19 624
Région Montérégie	5 995	3 855	2 950	2 779	3 092
Région Estrie	2 326	2 894	2 874	2 481	2 481
Région Mauricie	2 415	2 347	1 848	1 729	1 517
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	8 332	8 562	8 118	6 912	6 219
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	1 631	1 723	1 529	1 464	1 457
Région Bas-Saint-Laurent	1 447	1 233	989	962	945
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	975	947	846	688	696
Région Côte-Nord	1 427	1 398	1 147	1 168	1 196
Autres	0	0	0	0	6
Total réseau correctionnel du Québec	**64 698**	**63 681**	**57 691**	**50 656**	**47 518**

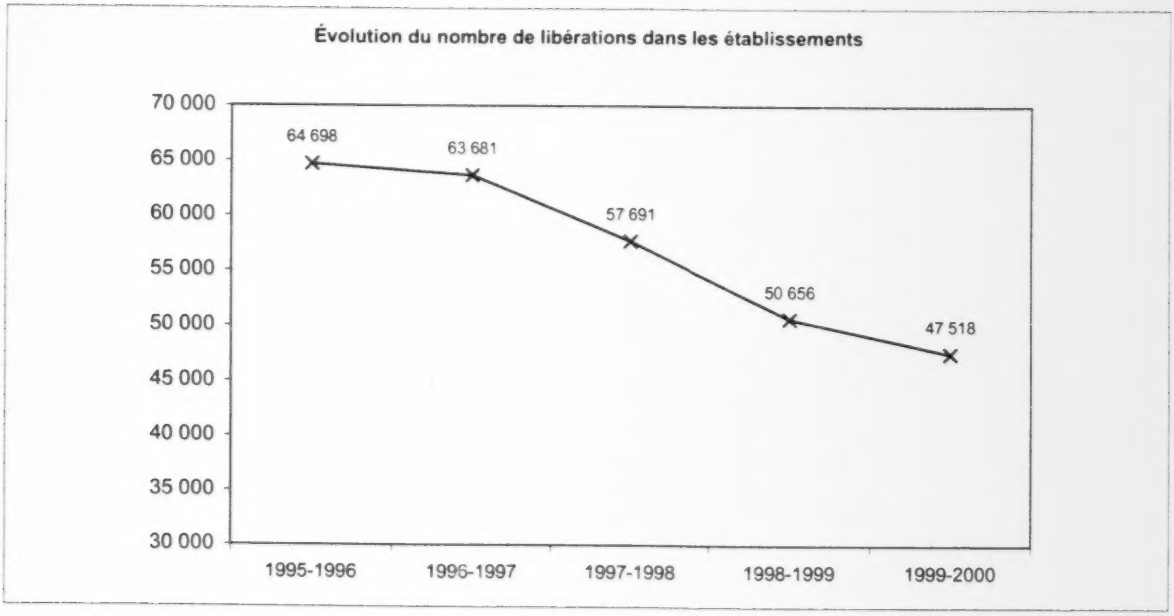


Tableau 3.3.1 (b)

Évolution du nombre de libérations dans les établissements de détention du Québec selon l'établissement

	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Amos	1 446	1 574	997	951	835
Baie-Comeau	660	718	539	544	537
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	1 019	997	970	822	808
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	7 313	7 565	7 148	6 090	5 411
Centre de prévention de Montréal [1]	10 490	6 183	0	0	0
Centre de réhabilitation de Waterloo [1]	820	208	0	0	0
Centre Henri Bourassa (détention de jour) [2]	2 068	1 670	1 056	1 058	972
Chicoutimi	987	982	972	922	943
Cowansville [1]	804	231	0	0	0
Établissement de détention de Montréal	12 556	13 913	12 774	10 713	9 646
Havre-Aubert [3]	38	58	41	41	48
Hull	3 637	3 888	3 567	3 077	2 827
Joliette [1]	2 635	377	0	0	0
Laval	149	0	0	0	0
Maison Tanguay	2 460	2 365	2 124	1 875	1 773
New Carlisle	937	889	805	647	648
Rimouski	906	1 139	989	962	945
Rivière-des-Prairies	0	3 745	8 611	7 617	7 233
Rivière-du-Loup [1]	541	94	0	0	0
Roberval	644	741	557	542	514
Saint-Hyacinthe [1]	1 937	461	0	0	0
Saint-Jérôme	4 709	7 007	8 261	7 182	6 623
Sept-Îles	767	680	608	624	659
Sherbrooke	2 326	2 894	2 874	2 481	2 481
Sorel	642	1 236	1 284	1 252	1 622
Trois-Rivières	2 415	2 347	1 848	1 729	1 517
Valleyfield	1 792	1 719	1 666	1 527	1 470
Autre	0	0	0	0	6
Total	**64 698**	**63 681**	**57 691**	**50 656**	**47 518**

[1] Ces établissements ont été fermés au cours de l'année budgétaire 1996-1997.

[2] Ce centre relève administrativement de l'établissement de détention de Montréal.

[3] Ce centre relève administrativement de l'établissement de détention de New Carlisle.

Tableau 3.3.2

Évolution du nombre de libérations dans les établissements de détention du Québec selon le motif de libération

	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Peine expirée	25 433	28 645	27 004	22 206	19 314
Amende payée	3 572	2 829	1 918	1 870	1 536
Libération d'office	2	12	19	4	1
Libération conditionnelle fédérale	13	18	8	14	19
Libération conditionnelle québécoise	3 258	2 992	2 771	2 713	2 353
Libération conditionnelle fédérale maintenue	113	107	66	79	62
Probation	354	396	478	531	544
Acquitté	134	120	149	120	142
Condamné sans prison	44	88	61	55	38
Peine purgée	84	58	46	40	30
En appel	56	43	38	35	44
Cautionnement	1 225	1 105	1 229	1 197	1 182
Peine discontinue	0	19	141	135	136
Condamné au pénitencier	1 364	1 215	1 135	1 322	1 126
Retour au pénitencier	2 946	2 891	2 733	2 664	2 604
Remis à l'immigration	379	328	413	265	256
Sursis pour payer l'amende	255	320	393	294	237
Centre psychiatrique	115	82	83	173	163
Tribunal de la jeunesse	6	4	6	6	5
Assistance à l'administrateur	2 225	1 310	1 576	1 685	2 695
Évasion d'un établissement	86	33	8	5	8
Engagement ou promesse	11 846	11 525	9 672	9 679	10 013
Autres	992	903	688	458	482
Ordonnance de sursis	0	79	320	303	357
Évasion d'une garde légale	38	14	17	15	11
Absence illégale	2 862	2 184	1 704	1 585	1 636
Libération conditionnelle québécoise maintenue	392	426	421	340	307
Admis dans un autre centre du Québec	663	681	508	372	426
Transfert à une autre province	158	185	141	140	130
Transfert à un autre pays	7	5	6	6	10
Restitution	1	0	0	0	1
Travaux compensatoires acceptés	27	26	12	8	1
Relevé du défaut de comparaître	31	44	55	43	30
Pris en charge par un corps policier	5 900	4 865	3 744	2 146	1 457
Ordonnance de plac. hôpital psychiatrique	116	126	127	148	161
Non indiqué	1	3	1	0	1
Total	**64 698**	**63 681**	**57 691**	**50 656**	**47 518**

3.4 – Les personnes inscrites et les personnes présentes

Une autre information pour connaître une autre facette de la clientèle correctionnelle est la population moyenne quotidienne présente à 23 h 59, inscrite et totale en détention.

On obtient la population inscrite en ajoutant à la population présente à 23 h 59, les personnes qui sont à l'extérieur en absence temporaire. Cette statistique diffère de celle qui porte sur la population totale. Il s'agit de deux concepts différents. La population totale englobe toutes les personnes qui sont à l'extérieur, en incluant celles qui ont reçu des peines discontinues et celles qui sont à l'extérieur sans absence temporaire (voir lexique pour définitions).

Femmes : 4,8 % de la population présente et 5,3 % de la population inscrite sont des femmes
Puisque la proportion de femmes inscrites en détention est un peu plus élevée que la proportion de femmes présentes, cela nous laisse croire que les femmes bénéficieraient proportionnellement d'un peu plus de jours en absence temporaire que les hommes.

Plus de personnes condamnées que de personnes prévenues
À la lumière des chiffres sur les admissions, nous pourrions conclure que la composition de la population présente dans les établissements de détention est constituée en plus grand nombre de personnes prévenues que de personnes condamnées. En examinant de plus près la composition des groupes de personnes présentes selon le statut, cette hypothèse vient s'infirmer puisque, parmi les personnes présentes, 35,7 % en 1999-2000 ont le statut de personnes prévenues, alors qu'elles représentent 61,3 % du total des admissions (tableaux 3.2.1 et 3.4.1). Le nombre d'admissions ne donne donc pas une idée de la réalité et cet exemple démontre bien qu'il est préférable de considérer les deux perspectives plutôt que de se limiter à une seule.

La population moyenne quotidienne présente ainsi que la population inscrite diminuent en 1999-2000
La population moyenne quotidienne présente ou inscrite est aussi un indicateur à considérer pour une comparaison complète de l'utilisation des places en détention (tableau 3.4.3). La population moyenne quotidienne de personnes présentes a diminué de moins de 6 %, passant de 3 321 en 1998-1999 à 3 124 en 1999-2000. De même, la population moyenne de personnes inscrites a chuté passant de 4 863 à 4 429, ce qui représente une baisse de 8,9 %.

Le Québec avait le 3^{e} taux d'incarcération le plus faible au Canada en 1998-1999.
En 1998-1999, le Québec occupait le troisième rang des taux d'incarcération les plus faibles parmi les provinces et territoires canadiens pour la population incarcérée sous responsabilité provinciale, avec un taux de 45 personnes en détention par 100 000 habitants. Le Québec est devancé par la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick, avec respectivement 40 et 44 personnes par 100 000 habitants. Par ailleurs, les Territoires du Nord-Ouest affichent le taux d'incarcération le plus élevé au Canada, soit 530, se situant très au-dessus de la moyenne canadienne de 63. (Tableau 3.4.4)

Tableau 3.4.1 (a)

Population moyenne quotidienne totale en détention en 1999-2000, selon les directions régionales

Directions régionales	Personnes présentes à 23h59				Personnes à l'extérieur	Population totale
	Personnes prévenues	Personnes condamnées	femmes	hommes		
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	31,26	31,39	0,93	61,72	42,17	104,81
Région Outaouais	34,71	105,43	3,56	136,57	94,90	235,03
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	92,35	250,61	1,61	341,35	217,35	560,31
Région Montréal	504,86	735,73	88,85	1 151,74	624,59	1 865,18
Région Montérégie	44,89	70,97	1,06	114,80	172,60	288,45
Région Estrie	38,01	99,44	0,97	136,48	101,63	239,07
Région Mauricie	54,84	96,94	2,77	149,02	79,94	231,73
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	215,58	372,60	45,92	542,27	258,29	846,47
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	30,38	69,73	1,24	98,87	73,99	174,10
Région Bas-Saint-Laurent	27,37	63,86	0,43	90,81	56,54	147,77
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	20,23	43,27	0,63	62,87	28,67	92,17
Région Côte-Nord	19,82	70,09	1,66	88,25	14,70	104,61
Autres	0,00	0,28	0,00	0,28	5,08	5,36
Total réseau correctionnel du Québec	**1 114,30**	**2 010,34**	**149,62**	**2 975,01**	**1 770,45**	**4 895,08**

Pourcentage du nombre moyen de personnes prévenues et condamnées présentes en 1999-2000

Total du réseau correctionnel

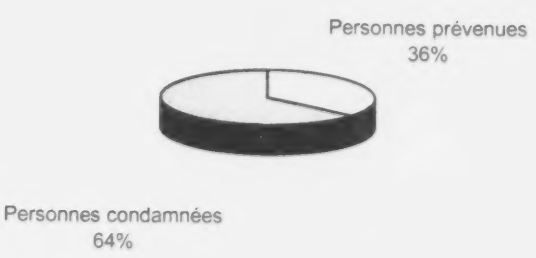


Tableau 3.4.1(b)

Population moyenne quotidienne totale en détention en 1999-2000 selon l'établissement

	Personnes présentes à 23 h 59				Personnes à l'extérieur	Population totale
	Personnes prévenues	Personnes condamnées	femmes	hommes		
Amos	31,26	31,39	0,93	61,72	42,17	104,81
Baie-Comeau	14,25	55,11	0,58	68,78	7,06	76,43
Québec (secteur féminin)	13,41	32,53	45,92	0,02	19,88	65,81
Québec (secteur masculin)	202,17	340,07	0,00	542,24	238,41	780,66
Centre Henri Bourassa (détention de jour) [1]	0,00	1,00	0,20	0,80	213,16	214,16
Chicoutimi	20,01	34,80	0,99	53,83	43,59	98,40
Montréal	135,23	574,87	0,00	710,10	316,45	1 026,55
Havre-Aubert [2]	0,20	0,54	0,00	0,74	1,75	2,49
Hull	34,71	105,43	3,56	136,57	94,90	235,03
Maison Tanguay	26,78	61,87	88,65	0,01	32,83	121,49
New Carlisle	20,03	42,73	0,63	62,13	26,92	89,68
Rimouski	27,37	63,86	0,43	90,81	56,54	147,77
Rivière-des-Prairies	342,85	97,98	0,00	440,83	62,14	502,98
Roberval	10,37	34,93	0,26	45,04	30,40	75,70
Saint-Jérôme	92,35	250,61	1,61	341,35	217,35	560,31
Sept-Îles	5,56	14,98	1,07	19,47	7,64	28,18
Sherbrooke	38,01	99,44	0,97	136,48	101,63	239,07
Sorel	28,07	38,92	0,12	66,86	110,44	177,42
Trois-Rivières	54,84	96,94	2,77	149,02	79,94	231,73
Valleyfield	16,82	32,05	0,94	47,93	62,16	111,03
Autres	0,00	0,28	0,00	0,28	5,08	5,36
Total	**1 114,30**	**2 010,34**	**149,62**	**2 975,01**	**1 770,45**	**4 895,08**

1. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de Montréal.
2. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de New Carlisle.

Tableau 3.4.2 (a)

Population moyenne quotidienne inscrite en détention en 1999-2000, selon les directions régionales

Directions régionales	Personnes prévenues		Personnes condamnées		Personnes inscrites	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	31,51	0,68	63,80	1,37	95,31	2,06
Région Outaouais	34,67	2,19	180,65	7,41	215,33	9,60
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	94,07	2,36	429,04	8,57	523,10	10,92
Région Montréal	497,36	29,29	1034,05	92,31	1531,42	121,60
Région Montérégie	45,54	0,73	185,26	6,85	230,81	7,58
Région Estrie	41,98	1,03	157,42	2,99	199,40	4,02
Région Mauricie	59,99	3,02	156,96	2,86	216,95	5,89
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	204,81	13,84	515,80	49,19	720,61	63,03
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	30,62	1,07	116,99	2,66	147,61	3,73
Région Bas-Saint-Laurent	28,85	0,46	96,79	1,48	125,63	1,94
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	20,34	0,51	65,95	1,14	86,29	1,65
Région Côte-Nord	19,16	1,00	78,18	1,26	97,34	2,25
Autres	0,00	0,00	5,36	0,00	5,36	0,00
Total réseau correctionnel du Québec	**1108,90**	**56,17**	**3086,26**	**178,10**	**4195,16**	**234,27**

Tableau 3.4.2 (b)

Population moyenne quotidienne inscrite en détention en 1999-2000 selon l'établissement

	Personnes prévenues		Personnes condamnées		Personnes inscrites	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Amos	31,51	0,68	63,80	1,37	95,31	2,06
Baie-Comeau	13,99	0,32	60,65	0,41	74,63	0,73
Québec (secteur féminin)	0,01	13,84	0,06	49,19	0,07	63,03
Québec (secteur masculin)	204,80	0,00	515,74	0,00	720,54	0,00
Centre Henri Bourassa (détention de jour) [1]	0,02	0,00	23,07	1,10	23,09	1,10
Chicoutimi	20,14	0,87	62,36	1,95	82,51	2,82
Montréal	135,36	0,00	870,43	0,00	1005,78	0,00
Havre-Aubert [2]	0,35	0,00	1,40	0,00	1,76	0,00
Hull	34,67	2,19	180,65	7,41	215,33	9,60
Maison Tanguay	0,00	29,29	0,02	91,21	0,02	120,50
New Carlisle	19,98	0,51	64,55	1,14	84,53	1,65
Rimouski	28,85	0,46	96,79	1,48	125,63	1,94
Rivière-des-Prairies	361,98	0,00	140,54	0,00	502,52	0,00
Roberval	10,48	0,20	54,63	0,71	65,10	0,91
Saint-Jérôme	94,07	2,36	429,04	8,57	523,10	10,92
Sept-Îles	5,17	0,67	17,54	0,84	22,70	1,52
Sherbrooke	41,98	1,03	157,42	2,99	199,40	4,02
Sorel	28,86	0,05	117,83	3,89	146,70	3,94
Trois-Rivières	59,99	3,02	156,96	2,86	216,95	5,89
Valleyfield	16,68	0,68	67,43	2,97	84,11	3,65
Autres	0,00	0,00	5,36	0,00	5,36	0,00
Total	**1108,90**	**56,17**	**3086,26**	**178,10**	**4195,16**	**234,27**

1. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de Montréal.
2. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de New Carlisle.

Tableau 3.4.3 (a)

Évolution de la population moyenne quotidienne des personnes présentes et des personnes inscrites dans les établissements de détention du Québec, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	Personnes présentes				
	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	74,3	78,1	70,8	68,3	62,6
Région Outaouais	111,3	149,8	149,6	162,4	140,1
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	226,7	269,1	324,1	347,6	343,0
Région Montréal	1 455,6	1 515,6	1 388,4	1 329,5	1 240,6
Région Montérégie	416,7	182,2	116,5	119,0	115,9
Région Estrie	155,3	173,1	159,1	164,8	137,4
Région Mauricie	166,2	164,7	163,7	162,5	151,8
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	519,8	545,5	586,1	600,1	588,2
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	111,4	113,7	109,1	112,0	100,1
Région Bas-Saint-Laurent	92,8	79,8	97,2	98,3	91,2
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	51,7	60,9	56,0	60,7	63,5
Région Côte-Nord	88,0	93,0	81,1	96,0	89,9
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3
Total réseau correctionnel du Québec	**3 469,8**	**3 425,6**	**3 301,8**	**3 321,4**	**3 124,6**
	Personnes inscrites				
	1995-1996	**1996-1997**	**1997-1998**	**1998-1999**	**1999-2000**
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	137,1	139,7	120,1	115,2	97,4
Région Outaouais	189,8	259,3	258,8	259,4	224,9
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	449,5	557,6	658,1	575,5	534,0
Région Montréal	2 020,5	2 276,1	2 080,4	1 844,7	1 653,0
Région Montérégie	588,5	321,3	245,2	225,6	238,4
Région Estrie	199,1	276,1	264,6	245,8	203,4
Région Mauricie	267,2	269,2	266,6	242,2	222,8
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	844,9	917,1	918,7	844,9	783,6
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	160,9	173,2	180,8	174,2	151,3
Région Bas-Saint-Laurent	132,8	143,4	143,5	134,2	127,6
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	92,2	113,0	101,7	92,3	87,9
Région Côte-Nord	109,3	116,9	102,1	109,2	99,6
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	5,4
Total réseau correctionnel du Québec	**5 191,8**	**5 562,9**	**5 340,4**	**4 863,1**	**4 429,4**

Tableau 3.4.3 (b)

Evolution de la population moyenne quotidienne des personnes présentes et des personnes inscrites dans les établissements de détention du Québec selon l'établissement

Établissements	Personnes présentes				
	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Amos	74,3	78,1	70,8	68,3	62,6
Baie-Comeau	70,4	74,2	58,9	72,9	69,4
Québec (secteur féminin)	44,4	47,7	37,8	45,5	45,9
Québec (secteur masculin)	475,4	497,8	548,4	554,7	542,2
Centre de prévention de Montréal	381,8	235,7	0,0	0,0	0,0
Centre de réhabilitation de Waterloo	177,5	28,6	0,0	0,0	0,0
Centre Henri Bourassa (détention de jour)	1,7	0,9	0,4	0,7	1,0
Chicoutimi	57,5	59,0	61,0	60,0	54,8
Cowansville	46,7	6,9	0,0	0,0	0,0
Montréal	915,2	963,1	888,7	805,6	710,1
Havre-Aubert	0,7	0,8	0,5	0,5	0,7
Hull	111,3	149,8	149,6	162,4	140,1
Joliette	37,0	4,2	0,0	0,0	0,0
Laval	23,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Maison Tanguay	156,9	137,7	95,1	90,1	88,7
New Carlisle	51,0	60,2	55,5	60,2	62,8
Rimouski	60,8	74,8	97,2	98,3	91,2
Rivière-des-Prairies	0,0	178,2	404,2	433,1	440,8
Rivière-du-Loup	32,0	5,0	0,0	0,0	0,0
Roberval	53,9	54,7	48,1	52,0	45,3
Saint-Hyacinthe	68,9	13,1	0,0	0,0	0,0
Saint-Jérôme	166,1	264,8	324,1	347,6	343,0
Sept-Îles	17,6	18,8	22,2	23,1	20,5
Sherbrooke	155,3	173,1	159,1	164,8	137,4
Sorel	66,5	79,0	65,6	73,0	67,0
Trois-Rivières	166,2	164,7	163,7	162,5	151,8
Valleyfield	57,1	54,6	50,9	46,0	48,9
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3
Total	**3 469,8**	**3 425,6**	**3 301,8**	**3 321,4**	**3 124,6**
Établissements	**Personnes inscrites**				
	1995-1996	**1996-1997**	**1997-1998**	**1998-1999**	**1999-2000**
Amos	137,1	139,7	120,1	115,2	97,4
Baie-Comeau	80,4	86,8	68,0	81,0	75,4
Québec(secteur féminin)	67,0	72,3	58,2	65,2	63,1
Québec(secteur masculin)	778,0	844,8	860,5	779,6	720,5
Centre de prévention de Montréal	400,3	247,4	0,0	0,0	0,0
Centre de réhabilitation de Waterloo	208,8	37,8	0,0	0,0	0,0
Centre Henri-Bourassa (détention de jour)	57,6	43,8	27,4	26,8	24,2
Chicoutimi	85,8	95,2	107,0	100,2	85,3
Cowansville	66,2	13,8	0,0	0,0	0,0
Montréal	1 349,0	1 589,6	1 480,6	1 216,8	1 005,8
Havre-Aubert	0,7	2,6	1,6	1,2	1,8
Hull	189,8	259,3	258,8	259,4	224,9
Joliette	85,4	18,2	0,0	0,0	0,0
Laval	40,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Maison Tanguay	213,5	209,5	150,2	134,9	120,5
New Carlisle	91,5	110,4	100,0	91,1	86,2
Rimouski	83,5	133,6	143,5	134,2	127,6
Rivière-des-Prairies	0,0	185,8	422,3	466,2	502,5
Rivière-du-Loup	49,3	9,9	0,0	0,0	0,0
Roberval	75,1	78,0	73,8	74,0	66,0
Saint-Hyacinthe	126,8	26,3	0,0	0,0	0,0
Saint-Jérôme	323,9	539,4	658,1	575,5	534,0
Sept-Îles	28,9	30,1	34,1	28,2	24,2
Sherbrooke	199,1	276,1	264,6	245,8	203,4
Sorel	82,9	122,4	123,5	130,2	150,6
Trois-Rivières	267,2	269,2	266,6	242,2	222,8
Valleyfield	103,8	121,1	121,6	95,4	87,8
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	5,4
Total	**5 048,9**	**5 562,9**	**5 340,4**	**4 863,1**	**4 429,4**

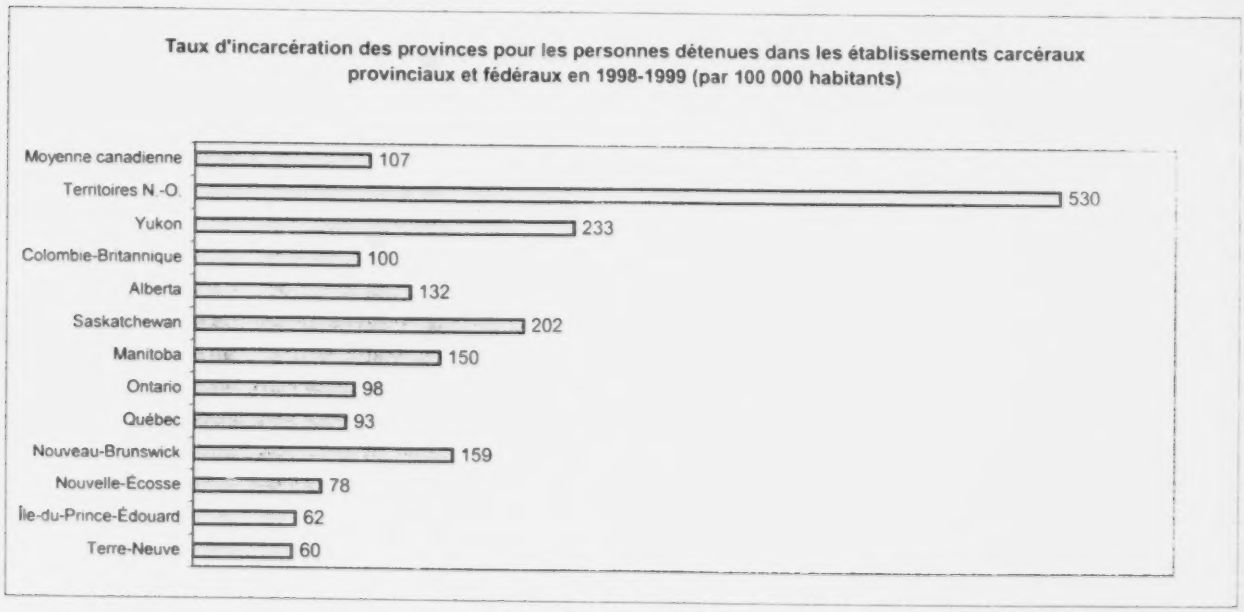
Tableau 3.4.4

Taux d'incarcération des provinces pour les personnes détenues dans les établissements carcéraux provinciaux et fédéraux, en 1998-1999 (par 100 000 habitants)

Province	Population[1]	Population moyenne quotidienne provinciale[1]	Population moyenne quotidienne fédérale[2]	Taux provincial	Taux fédéral	Taux d'incarcération prov.+féd.
Terre-Neuve	544 400	328	0	60	0	60
Île-du-Prince-Édouard	136 400	85	0	62	0	62
Nouvelle-Écosse	934 600	376	350	40	38	78
Nouveau-Brunswick	753 000	328	868	44	115	159
Québec	**7 333 300**	**3 321**	**3 486**	**45**	**48**	**93**
Ontario	11 411 500	7 689	3 488	67	31	98
Manitoba	1 138 900	1 071	642	94	56	150
Saskatchewan	1 024 400	1 209	864	118	84	202
Alberta	2 914 900	2 126	1 726	73	59	132
Colombie-Britannique	4 009 900	2 270	1 754	57	44	100
Yukon	31 700	74	0	233	0	233
Territoires-du-Nord-Ouest	67 500	358	0	530	0	530
TOTAL	30 300 500	19 235	13 178	63	43	107

1. Données tirées du document « Services correctionnels pour adultes au Canada 1998-1999 ».

2. Les données pour le Québec, l'Ontario et la Colombie-Britannique sont tirées du document « Services correctionnels pour adultes Canada 1998-1999 ». Les données pour les autres provinces ne sont pas détaillées; elles ont donc été calculées à partir de la moyenne de la région canadienne réciproque et de la proportion de la capacité carcérale de la province.



3.5 – Les personnes condamnées

Le terme « personnes condamnées » a été reprécisé et désigne dans le présent rapport une personne qui a été condamnée à au moins une peine d'incarcération de nature provinciale, soit de moins de 2 ans, et incarcérée dans un établissement du Québec. Une personne condamnée ne peut donc compter qu'une seule fois au cours d'une même année quel que soit le nombre de sentences impliquées. Nous avons donc révisé les compilations des années antérieures en fonction de cette définition.

Baisse du nombre de personnes condamnées en 1999-2000

Le nombre de personnes condamnées à une sentence de détention en 1999-2000 est de 18 371, soit une diminution de 14,9 % par rapport à 1998-1999 où il s'établissait à 21 593. C'est le plus faible nombre de personnes condamnées en cinq ans (tableau 3.5.1). Ce sont les régions de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, de l'Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec, de l'Estrie, de la Côte-Nord, qui ont enregistré les baisses les plus notables, soit respectivement -27 %, -23 %, -21 % et -19 %.

Les 20 à 34 ans reçoivent 51 % des condamnations

Ce sont les jeunes qui constituent la plus grande partie de la clientèle des personnes condamnées. Il semble qu'à l'instar de l'ensemble de la clientèle correctionnelle, les personnes condamnées se trouvent en majorité chez les moins de 35 ans (tableau 3.5.2). Le délit principal pour lequel une personne est le plus fréquemment condamnée à une sentence de détention sont les infractions aux lois québécoises, avec 3 677 personnes. Elles sont suivies par les « infractions aux règlements municipaux », avec 2 228 personnes condamnées.

Tableau 3.5.1 (a)

Évolution du nombre de personnes condamnées à une sentence de détention, selon les directions régionales

	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	796	717	581	592	455
Région Outaouais	1 656	1 804	1 681	1 434	1 404
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	2 665	2 762	2 846	2 434	2 069
Région Montréal	11 276	11 568	10 602	8 542	7 220
Région Montérégie	2 430	1 777	1 450	1 326	1 179
Région Estrie	1 241	1 461	1 400	1 180	933
Région Mauricie	1 240	1 132	980	753	641
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	4 172	4 215	3 930	3 277	2 723
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	806	900	853	774	679
Région Bas-Saint-Laurent	719	773	599	496	459
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	486	443	420	350	256
Région Côte-Nord	525	480	410	434	352
Autres	0	0	0	1	1
Total réseau correctionnel du Québec	**28 012**	**28 032**	**25 752**	**21 593**	**18 371**

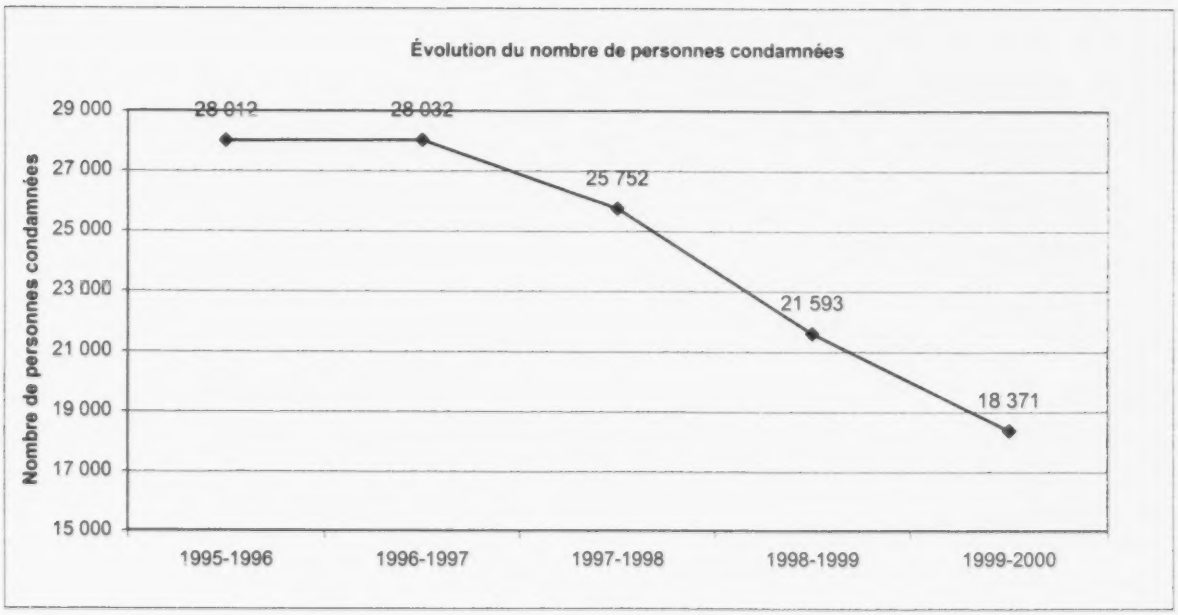


Tableau 3.5.1 (b)

Évolution du nombre de personnes condamnées à une sentence de détention selon l'établissement

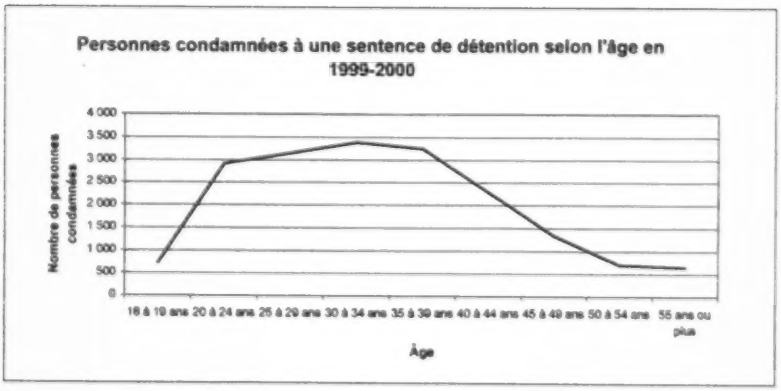
	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Amos	796	717	581	592	455
Baie-Comeau	293	248	183	217	121
Québec (secteur féminin)	419	435	399	370	340
Québec (secteur masculin)	3 753	3 780	3 531	2 907	2 383
Centre de prévention de Montréal [1]	1 479	843	0	0	0
Centre de réhabilitation de Waterloo [1]	293	79	0	0	0
Centre Henri Bourassa (détention de jour) [2]	1 207	780	604	563	500
Chicoutimi	493	529	557	498	435
Cowansville [1]	404	144	0	0	0
Montréal	7 386	7 982	7 262	5 567	4 424
Havre-Aubert [3]	30	40	22	27	14
Hull	1 656	1 804	1 681	1 434	1 404
Joliette [1]	846	82	0	0	0
Laval	21	0	0	0	0
Maison Tanguay	1 204	1 113	1 058	833	742
New Carlisle	456	403	398	323	242
Rimouski	452	709	599	496	459
Rivière-des-Prairies	0	850	1 678	1 579	1 554
Rivière-du-Loup [1]	267	64	0	0	0
Roberval	313	371	296	276	244
Saint-Hyacinthe [1]	901	203	0	0	0
Saint-Jérôme	1 798	2 680	2 846	2 434	2 069
Sept-Îles	232	232	227	217	231
Sherbrooke	948	1 382	1 400	1 180	933
Sorel	261	621	677	554	584
Trois-Rivières	1 240	1 132	980	753	641
Valleyfield	864	809	773	772	595
Autres	0	0	0	1	1
Total	**28 012**	**28 032**	**25 752**	**21 593**	**18 371**

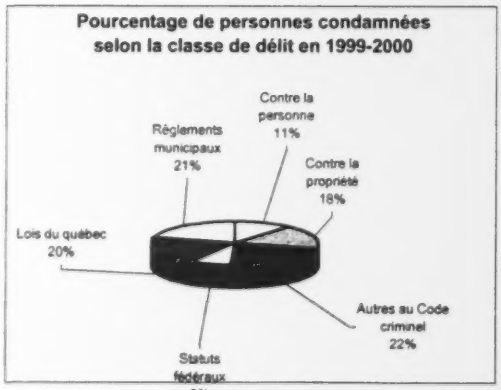
1. Ces établissements ont été fermés au cours de l'année budgétaire 1996-1997.
2. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de Montréal.
3. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de New Carlisle.

Tableau 3.5.2

Personnes condamnées à une sentence de détention, selon le délit principal et l'âge en 1999-2000

	16 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 49 ans	50 à 54 ans	55 ans ou plus	Total
Infractions contre l'État	9	35	45	43	30	26	7	3	6	204
Homicides involontaires	1					1				2
Tentatives de meurtre		1		1		1				3
Infractions sexuelles	5	11	23	29	33	21	29	24	23	198
Voies de fait	23	130	157	178	181	139	58	30	25	921
Vols qualifiés	68	89	42	57	48	24	5	2	3	338
Autres infractions contre la personne	15	36	53	79	93	53	27	18	19	393
Introductions par effraction	163	314	195	185	160	75	49	11	5	1157
Extorsion	3	16	12	7	5	1	4	1	1	50
Vols simples	46	197	178	242	225	183	92	49	30	1242
Méfaits, incendies, dommages	33	100	110	111	90	48	38	6	5	541
recel	11	48	48	38	24	23	15	8	5	220
Autres infractions contre la propriété	1	6	7	9	5	1	1	1	1	32
Armes à feu	5	18	13	13	6	11	3	4	2	75
Fraude, corruption, escroquerie	2	24	24	21	33	16	15	14	9	158
Paris, prostitutions, moeurs		3	11	11	17	7	4	2	2	57
Outrages				2		1	1	1	1	6
Complots, complicités, tentatives	21	72	75	66	52	26	22	11	7	352
Évasions	51	142	139	152	151	85	42	20	13	795
Infractions à la circulation routière (*Code criminel*)	9	111	180	292	352	339	217	143	153	1796
Autres délits au Code criminel	14	150	139	142	149	103	54	26	18	795
Stupéfiants	85	284	241	225	199	129	86	47	36	1332
Aliments et drogues	1	1	2	3		1				8
Immigration					1	1				2
Assurance-chômage			1	3	4	2	4	2		16
Loi sur les Indiens	18	5	4	5	2	5	4	3	4	50
Autres infractions aux statuts fédéraux	1	6		6	6	4	4	4	4	35
Chasse et pêche	1			3	2	2		1	1	10
Conservation de la faune		1		1	1	2	1	1	2	9
Transport	1		1	1						3
Main-d'oeuvre		1	5	11	9	7	9	2	4	48
Infractions provinciales (Boisson et circulation)	42	515	745	729	667	450	206	137	105	3596
Autres infractions québécoises (Circulation)					1	2				3
Autres infractions aux lois québécoises	2	7	12	12	13	5	15	6	6	78
Infractions municipales (Circulation)	25	299	412	454	415	280	180	74	89	2228
Autres infractions aux règlements municipaux	61	296	274	255	271	207	135	52	67	1618
Total	**717**	**2 918**	**3 148**	**3 386**	**3 245**	**2 281**	**1 327**	**703**	**646**	**18 371**





3.6 – Les séjours

Les statistiques sur les séjours décrivent le nombre de personnes présentes à 23 h 59 pendant une année. Ce nombre, qui est calculé tous les jours, nous permet d'évaluer la durée totale des séjours des personnes contrevenantes. Cette statistique illustre la même situation que pour les personnes présentes, mais sur une base annuelle. La moyenne quotidienne de personnes présentes est obtenue à partir de la durée annuelle des séjours dans les établissements divisée par le nombre de jours de l'année.

La durée totale des séjours dans les établissements de détention diminue en 1999-2000
La baisse de la durée totale des séjours, amorcée en 1994-1995, interrompue légèrement en 1998-1999, s'est poursuivie en 1999-2000. Le nombre de jours est passé de 1 212 301 en 1998-1999 à 1 143 615 en 1999-2000, ce qui représente une baisse de -5,6 %.

Certains établissements évoluent différemment
Ainsi, Havre-Aubert, le centre Henri Bourassa, Valleyfield et New Carlisle ont vu la durée totale de leurs séjours augmenter en 1999-2000 (tableau 3.6.1(b)) tandis que tous les autres centres ont connu une baisse. Cette baisse a été particulièrement importante à Sherbrooke (-16,4 %), Hull (-13,5 %), Roberval (-12,6 %) et l'Établissement de détention de Montréal (-11,6 %).

Tableau 3.6.1(a)

Durée totale des séjours dans les établissements de détention du Québec, selon les directions régionales, le statut et le sexe en 1999-2000

Directions régionales	Personnes prévenues		Personnes condamnées		Total	
	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	224	11 216	115	11 372	339	22 588
Région Outaouais	585	12 119	719	37 867	1 304	49 986
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	346	33 454	243	91 479	589	124 933
Région Montréal	9 803	174 975	22 717	246 561	32 520	421 536
Région Montérégie	266	16 162	121	25 853	387	42 015
Région Estrie	189	13 722	166	36 229	355	49 951
Région Mauricie	768	19 305	245	35 236	1 013	54 541
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	4 903	74 000	11 902	124 469	16 805	198 469
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	316	10 803	139	25 383	455	36 186
Région Bas-Saint-Laurent	90	9 929	66	23 306	156	33 235
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	186	7 218	46	15 791	232	23 009
Région Côte-Nord	362	6 891	244	25 410	606	32 301
Autres	0	0	0	104	0	104
Total réseau correctionnel du Québec	**18 038**	**389 794**	**36 723**	**699 060**	**54 761**	**1 088 854**
		407 832		**735 783**		**1 143 615**

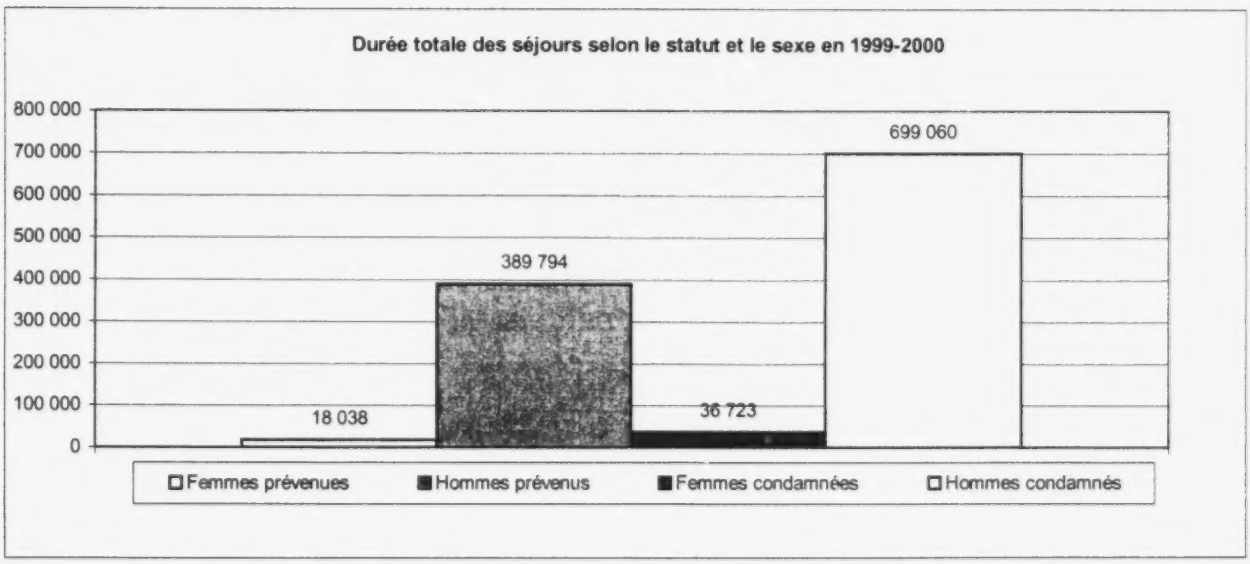


Tableau 3.6.1 (b)

Durée totale des séjours dans les établissements de détention du Québec, selon l'établissement, le statut et le sexe en 1999-2000

Établissements	Personnes prévenues		Personnes condamnées		Total	
	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes
Amos	224	11 216	115	11 372	339	22 588
Baie-Comeau	118	5 099	95	20 075	213	25 174
Québec (secteur féminin)	4 903	4	11 902	4	16 805	8
Québec (secteur masculin)	0	73 996	0	124 465	0	198 461
Centre Henri Bourassa (détention de jour) [1]	0	0	74	292	74	292
Chicoutimi	242	7 082	119	12 619	361	19 701
Montréal	0	49 493	0	210 404	0	259 897
Havre-Aubert [2]	0	74	0	197	0	271
Hull	585	12 119	719	37 867	1 304	49 986
Maison Tanguay	9 803	0	22 643	3	32 446	3
New Carlisle	186	7 144	46	15 594	232	22 738
Rimouski	90	9 929	66	23 306	156	33 235
Rivière-des-Prairies	0	125 482	0	35 862	0	161 344
Roberval	74	3 721	20	12 764	94	16 485
Saint-Jérôme	346	33 454	243	91 479	589	124 933
Sept-Îles	244	1 792	149	5 335	393	7 127
Sherbrooke	189	13 722	166	36 229	355	49 951
Sorel	19	10 254	25	14 218	44	24 472
Trois-Rivières	768	19 305	245	35 236	1 013	54 541
Valleyfield	247	5 908	96	11 635	343	17 543
Autres	0	0	0	104	0	104
Total	**18 038**	**389 794**	**36 723**	**699 060**	**54 761**	**1 088 854**
		407 832		**735 783**		**1 143 615**

1. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de Montréal.
2. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de New Carlisle.

Tableau 3.6.2 (a)

Évolution de la durée totale des séjours dans les établissements de détention du Québec, selon les directions régionales et les réseaux correctionnels

	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	27 191	28 521	25 846	24 930	22 927
Région Outaouais	40 737	54 691	54 597	59 289	51 290
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	82 987	98 218	118 287	126 888	125 522
Région Montréal	532 765	553 191	506 766	485 270	454 056
Région Montérégie	152 501	66 514	42 539	43 453	42 402
Région Estrie	56 823	63 172	58 082	60 153	50 306
Région Mauricie	60 324	60 106	59 766	59 311	55 554
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	190 263	199 107	213 941	219 052	215 274
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	40 780	41 504	39 830	40 872	36 641
Région Bas-Saint-Laurent	33 965	29 130	35 479	35 880	33 391
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	18 904	22 243	20 444	22 151	23 241
Région Côte-Nord	32 217	33 942	29 596	35 052	32 907
Autres	0	0	0	0	104
Total réseau correctionnel du Québec	**1 269 957**	**1 250 339**	**1 205 173**	**1 212 301**	**1 143 615**

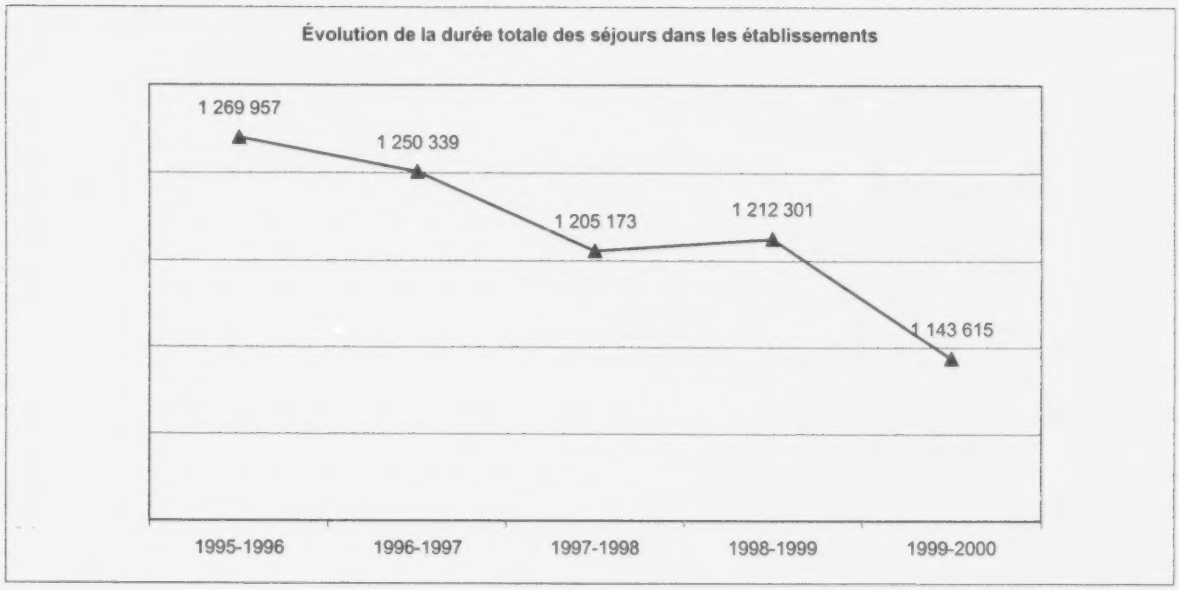


Tableau 3.6.2 (b)

Évolution de la durée totale des séjours dans les établissements de détention du Québec selon l'établissement

	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Amos	27 191	28 521	25 846	24 930	22 927
Baie-Comeau	25 774	27 084	21 507	26 615	25 387
Québec (secteur féminin)	16 267	17 425	13 784	16 591	16 813
Québec (secteur masculin)	173 996	181 682	200 157	202 461	198 461
Centre de prévention de Montréal [1]	139 751	86 037	0	0	0
Centre de réhabilitation de Waterloo [1]	64 947	10 448	0	0	0
Centre Henri Bourassa (détention de jour) [2]	628	324	157	262	366
Chicoutimi	21 063	21 524	22 281	21 907	20 062
Cowansville [1]	17 089	2 523	0	0	0
Montréal	334 965	351 525	324 364	294 036	259 897
Havre-Aubert	242	280	169	168	271
Hull	40 737	54 691	54 597	59 289	51 290
Joliette [1]	13 532	1 548	0	0	0
Laval	8 660	0	0	0	0
Maison Tanguay	57 421	50 244	34 716	32 894	32 449
New Carlisle [3]	18 662	21 963	20 275	21 983	22 970
Rimouski	22 240	27 316	35 479	35 880	33 391
Rivière-des-Prairies	0	65 061	147 529	158 078	161 344
Rivière-du-Loup [1]	11 725	1 814	0	0	0
Roberval	19 717	19 980	17 549	18 965	16 579
Saint-Hyacinthe [1]	25 205	4 773	0	0	0
Saint-Jérôme	60 795	96 670	118 287	126 888	125 522
Sept-Îles	6 443	6 858	8 089	8 437	7 520
Sherbrooke	56 823	63 172	58 082	60 153	50 306
Sorel	24 350	28 828	23 943	26 653	24 516
Trois-Rivières	60 824	60 106	59 766	59 311	55 554
Valleyfield	20 910	19 942	18 596	16 800	17 886
Autres					104
Total	**1 269 957**	**1 250 339**	**1 205 173**	**1 212 301**	**1 143 615**

1. Ces établissements ont été fermés au cours de l'année budgétaire 1996-1997.
2. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de Montréal.
3. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de New Carlisle.

3.7 – Les comparutions et les transferts

L'une des activités qui incombe à la DGSC est de s'assurer de la comparution des personnes qui sont sous sa garde. Pour cette raison, on trouve dans la présente section les principales statistiques concernant la comparution des personnes détenues. Le transfert des personnes détenues d'un établissement à un autre requiert plusieurs ressources et constitue aussi une activité importante.

Le nombre de comparutions diminue toujours
En 1992-1993, la DGSC a atteint un maximum avec 93 990 comparutions. Depuis, le nombre de comparutions sous la responsabilité des établissements de détention est en constante diminution. Après une relative stabilité de deux ans (86 085 en 1993-1994 et 85 359 en 1994-1995), il n'a pas cessé de diminuer. En 1998-1999, le nombre de comparutions est de 64 516, en baisse de 3,1 % comparativement à l'année précédente et en 1999-2000, il est de 62 761, soit une baisse de 2,7 %.

Comparutions : Montréal, la Capitale-Nationale et les autres
Le nombre le plus important de comparutions est enregistré surtout dans les régions urbanisées du réseau correctionnel. En fait, 39,2 % des comparutions ont eu lieu dans la région de Montréal, 14,8 % dans la région de la Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches et 15,2 % dans la région de Laval-Lanaudière-Laurentides (tableau 3.7.1(a)). Les autres comparutions, soit 30,8 % se répartissent dans les neuf autres régions du réseau correctionnel. Mentionnons que la plus forte diminution, en 1999-2000 se situe dans la région de l'Outaouais avec une baisse de 12,7 %.

Transferts reçus et les transferts envoyés
Un transfert reçu est comptabilisé lorsqu'une personne arrive dans établissement en provenance d'un autre établissement de détention. Par ailleurs, un transfert envoyé est comptabilisé lorsqu'une personne quitte l'établissement de détention pour un autre établissement. Si l'on ne considérait que les établissements de détention du Québec, le nombre de transferts reçus et le nombre de transferts envoyés seraient égaux. Toutefois, étant donné que certains transferts concernent des établissements fédéraux ou des établissements situés dans d'autres provinces, ces nombres diffèrent légèrement.

Le nombre de transferts diminue en 1999-2000
Le nombre de transferts envoyés et reçus en 1999-2000 est passé de 18 267 à 16 458 pour les transferts envoyés et de 18 519 à 16 687 pour les transferts reçus, soit une baisse de 9 %.

Tableau 3.7.1 (a)

Évolution du nombre de comparutions sous la responsabilité des établissements de détention, selon les directions régionales

	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	854	1 422	1 042	754	992
Région Outaouais	4 930	5 062	4 665	4 233	3 694
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	10 802	9 837	9 699	9 343	9 535
Région Montréal	30 494	29 311	26 666	26 099	24 617
Région Montérégie	6 265	4 373	2 891	2 889	3 158
Région Estrie	3 013	3 573	3 464	3 505	3 331
Région Mauricie	3 882	3 180	2 592	2 903	2 748
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	10 876	11 091	10 474	9 412	9 274
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	2 026	2 012	1 875	1 944	2 016
Région Bas-Saint-Laurent	1 561	1 436	1 051	1 168	1 081
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	499	628	518	485	618
Région Côte-Nord	2 285	1 659	1 658	1 781	1 697
Autres	0	0	0	0	0
Total réseau correctionnel du Québec	**77 487**	**73 584**	**66 595**	**64 516**	**62 761**

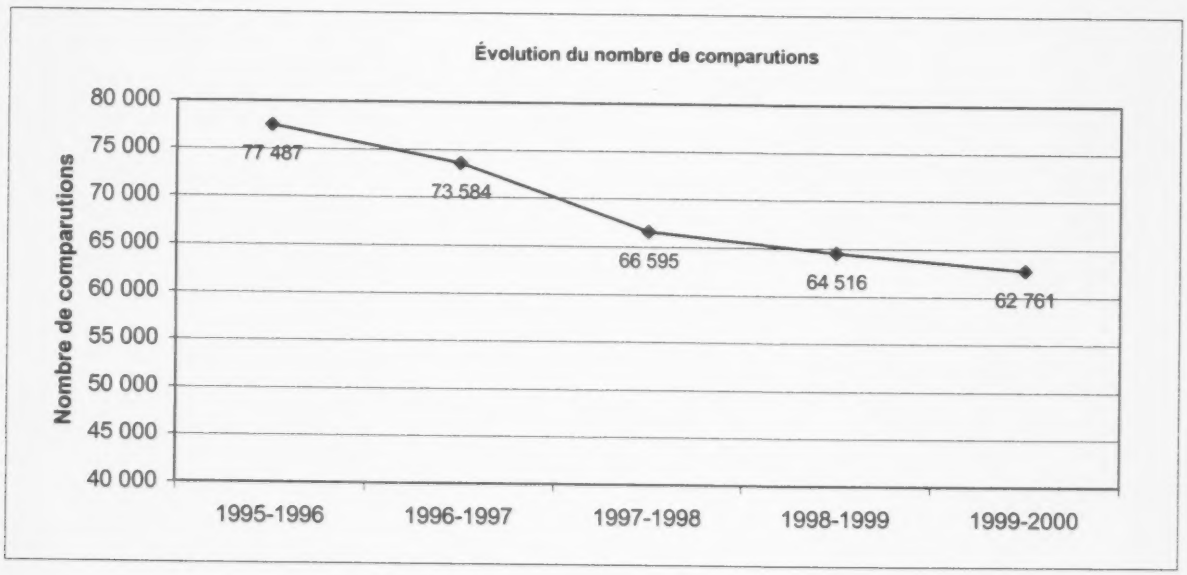


Tableau 3.7.1 (b)

Évolution du nombre de comparutions sous la responsabilité des établissements de détention selon l'établissement

Établissements	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Amos	854	1 422	1 042	754	992
Baie-Comeau	845	560	594	547	508
Québec (secteur féminin)	1 193	1 268	998	997	979
Québec (secteur masculin)	9 683	9 823	9 476	8 415	8 295
Centre de prévention de Montréal [1]	18 618	11 225	0	0	0
Centre de réhabilitation de Waterloo [1]	69	13	0	0	0
Centre Henri Bourassa (détention de jour) [2]	56	38	35	20	46
Chicoutimi	1 305	1 328	1 486	1 391	1 485
Cowansville [1]	1 357	251	0	0	0
Montréal	9 178	8 188	6 707	5 960	5 630
Havre-Aubert [3]	8	10	7	4	20
Hull	4 930	5 062	4 665	4 233	3 694
Joliette [1]	3 775	464	0	0	0
Laval	34	0	0	0	0
Maison Tanguay	2 642	2 143	1 628	1 814	1 702
New Carlisle	491	618	511	481	598
Rimouski	730	1 282	1 051	1 168	1 081
Rivière-des-Prairies	0	7 717	18 296	18 305	17 239
Rivière-du-Loup [1]	831	154	0	0	0
Roberval	721	684	389	553	531
Saint-Hyacinthe [1]	2 381	466	0	0	0
Saint-Jérôme	6 993	9 373	9 699	9 343	9 535
Sept-Îles	1 440	1 099	1 064	1 234	1 189
Sherbrooke	3 013	3 573	3 464	3 505	3 331
Sorel	561	1 691	1 489	1 340	1 635
Trois-Rivières	3 882	3 180	2 592	2 903	2 748
Valleyfield	1 897	1 952	1 402	1 549	1 523
Autres	0	0	0	0	0
Total	**77 487**	**73 584**	**66 595**	**64 516**	**62 761**

1. Ces établissements ont été fermés au cours de l'année budgétaire 1996-1997
2. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de Montréal.
3. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de New Carlisle.

Tableau 3.7.2 (a)

Évolution du nombre de transferts vers d'autres établissements de détention, selon les directions régionales et les réseaux correctionnels

	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	271	292	354	347	330
Région Outaouais	515	406	403	378	406
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	2 465	1 965	1 762	1 802	1 718
Région Montréal	11 552	10 628	9 565	9 076	8 268
Région Montérégie	2 780	1 671	1 026	1 332	1 036
Région Estrie	750	682	645	616	594
Région Mauricie	644	567	455	609	524
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	2 859	2 505	2 109	1 896	1 677
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	659	663	613	653	569
Région Bas-Saint-Laurent	509	754	427	472	384
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	184	273	175	221	192
Région Côte-Nord	1 433	893	746	865	759
Autres	0	0	0	0	1
Total réseau correctionnel du Québec	**24 621**	**21 299**	**18 280**	**18 267**	**16 458**

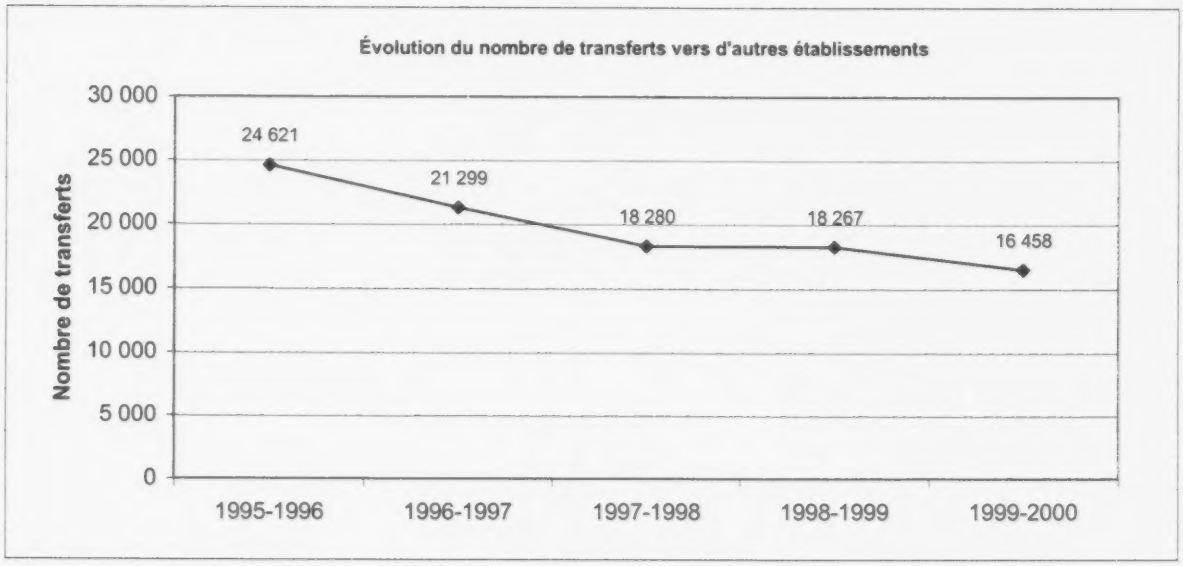


Tableau 3.7.2 (b)

Évolution du nombre de transferts vers d'autres établissements de détention selon l'établissement

Établissements	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Amos	271	292	354	347	330
Baie-Comeau	833	601	490	523	445
Québec (secteur féminin)	186	156	126	154	133
Québec (secteur masculin)	2 673	2 349	1 983	1 742	1 544
Centre de prévention de Montréal	6 323	3 810	0	0	0
Centre de réhabilitation de Waterloo	517	203	0	0	0
Centre Henri Bourassa (détention de jour) [1]	89	43	43	31	34
Chicoutimi	377	314	343	396	375
Cowansville	581	173	0	0	0
Montréal	4 768	4 096	4 186	3 992	3 501
Havre-Aubert [2]	47	35	31	32	29
Hull	515	406	403	378	406
Joliette	830	237	0	0	0
Laval	208	0	0	0	0
Maison Tanguay	372	359	388	489	485
New Carlisle	137	238	144	189	163
Rimouski	389	624	427	472	384
Rivière-des-Prairies	0	2 320	4 948	4 564	4 248
Rivière-du-Loup	120	130	0	0	0
Roberval	282	349	270	257	194
Saint-Hyacinthe	696	238	0	0	0
Saint-Jérôme	1 427	1 728	1 762	1 802	1 718
Sept-Îles	600	292	256	342	314
Sherbrooke	750	682	645	616	594
Sorel	521	677	613	810	717
Trois-Rivières	644	567	455	609	524
Valleyfield	465	380	413	522	319
Autres	0	0	0	0	1
Total	**24 621**	**21 299**	**18 280**	**18 267**	**16 458**

1. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de Montréal.
2. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de New Carlisle.

Tableau 3.7.3 (a)

Évolution du nombre de transferts reçus des autres établissements, selon les directions régionales et les réseaux correctionnels

	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	219	258	191	259	262
Région Outaouais	363	284	226	272	296
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	2 339	2 583	2 756	2 570	2 120
Région Montréal	12 153	10 739	9 414	9 101	8 168
Région Montérégie	2 990	1 298	994	1 326	1 449
Région Estrie	718	750	571	526	540
Région Mauricie	537	529	460	644	525
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	2 616	2 430	1 950	1 769	1 624
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	636	666	619	613	496
Région Bas-Saint-Laurent	501	629	343	395	316
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	164	249	152	212	159
Région Côte-Nord	1 379	871	741	832	723
Autres	0	0	0	0	9
Total réseau correctionnel du Québec	**24 615**	**21 286**	**18 417**	**18 519**	**16 687**

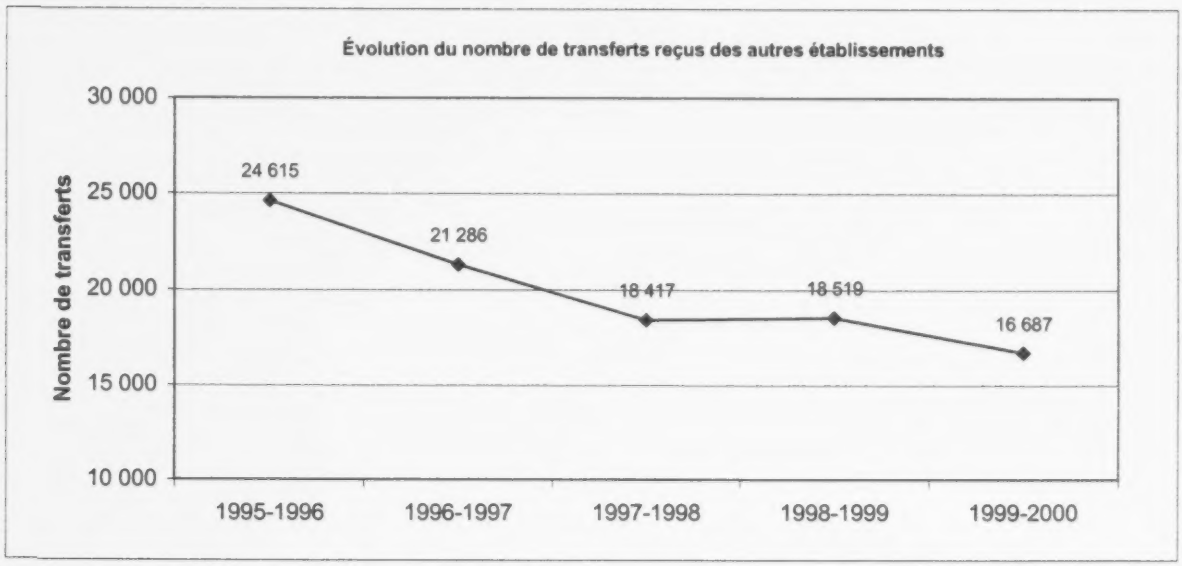


Tableau 3.7.3 (b)

Évolution du nombre de transferts reçus des autres établissements de détention selon l'établissement

Établissements	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Amos	219	258	191	259	262
Baie-Comeau	847	609	525	555	496
Québec (secteur féminin)	213	138	108	136	134
Québec (secteur masculin)	2 403	2 292	1 842	1 633	1 490
Centre de prévention de Montréal [1]	3 666	1 827	0	0	0
Centre de réhabilitation de Waterloo [1]	991	94	0	0	0
Centre Henri Bourassa (détention de jour) [2]	1 625	1 035	793	743	670
Chicoutimi	302	282	288	343	257
Cowansville [1]	480	73	0	0	0
Montréal	6 435	5 905	5 525	5 066	4 262
Havre-Aubert [3]	11	16	13	12	21
Hull	363	284	226	272	296
Joliette [1]	749	164	0	0	0
Laval	129	0	0	0	0
Maison Tanguay	427	373	410	459	479
New Carlisle	153	233	139	200	138
Rimouski	380	588	343	395	316
Rivière-des-Prairies	0	1 599	2 686	2 833	2 757
Rivière-du-Loup [1]	121	41	0	0	0
Roberval	334	384	331	270	239
Saint-Hyacinthe [1]	571	96	0	0	0
Saint-Jérôme	1 461	2 419	2 756	2 570	2 120
Sept-Îles	532	262	216	277	227
Sherbrooke	718	750	571	526	540
Sorel	565	692	575	897	1 146
Trois-Rivières	537	529	460	644	525
Valleyfield	383	343	419	429	303
Autres	0	0	0	0	9
Total	**24 615**	**21 286**	**18 417**	**18 519**	**16 687**

1. Ces établissements ont été fermés au cours de l'année budgétaire 1996-1997.
2. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de Montréal.
3. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de New Carlisle.

3.8 – Les absences temporaires

Le programme d'absence temporaire permet à une personne détenue de s'absenter de l'établissement de détention pour une période déterminée, à certaines conditions. Il y a trois types d'absence temporaire : celles qui favorisent la réinsertion sociale, celles qui sont accordées pour des raisons médicales et celles pour des raisons humanitaires. Les absences temporaires pour des raisons humanitaires et pour des raisons médicales sont plus rares, puisqu'elles sont accordées dans des cas précis, comme un traitement hospitalier particulier (raison médicale) ou le décès d'un proche parent (raison humanitaire).

Le nombre de jours en absence temporaire pour réinsertion sociale, en 1999-2000 représente 84 % du nombre total

Les autres 16 % de jours en absence temporaire sont répartis de la façon suivante : 11 % pour des raisons humanitaires et 5 % pour des raisons médicales (tableau 3.8.1).

Diminution du nombre de jours en absence temporaire en 1999-2000

Le nombre total de jours en absence temporaire a diminué, passant de 562 713 jours en 1998-1999 à 479 161 en 1999-2000, soit une baisse de 14,9 %. Cette diminution se répartit selon le motif de l'absence temporaire : raison humanitaire (-9 %), raison médicale (-3 %) et raison de réinsertion sociale (-16%).

Tableau 3.8.1 (a)

Durée en jours des absences temporaires, selon le motif d'octroi et les directions régionales en 1999-2000

	Humanitaire	Médicale	Réinsertion sociale	Total
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	2 368	387	10 001	12 756
Région Outaouais	3 241	1 362	26 507	31 110
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	4 320	1 544	64 286	70 150
Région Montréal	16 002	9 281	126 343	151 626
Région Montérégie	3 832	886	40 263	44 981
Région Estrie	2 015	2 138	20 071	24 224
Région Mauricie	5 060	2 922	18 106	26 088
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	8 300	1 607	61 796	71 703
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	4 993	661	13 146	18 800
Région Bas-Saint-Laurent	1 092	1 006	11 244	13 342
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	1 741	399	6 824	8 964
Région Côte-Nord	1 292	362	1 898	3 552
Autres	175	90	1 600	1 865
Total réseau correctionnel du Québec	**54 431**	**22 645**	**402 085**	**479 161**

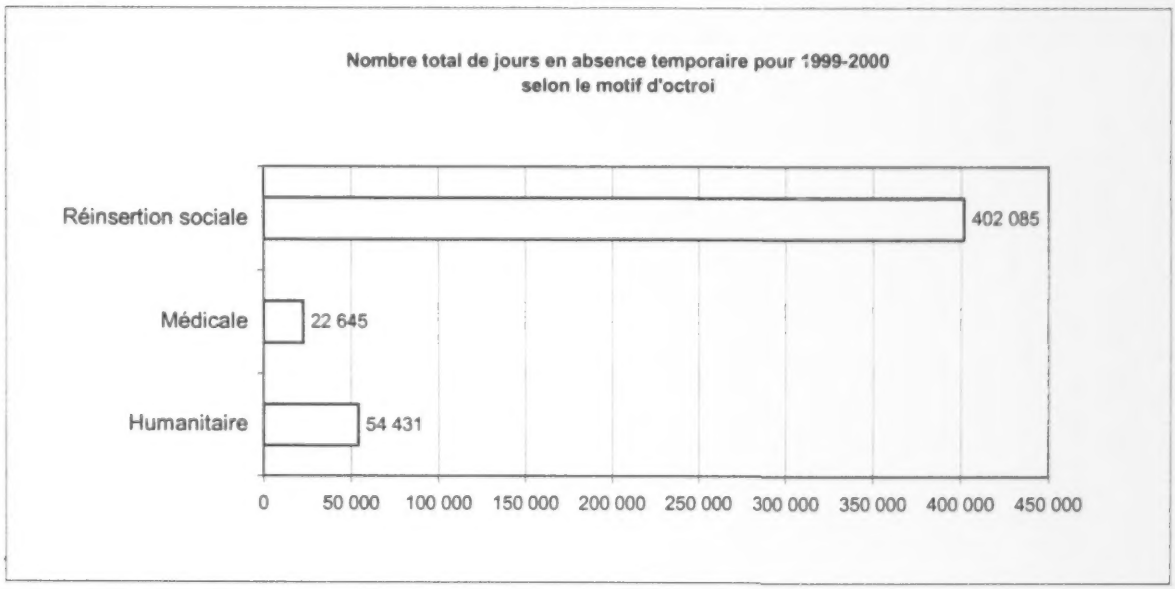


Tableau 3.8.1 (b)

Durée en jours des absences temporaires, selon l'établissement et selon le motif d'octroi en 1999-2000

Établissements	Humanitaire	Médicale	Réinsertion sociale	Total
Amos	2 368	387	10 001	12 756
Baie-Comeau	881	126	1 194	2 201
Québec (secteur féminin)	774	196	5 317	6 287
Québec (secteur masculin)	7 526	1 411	56 479	65 416
Centre Henri Bourassa (détention de jour) [1]	2 888	47	5 558	8 493
Chicoutimi	2 548	532	8 112	11 192
Montréal	10 876	853	96 826	108 555
Havre-Aubert [2]	36	0	336	372
Hull	3 241	1 362	26 507	31 110
Maison Tanguay	1 216	1 323	9 419	11 958
New Carlisle	1 705	399	6 488	8 592
Rimouski	1 092	1 006	11 244	13 342
Rivière-des-Prairies	1 022	7 058	14 540	22 620
Roberval	2 445	129	5 034	7 608
Saint-Jérôme	4 320	1 544	64 286	70 150
Sept-Îles	411	236	704	1 351
Sherbrooke	2 015	2 138	20 071	24 224
Sorel	2 684	467	27 555	30 706
Trois-Rivières	5 060	2 922	18 106	26 088
Valleyfield	1 148	419	12 708	14 275
Autres	175	90	1 600	1 865
Total	**54 431**	**22 645**	**402 085**	**479 161**

1. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de Montréal.
2. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de New Carlisle.

Tableau 3.8.2 (a)

Évolution du nombre total de jours en absence temporaire, selon les directions régionales et les réseaux correctionnels

	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	23 003	22 476	17 980	17 102	12 756
Région Outaouais	28 728	39 941	39 857	35 386	31 110
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	81 519	105 305	121 921	83 187	70 150
Région Montréal	206 721	277 576	252 578	188 032	151 626
Région Montérégie	62 874	50 751	46 955	38 890	44 981
Région Estrie	16 055	37 598	38 479	29 570	24 224
Région Mauricie	36 983	38 142	37 527	29 078	26 088
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	118 987	135 652	121 382	89 326	71 703
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	18 106	21 700	26 173	22 721	18 800
Région Bas-Saint-Laurent	14 650	23 223	16 904	13 093	13 342
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	14 839	19 006	16 661	11 526	8 964
Région Côte-Nord	7 778	8 739	7 670	4 802	3 552
Autres	0	0	0	0	1 865
Total réseau correctionnel du Québec	**630 243**	**780 109**	**744 087**	**562 713**	**479 161**

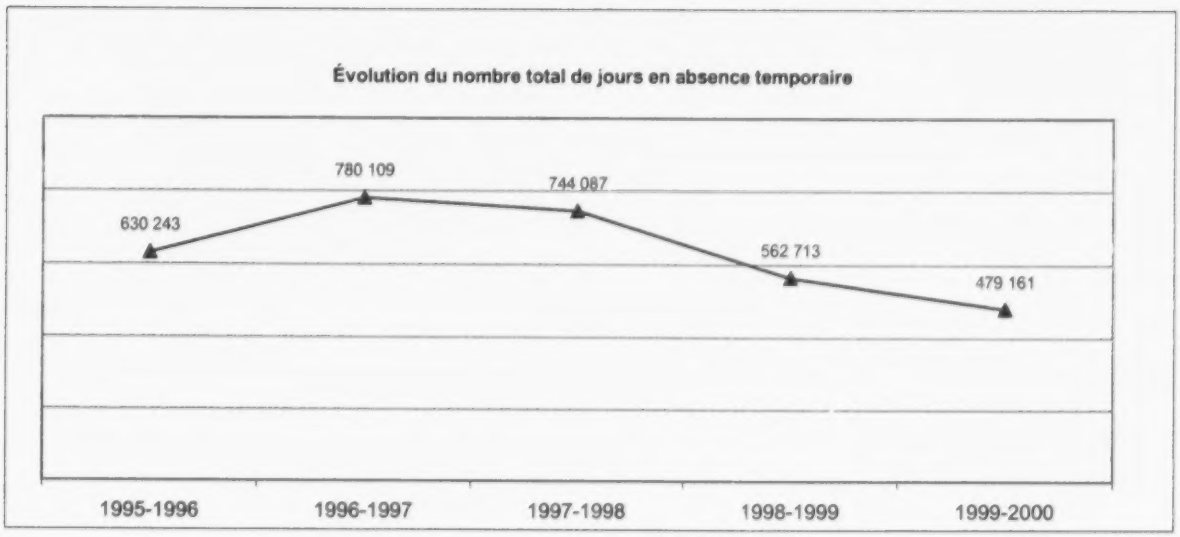


Tableau 3.8.2 (b)

Évolution du nombre total de jours en absence temporaire selon l'établissement

Établissements	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Amos	23 003	22 476	17 980	17 102	12 756
Baie-Comeau	3 663	4 604	3 319	2 961	2 201
Québec (secteur féminin)	8 243	8 969	7 445	7 220	6 287
Québec (secteur masculin)	110 744	126 683	113 937	82 106	65 416
Centre de prévention de Montréal [1]	6 763	4 256	0	0	0
Centre de réhabilitation de Waterloo [1]	11 485	3 341	0	0	0
Centre Henri Bourassa (détention de jour) [2]	20 461	15 681	9 830	9 531	8 493
Chicoutimi	10 324	13 206	16 775	14 667	11 192
Cowansville [1]	7 126	2 503	0	0	0
Montréal	158 764	228 662	216 047	150 088	108 555
Havre-Aubert	15	674	419	267	372
Hull	28 728	39 941	39 857	35 386	31 110
Joliette [1]	17 733	5 086	0	0	0
Laval	6 023	0	0	0	0
Maison Tanguay	20 733	26 237	20 104	16 336	11 958
New Carlisle [3]	14 824	18 332	16 242	11 259	8 592
Rimouski	8 326	21 438	16 904	13 093	13 342
Rivière-des-Prairies	0	2 740	6 597	12 077	22 620
Rivière-du-Loup [1]	6 324	1 785	0	0	0
Roberval	7 782	8 494	9 398	8 054	7 608
Saint-Hyacinthe [1]	21 184	4 814	0	0	0
Saint-Jérôme	57 763	100 219	121 921	83 187	70 150
Sept-Îles	4 115	4 135	4 351	1 841	1 351
Sherbrooke	16 055	37 598	38 479	29 570	24 224
Sorel	5 993	15 843	21 150	20 853	30 706
Trois-Rivières	36 983	38 142	37 527	29 078	26 088
Valleyfield	17 086	24 250	25 805	18 037	14 275
Autres	0	0	0	0	1 865
Total	**630 243**	**780 109**	**744 087**	**562 713**	**479 161**

1. Ces établissements ont été fermés au cours de l'année budgétaire 1996-1997.
2. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de Montréal.
3. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de New Carlisle.

Chapitre 4

Le milieu ouvert

4.1 – Les activités d'évaluation

L'évaluation regroupe les activités servant à informer les tribunaux et la Commission québécoise des libérations conditionnelles (CQLC), pour leur permettre de prendre des décisions justes et équitables. De ces deux clients, ce sont les tribunaux qui exigent le plus de ressources de la part des agents de probation, puisque 94 % des rapports d'évaluation s'adressent à eux.

Le nombre de rapports d'évaluation demandés par la Cour diminue en 1999-2000
Après avoir connu deux hausses consécutives, de 22,6 % en 1996-1997 et de 10,8 % en 1997-1998, les rapports d'évaluation demandés par la Cour atteint 9 238 en 1998-1999 (tableau 4.1.1), soit une diminution de 0,4 % par rapport à l'année précédente. En 1999-2000, la demande se situe maintenant à 9 106 rapports soit une diminution de 1,4 % par rapport à 1998-1999. Comme la demande, la production de rapports d'évaluation pour la Cour a connu une baisse de 5,9 %, le nombre passant de 8 936 en 1998-1999 à 8 411 en 1999-2000 (tableau 4.1.1). L'écart, soit 695 rapports, entre la demande et la production a augmenté cette année, comparativement à 302 en 1998-1999. Cet écart plus considérable pourrait être attribuable à l'augmentation des délais de production impliqués pour produire ces rapports.

Augmentation de la demande de rapports d'évaluation par la CQLC
Le nombre de demandes provenant de la CQLC est de 593 en 1999-2000, soit une augmentation de 17 % par rapport à 1998-1999 (tableau 4.1.1). Par contre, la production de rapports d'évaluation pour la CQLC a diminué, passant de 484 en 1998-1999, à 459 en 1999-2000, en baisse de 5,2 % ; ce qui implique une augmentation de l'écart entre la demande et la production à 134 rapports.

Montréal, la Montérégie et la région de la Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches accaparent toujours environ 50 % de la demande et de la production en 1999-2000
Une fois de plus, Montréal, la Montérégie et la région de la Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches constituent la grande zone d'activité pour la production des rapports d'évaluation (tableau 4.1.2). C'est dans ces trois régions que se déroulent environ 50 % des activités d'évaluation (demande et production de rapports). On remarque toutefois que sur le plan de la production, ce sont les régions de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (38,2 %) et de la Mauricie (4,2 %) qui indiquent les plus fortes hausses. Par contre, les plus fortes baisses se trouvent dans les régions de l'Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec (-31,3 %), de l'Outaouais (-14,4 %) et du Saguenay (-19, 5 %).

Tableau 4.1.1

Évolution des activités d'évaluation (*)

Demande et production de rapports d'évaluation à la Cour	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Demande					
Admissibilité aux travaux communautaires	1 426	1 613	1 015	333	151
Enquête sociale	2	7	2	4	0
Rapport régulier	4 017	4 178	3 923	3 736	3 820
Rapport spécifique	212	504	653	717	604
Rapport supplémentaire	196	185	197	155	116
Évaluation sursis[1]	0	851	2 452	3 057	3 240
Autres rapports à la Cour	976	1 032	1 034	1 236	1 175
Total	**6 829**	**8 370**	**9 276**	**9 238**	**9 106**
Production					
Admissibilité aux travaux communautaires	1 344	1 626	1 062	330	135
Enquête sociale	6	8	4	4	0
Rapport régulier	3 876	3 988	3 883	3 656	3 498
Rapport spécifique	207	426	632	689	564
Rapport supplémentaire	175	182	197	158	109
Évaluation sursis[1]	0	760	2 393	2 910	2 960
Autres rapports à la Cour	978	1 007	941	1 189	1 145
Total	**6 586**	**7 997**	**9 112**	**8 936**	**8 411**
Demande et production de rapports d'évaluation à la Commission québécoise de libérations conditionnelles					
Demande					
Enquête communautaire	37	42	30	11	14
Rapport connu	4	1	4	14	15
Rapport d'étape	707	481	480	481	564
Rapport régulier	0	1	7	1	0
Total	**748**	**525**	**521**	**507**	**593**
Production					
Enquête communautaire	89	89	58	64	34
Rapport connu	4	1	3	12	15
Rapport d'étape	595	420	406	407	410
Rapport régulier	0	1	7	1	0
Total	**688**	**511**	**474**	**484**	**459**
Demande totale de rapports d'évaluation	**7 577**	**8 895**	**9 797**	**9 745**	**9 699**
Production totale de rapports d'évaluation	**7 274**	**8 508**	**9 586**	**9 420**	**8 870**

1. Ce type d'évaluation n'est pas demandé directement par la Cour, mais fait suite à l'ordonnance de sursis émise par la Cour.

(*) Seules les demandes provenant de la province de Québec sont comptabilisées ici, tandis que les chiffres de production incluent les évaluations produites pour le compte d'autres provinces. De plus, une évaluation peut être produite au cours de l'année suivant celle de la demande. Il est donc normal que le nombre d'évaluations produites est parfois supérieur à ce qui a été demandé.

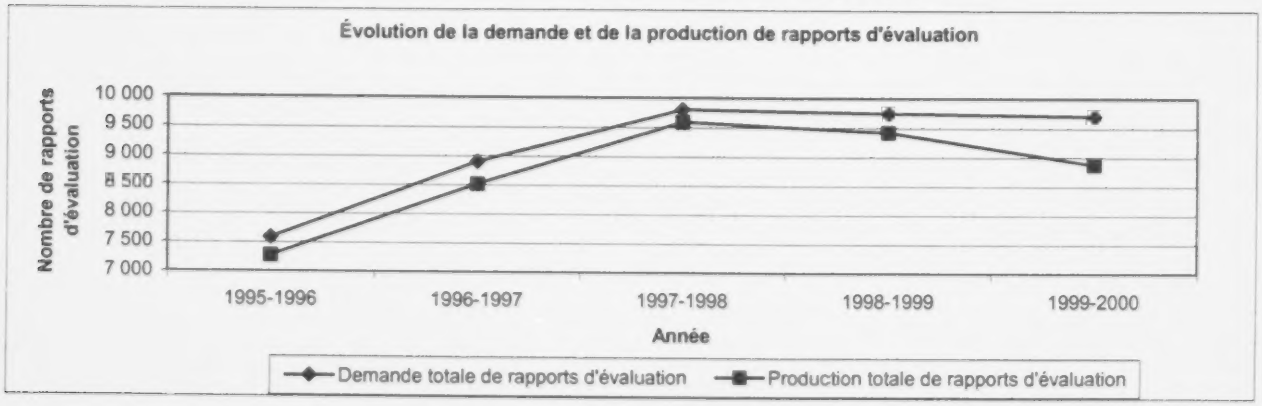


Tableau 4.1.2

Évolution des activités d'évaluation, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Demande					
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	268	371	472	461	391
Région Outaouais	424	580	599	648	571
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	915	1 175	1 104	1 109	1 163
Région Montréal	1 845	1 881	2 057	2 177	2 271
Région Montérégie	1 669	1 756	1 734	1 493	1 380
Région Estrie	558	568	580	506	483
Région Mauricie	323	619	702	709	790
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	829	1 040	1 425	1 460	1 444
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	377	419	526	551	531
Région Bas-Saint-Laurent	180	220	221	261	280
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	76	90	108	80	103
Région Côte-Nord	113	176	269	290	292
Demande totale réseau correctionnel du Québec	**7 577**	**8 895**	**9 797**	**9 745**	**9 699**
Production					
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	273	347	444	402	276
Région Outaouais	403	602	554	680	548
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	865	1 084	1 160	1 103	1 074
Région Montréal	1 756	1 754	2 057	2 129	2 080
Région Montérégie	1 707	1 752	1 613	1 444	1 354
Région Estrie	495	583	610	483	460
Région Mauricie	345	586	697	714	744
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	786	953	1 360	1 349	1 360
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	319	397	511	528	425
Région Bas-Saint-Laurent	142	174	210	251	222
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	80	91	108	76	105
Région Côte-Nord	103	185	262	261	222
Production totale réseau correctionnel du Québec	**7 274**	**8 508**	**9 586**	**9 420**	**8 870**

1. L'unité administrative de Granby fait maintenant partie de la région de l'Estrie, alors que ses points de services Saint-Jean-sur-Richelieu et Saint-Hyacinthe relèvent de la Montérégie. Victoriaville rattachée au bureau de Drummondville (Estrie) jusqu'en 1996-1997, fait partie maintenant de Trois-Rivières (Mauricie). On a donc, pour la production des rapports, fait le compte par agent et pour la demande, on a réparti proportionnellement les données selon les pourcentages obtenus pour la production, la répartition par agent étant impossible.

4.2 – Les activités d'intervention

Les activités d'intervention en milieu ouvert sont le cautionnement, la libération conditionnelle, la libération de jour, la probation avec surveillance, le sursis, les travaux communautaires (les activités de surveillance), Alcofrein et les travaux compensatoires (les activités gérées par le milieu ouvert). Il y a aussi la surveillance en absence temporaire (PEMO, définie au lexique), dont les données ne représentent pas l'ensemble des cas, car elles ne sont pas toutes saisies dans le module du milieu ouvert du système DACOR présentement.

Légère augmentation de la demande pour les activités d'intervention de surveillance
L'augmentation annuelle de la demande s'amoindrit d'une année à l'autre : elle était de 31,7 % en 1996-1997, de 4,7 % en 1997-1998, de 2,3 % en 1998-1999 et en 1999-2000, elle n'est plus que de 0,32 %. On note, par contre, que la demande de sursis a augmenté de 8,5 % depuis un an alors que la demande de libérations conditionnelles a, pour sa part, baissé de 15,9 %.

Augmentation des activités d'intervention de surveillance
La moyenne mensuelle de dossiers actifs a augmenté de 7,3 % en 1999-2000, passant de 13 482 à 14 465. Comme pour la demande, c'est la moyenne mensuelle de dossiers actifs de surveillance de sursis qui a le plus augmenté, passant de 2 444 à 2 876 cas soit 17,7 %. Pour sa part, la probation avec surveillance connaît une augmentation de 8,6 % en 1999-2000 (tableau 4.2.1).

Montréal est la région qui enregistre le plus d'interventions de surveillance
En 1999-2000, 15 % des demandes de *probation sous surveillance*, 26 % des demandes de surveillance de *libération conditionnelle*, 19 % des *travaux communautaires* et 23 % des demandes de *sursis* ont été enregistrées dans la région correctionnelle de Montréal. Nous constatons, de plus, que la région de la Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches a reçu la demande la plus élevée d'ordonnances de probation avec surveillance, soit 1 234 demandes comparativement à 1 078 pour la région de Montréal.

Taux de surveillance par région: la Côte-Nord et l'Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec affichent des taux très élevés
Les régions qui affichent les taux de surveillance pour les activités d'intervention en milieu ouvert les plus élevés sont la Côte-Nord et l'Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec (tableau 4.2.7) avec respectivement 511,61 et 500,01 cas de surveillance par 100 000 habitants. En 1999-2000, le taux de surveillance a connu une hausse de 7,4 % pour s'établir à 202,09 cas par 100 000 habitants. Par contre, mentionnons que la région de la Mauricie a connu une forte hausse de son taux de surveillance avec 18,7 %.

Baisse du nombre de dossiers traités pour le programme travaux compensatoires
En 1999-2000, 14 716 dossiers ont été traités pour le programme travaux compensatoires, soit une baisse de 24,9 % par rapport à l'an dernier où le nombre était de 19 588 (tableau 4.2.8). Ce nombre est en constante régression depuis plus de cinq ans.

Tableau 4.2.1

Évolution des activités d'intervention (*)

Activités de surveillance		1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Nombre de demandes selon les activités suivantes						
Absence temporaire [2]		0	58	125	68	562
Cautionnnement		21	37	72	57	33
Libération conditionnelle		3 139	2 900	2 666	2 682	2 257
Libération de jour		16	22	1	0	1
Probation avec surveillance		6 223	7 162	6 845	6 877	7 098
Sursis		0	2 555	3 866	4 202	4 557
Travaux communautaires		3 286	4 031	4 047	4 078	4 008
Total [2]		**12 685**	**16 707**	**17 497**	**17 896**	**17 954**
Moyenne mensuelle de dossiers actifs « caseload »						
Absence temporaire [2]		0	5	14	5	52
Cautionnnement		2	9	28	23	10
Libération conditionnelle		1 694	1 660	1 487	1 334	1 291
Libération de jour		7	8	1	0	1
Probation avec surveillance		7 575	7 997	7 809	7 296	7 925
Sursis		0	1 053	2 079	2 444	2 876
Travaux communautaires		1 979	2 388	2 471	2 384	2 362
Total [2]		**11 257**	**13 115**	**13 875**	**13 482**	**14 465**
Activités dont la DGSC assume la gestion						
Alcofrein [1]	ordonnances reçues	2 702	2 983	3 131	10 626	11 075
	sessions données	194	161	192	716	758
Travaux compensatoires	dossiers traités	24 293	23 494	21 677	19 588	14 716

1. Depuis le 1er décembre 1997, le programme Alcofrein est une mesure administrative obligatoire imposée par la SAAQ aux personnes condamnées une première fois pour conduite avec capacité affaiblie. Ainsi, en 1997-1998, les 3 131 ordonnances se répartissent comme suit : 1 400 ordonnances et 1 731 mesures administratives de la SAAQ, alors qu'en 1998-1999, les 10 626 sont uniquement des mesures administratives.
2. Le total exclut les absences temporaires de type PEMO puisque celles-ci ne sont pas enregistrées systématiquement dans tous les bureaux du milieu ouvert.

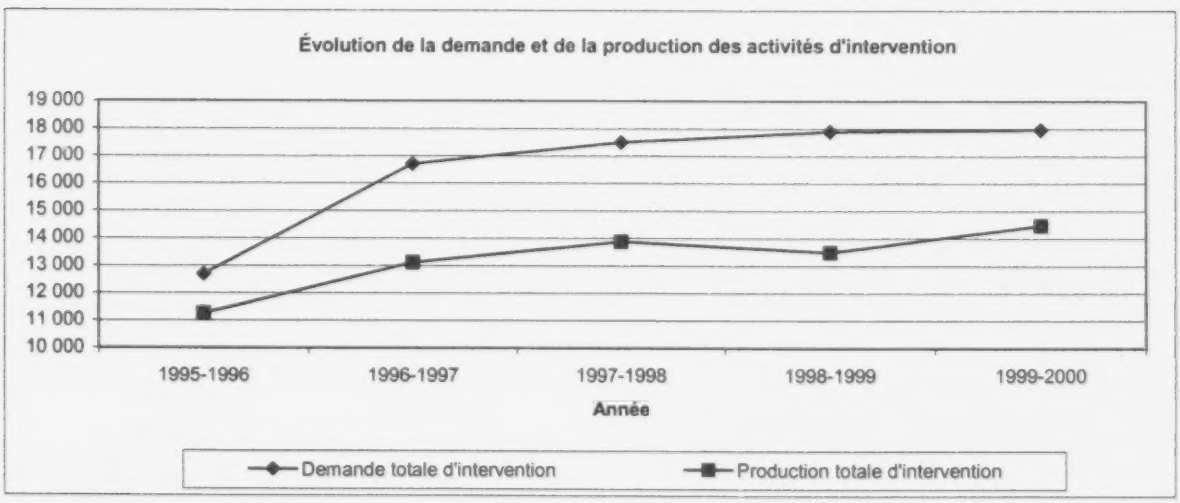


Tableau 4.2.2

Nombre de demandes et moyenne mensuelle des dossiers actifs pour les activités : *probation avec surveillance*, *surveillance de libération conditionnelle*, *travaux communautaires* et *sursis* selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel en 1999-2000

	Probation avec surveillance	Surveillance de libération conditionnelle	Travaux communautaires	Sursis
DEMANDE- Nombre de demandes pendant l'année				
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	704	91	332	217
Région Outaouais	664	84	179	248
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	766	329	540	707
Région Montréal	1078	596	742	1 066
Région Montérégie	893	239	516	478
Région Estrie	478	144	341	258
Région Mauricie	305	137	161	378
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	1234	425	512	618
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	303	76	175	170
Région Bas-Saint-Laurent	312	74	191	137
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	114	31	90	63
Région Côte-Nord	247	26	229	216
Autres	0	5	0	1
Demande totale réseau correctionnel du Québec	**7 098**	**2 257**	**4 008**	**4 557**
PRODUCTION- Moyenne mensuelle des dossiers actifs				
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	656,1	43,9	148,1	113,5
Région Outaouais	621,5	69,8	148,8	164,9
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	855,0	174,5	301,4	447,8
Région Montréal	1 578,7	327,3	559,4	732,1
Région Montérégie	1 027,0	145,7	303,3	361,8
Région Estrie	494,0	77,5	183,2	164,6
Région Mauricie	314,6	85,3	76,7	234,7
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	1 282,2	238,3	255,4	373,3
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	290,0	43,8	69,3	111,8
Région Bas-Saint-Laurent	374,9	35,2	131,1	61,5
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	146,9	15,7	48,1	21,5
Région Côte-Nord	284,4	19,2	137,2	87,6
Autres	0,0	15,1	0,0	1,4
Moyenne mensuelle réseau correctionnel du Québec	**7 925,3**	**1 291,2**	**2 361,9**	**2 876,3**

Tableau 4.2.3

Évolution du nombre de demandes et de la moyenne mensuelle de dossiers actifs pour l'activité d'intervention *probation avec surveillance*, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
DEMANDE- Demandes de probation avec surveillance					
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	410	493	521	687	704
Région Outaouais	633	685	653	674	664
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	787	812	702	716	766
Région Montréal	805	1 215	962	1 055	1 078
Région Montérégie	1 142	1 074	1 070	969	893
Région Estrie	441	444	459	387	478
Région Mauricie	149	257	268	257	305
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	1 012	1 157	1 213	1 131	1 234
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	177	232	244	265	303
Région Bas-Saint-Laurent	258	391	365	347	312
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	141	137	142	127	114
Région Côte-Nord	268	265	246	262	247
Autres	0	0	0	0	0
Demande totale réseau correctionnel du Québec	**6 223**	**7 162**	**6 845**	**6 877**	**7 098**
PRODUCTION- Moyenne mensuelle de dossiers actifs de probation avec surveillance « caseload »					
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	422,6	486,3	495,3	572,2	656,1
Région Outaouais	800,4	792,6	658,2	558,1	621,5
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	971,7	987,3	883,5	740,5	855,0
Région Montréal	1 387,8	1 495,8	1 557,2	1 434,0	1 578,7
Région Montérégie	1 144,5	1 171,4	1 130,5	1 035,8	1 027,0
Région Estrie	504,8	533,9	494,1	468,0	494,0
Région Mauricie	243,0	254,3	329,5	249,4	314,6
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	1 106,6	1 210,7	1 217,3	1 177,2	1 282,2
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	220,1	248,5	254,1	243,7	290,0
Région Bas-Saint-Laurent	321,4	316,1	321,8	388,6	374,9
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	129,3	158,9	160,7	149,9	146,9
Région Côte-Nord	323,1	341,3	307,2	278,4	284,4
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Moyenne mensuelle réseau correctionnel du Québec	**7 575,3**	**7 997,0**	**7 809,4**	**7 295,8**	**7 925,3**

Tableau 4.2.4

Évolution du nombre de demandes et de la moyenne mensuelle de dossiers actifs pour l'activité d'intervention *surveillance en libération conditionnelle*, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
DEMANDE- Demandes de surveillance de libération conditionnelle					
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	126	108	97	100	91
Région Outaouais	102	114	103	143	84
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	425	384	384	352	329
Région Montréal	897	879	730	744	596
Région Montérégie	190	208	292	223	239
Région Estrie	216	189	127	137	144
Région Mauricie	203	194	176	188	137
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	628	529	489	512	425
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	119	87	108	118	76
Région Bas-Saint-Laurent	109	91	73	82	74
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	63	73	45	44	31
Région Côte-Nord	61	44	42	39	26
Autres	0	0	0	0	5
Demande totale réseau correctionnel du Québec	**3 139**	**2 900**	**2 666**	**2 682**	**2 257**
PRODUCTION- Moyenne mensuelle de dossiers actifs de surveillance en libération conditionnelle « caseload »					
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	60,6	56,3	47,2	41,2	43,9
Région Outaouais	58,9	62,8	60,8	65,6	69,8
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	243,3	250,9	219,8	177,4	174,5
Région Montréal	431,4	450,1	416,8	327,1	327,3
Région Montérégie	183,1	178,6	179,6	147,9	145,7
Région Estrie	123,6	110,4	87,6	87,3	77,5
Région Mauricie	107,6	96,3	90,3	94,7	85,3
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	314,6	287,2	245,2	250,8	238,3
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	60,0	60,1	51,3	60,5	43,8
Région Bas-Saint-Laurent	51,1	55,9	44,3	42,6	35,2
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	28,2	30,3	26,1	20,8	15,7
Région Côte-Nord	32,1	20,8	17,8	18,3	19,2
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	15,1
Moyenne mensuelle réseau correctionnel du Québec	**1 694,4**	**1 659,6**	**1 486,7**	**1 334,0**	**1 291,2**

Tableau 4.2.5

Évolution du nombre de demandes et de la moyenne mensuelle de dossiers actifs pour l'activité d'intervention *travaux communautaires* selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
DEMANDE-Demandes de surveillance avec une ordonnance de travaux communautaires					
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	139	181	227	304	332
Région Outaouais	224	239	189	187	179
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	435	544	524	506	540
Région Montréal	720	895	841	840	742
Région Montérégie	576	585	599	577	516
Région Estrie	316	314	298	331	341
Région Mauricie	112	191	175	131	161
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	269	427	531	512	512
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	118	177	151	135	175
Région Bas-Saint-Laurent	147	189	215	255	191
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	84	127	117	98	90
Région Côte-Nord	146	162	180	202	229
Autres	0	0	0	0	0
Demande totale réseau correctionnel du Québec	**3 286**	**4 031**	**4 047**	**4 078**	**4 008**
PRODUCTION- Moyenne mensuelle de dossiers actifs de surveillance avec ordonnance de travaux communautaires					
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	55,9	77,0	99,7	126,3	148,1
Région Outaouais	175,3	190,3	180,6	155,8	148,8
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	258,1	315,1	329,3	297,8	301,4
Région Montréal	410,7	548,7	596,4	572,8	559,4
Région Montérégie	357,4	393,8	359,7	342,1	303,3
Région Estrie	208,2	207,1	177,5	178,8	183,2
Région Mauricie	83,0	92,9	100,3	76,6	76,7
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	134,3	192,7	259,8	245,3	255,4
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	55,8	68,7	70,3	59,4	69,3
Région Bas-Saint-Laurent	91,6	103,1	114,8	151,3	131,1
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	52,2	81,9	71,8	63,4	48,1
Région Côte-Nord	96,8	116,9	111,3	114,8	137,2
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Moyenne mensuelle réseau correctionnel du Québec	**1 979,3**	**2 388,2**	**2 471,3**	**2 384,4**	**2 361,9**

Tableau 4.2.6

Évolution du nombre de demandes et de la moyenne mensuelle de dossiers actifs pour l'activité d'intervention *sursis* selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
DEMANDE-Demandes de surveillance avec une ordonnance de sursis				
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	111	175	205	217
Région Outaouais	186	240	280	248
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	342	560	594	707
Région Montréal	668	1 019	1 068	1 066
Région Montérégie	269	386	462	478
Région Estrie	123	192	217	258
Région Mauricie	229	292	322	378
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	316	540	549	618
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	76	142	152	170
Région Bas-Saint-Laurent	88	91	127	137
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	31	36	33	63
Région Côte-Nord	116	193	193	216
Autres	0	0	0	1
Demande totale réseau correctionnel du Québec	**2 555**	**3 866**	**4 202**	**4 557**
PRODUCTION- Moyenne mensuelle de dossiers actifs de surveillance avec ordonnance de sursis « caseload »				
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	46,6	85,9	99,6	113,5
Région Outaouais	74,9	135,7	150,3	164,9
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	154,7	304,0	354,8	447,8
Région Montréal	248,4	553,1	652,4	732,1
Région Montérégie	129,6	229,9	275,5	361,8
Région Estrie	61,9	121,4	143,6	164,6
Région Mauricie	79,6	166,8	178,8	234,7
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	132,7	272,3	329,0	373,3
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	36,1	72,3	86,8	111,8
Région Bas-Saint-Laurent	30,4	43,6	71,8	61,5
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	9,3	17,9	15,6	21,5
Région Côte-Nord	48,4	75,8	86,3	87,6
Autres	0,0	0,0	0,0	1,4
Moyenne mensuelle réseau correctionnel du Québec	**1 052,6**	**2 078,7**	**2 444,2**	**2 876,3**

Tableau 4.2.7

Évolution du taux de surveillance[1] pour les activités d'intervention *probation avec surveillance*, surveillance de *libération conditionnelle*, *travaux communautaires* et *sursis*[2], selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel (taux par 100 000 habitants)

	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	280,77	346,82	378,58	436,34	500,01
Région Outaouais	337,89	366,01	336,80	302,48	326,96
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	131,30	152,23	152,53	137,94	156,23
Région Montréal	123,93	152,45	175,89	168,16	180,06
Région Montérégie	146,69	163,10	166,06	157,46	160,65
Région Estrie	171,58	187,31	181,30	181,70	189,27
Région Mauricie	107,67	129,92	175,14	152,85	181,38
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	151,02	177,03	196,41	197,17	211,65
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	114,13	140,45	156,26	157,10	179,63
Région Bas-Saint-Laurent	219,79	239,41	254,49	317,54	292,48
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	193,18	258,40	262,90	237,38	220,78
Région Côte-Nord	423,72	494,65	495,82	481,94	511,61
Demande totale réseau correctionnel du Québec	**156,04**	**181,68**	**193,58**	**188,16**	**202,09**

1. Calculé à partir de la moyenne mensuelle de dossiers actifs.
2. L'ordonnance de sursis est une nouvelle peine introduite le 3 septembre 1996.

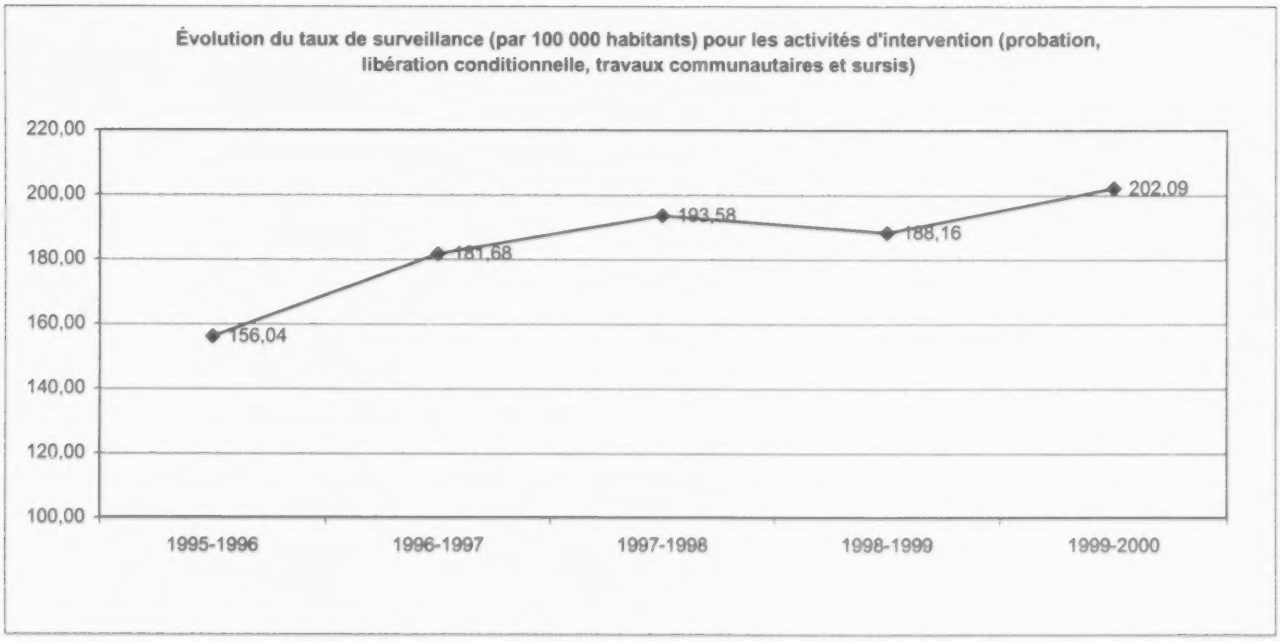
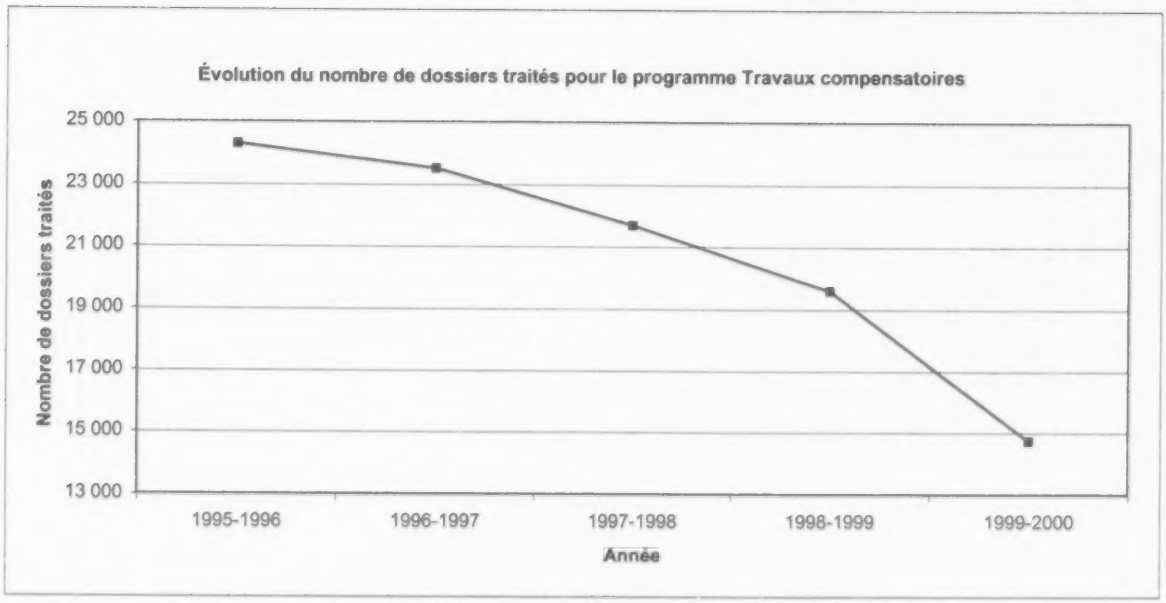


Tableau 4.2.8

Évolution du nombre de dossiers traités pour le programme *travaux compensatoires* selon les organismes de référence

	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Assoc. canadienne pour la santé mentale	1 366	1 100	1 060	1 250	749
Centre d'action bénévole de Sept-Îles inc.	283	240	240	230	205
Centre de bénévolat de la Rive-Sud inc.	3 401	3 400	3 017	2 526	1 707
Centre de bénévolat de Laval inc.	3 779	3 700	3 550	2 500	1 574
Centre de bénévolat de Manicouagan	450	203	143	100	94
Centre de bénévolat du Lac inc.	435	350	403	450	354
Centre ressources jeunesse	706	610	695	1 000	550
Organisation anti-pauvreté Mauricie inc.	2 010	1 940	1 644	1 744	1 329
Organisation anti-pauvreté Québec inc.	3 489	3 299	3 142	2 992	2 729
Service d'action communautaire Outaouais inc.	2 009	1 593	1 344	1 244	862
Service d'aide aux prisonniers de Sherbrooke inc.	1 214	1 339	1 400	1 400	1 065
Unité Domrémy Mont-Joli inc.	750	700	907	1 190	880
YMCA de Montréal	4 401	5 020	4 132	2 962	2 618
Total	**24 293**	**23 494**	**21 677**	**19 588**	**14 716**



4.3 – Les ressources d'hébergement communautaires et spécialisées

Les ressources d'hébergement communautaires permettent à la DGSC d'offrir à la personne contrevenante, sous sa responsabilité, la possibilité de réintégrer graduellement la société en étant hébergée dans un environnement semi-ouvert. La personne contrevenante peut ainsi profiter du soutien d'une ressource qui, par son programme, répondra à ses besoins en matière de réhabilitation et de réinsertion sociale.

Les ressources spécialisées sont des organismes qui offrent à la DGSC des services spécialisés (santé mentale, toxicomanie, traitements de déviances sexuelles, etc.) à certaines personnes contrevenantes.

Hausse de l'utilisation des ressources d'hébergement communautaires
Le principal indicateur pour mesurer l'utilisation des ressources d'hébergement est le nombre total de jours-séjours dans celles-ci. Contrairement aux années précédentes, en 1999-2000, le nombre de jours-séjours dans les ressources d'hébergement communautaires a connu une hausse de 5,4 %, soit de 128 191 jours en 1998-1999 à 135 156 en 1999-2000. Remarquons que le nombre total de séjours était de 140 955 en 1995-1996.

La plus forte hausse provient des foyers d'accueil puisque le total de séjours est passé de 7 680 en 1998-1999 à 9 493 en 1999-2000 soit une augmentation de 23,6 % comparativement à une hausse de 6,6 % pour les centres d'hébergement communautaires et de 4,0 % pour les centres résidentiels communautaires.

Le taux d'occupation des ressources d'hébergement communautaires est de 96,9 % en 1999-2000
Le taux d'occupation des ressources d'hébergement communautaires se calcule en divisant la moyenne quotidienne de personnes présentes par le nombre de places quotidiennes prévues au contrat initial. Cette statistique permet de savoir si la prévision du nombre de places en hébergement était juste. Le taux d'occupation, au cours des cinq dernières années, a atteint son maximum en 1996-1997 avec 97,4 %. En 1998-1999, ce taux était de 96,9 %, en hausse par rapport à 1997-1998 et ainsi, il se rapprochait du taux atteint en 1996-1997. En 1999-2000, il se maintient encore une fois à 96,9 %.

Le nombre de jours de séjour dans les ressources spécialisées a augmenté en 1999-2000
En 1999-2000, le recours à l'une ou l'autre des ressources spécialisées a engendré une augmentation de 11,7 % des jours de séjour. En effet, le nombre de jours de séjour est passé de 35 092 à 39 182 en une année. Pour les ressources d'hébergement en santé mentale, la hausse est de 30,7 %, (11 598 à 15 090 jours), et pour les ressources d'hébergement en toxicomanie, elle est de 2,6 %, passant de 23 494 à 24 092. Les ressources en toxicomanie représentent 61,5 % des ressources spécialisées tandis que les ressources en santé mentale, 38,5 %.

Tableau 4.3.1

Évolution du nombre total de jours-séjours et de la moyenne quotidienne de personnes présentes dans les ressources d'hébergement communautaires selon le type de ressources

	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Nombre total de jours de séjour					
Centre d'hébergement communautaire	19 316	14 843	15 955	11 663	12 431
Centre résidentiel communautaire	112 996	116 754	108 871	108 848	113 232
Foyer d'accueil	8 643	6 342	10 184	7 680	9 493
Total	**140 955**	**137 939**	**135 010**	**128 191**	**135 156**
Moyenne quotidienne de personnes présentes					
Centre d'hébergement communautaire	52,8	40,7	43,7	32,0	34,0
Centre résidentiel communautaire	308,7	319,9	298,3	298,2	309,4
Foyer d'accueil	23,6	17,4	27,9	21,0	25,9
Total	**385,1**	**377,9**	**369,9**	**351,2**	**369,3**

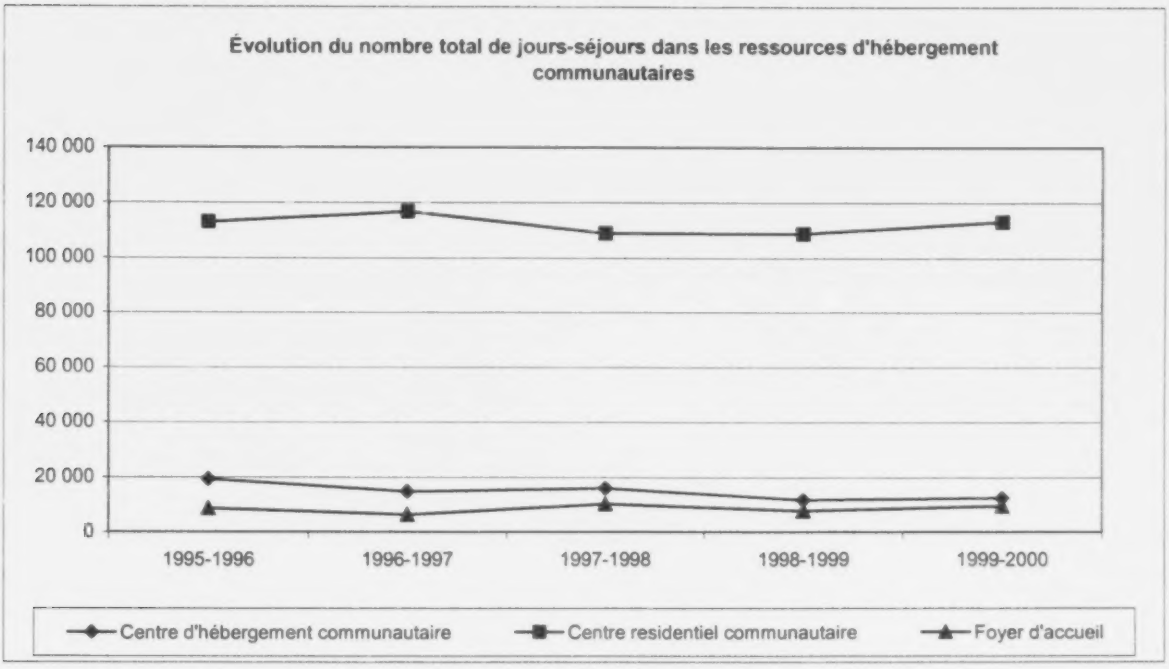


Tableau 4.3.2

Évolution du nombre moyen de places quotidiennes prévues au contrat initial dans les ressources d'hébergement communautaires selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Nombre moyen de places quotidiennes prévues au contrat initial					
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québ	11,52	23,71	17,06	14,47	13,70
Région Outaouais	18,19	19,44	20,31	19,97	19,45
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	33,25	34,55	28,89	28,58	49,86
Région Montréal	137,04	114,35	137,00	120,33	111,72
Région Montérégie	20,58	3,96	4,00	3,96	7,88
Région Estrie	26,28	43,30	44,40	38,50	37,90
Région Mauricie	32,55	32,14	31,52	24,96	24,81
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalach	85,49	75,83	76,68	75,21	83,28
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	27,77	27,98	27,75	27,82	27,18
Région Bas-Saint-Laurent	10,53	11,93	10,68	8,64	8,64
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	1,47	0,96	0,96	---	0,06
Région Côte-Nord	---	---	---	---	---
Totale réseau correctionnel du Québec	**404,67**	**388,15**	**399,26**	**362,44**	**384,46**

1. Modification des données en 1996-1997 pour ces deux régions à la suite d'une restructuration; des ressources affectées à la Montérégie sont maintenant calculées en Estrie.

Tableau 4.3.3

Évolution du nombre total de jours-séjours utilisés dans les ressources d'hébergement communautaires, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Séjour total					
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	8 194	8 335	5 469	4 945	4 972
Région Outaouais	6 785	7 096	7 409	7 288	6 561
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	11 133	10 439	10 361	10 155	17 055
Région Montréal	50 109	47 825	44 612	44 639	39 106
Région Montérégie	4 434	316	1 038	1 015	2 175
Région Estrie	8 951	13 077	14 811	11 777	13 281
Région Mauricie	9 483	11 123	11 188	7 746	9 435
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	29 541	26 808	27 393	28 669	30 417
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	8 819	9 075	8 620	8 919	8 658
Région Bas-Saint-Laurent	3 415	3 831	3 322	3 038	3 474
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	91	14	787	—	22
Région Côte-Nord	—	—	—	—	—
Total réseau correctionnel du Québec	**140 955**	**137 939**	**135 010**	**128 191**	**135 156**
Moyenne quotidienne de personnes présentes					
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	22,39	22,84	14,98	13,55	13,58
Région Outaouais	18,54	19,44	20,30	19,97	17,93
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	30,42	28,60	28,39	27,82	46,60
Région Montréal	136,91	131,03	122,22	122,30	106,85
Région Montérégie	12,11	0,87	2,84	2,78	5,94
Région Estrie	24,46	35,83	40,58	32,27	36,29
Région Mauricie	25,91	30,47	30,65	21,22	25,78
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	80,71	73,45	75,05	78,55	83,11
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	24,10	24,86	23,62	24,44	23,66
Région Bas-Saint-Laurent	9,33	10,50	9,10	8,32	9,49
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	0,25	0,04	2,16	—	0,06
Région Côte-Nord	—	—	—	—	—
Total réseau correctionnel du Québec	**385,12**	**377,92**	**369,89**	**351,21**	**369,28**

1. Modification des données en 1996-1997 pour ces deux régions à la suite d'une restructuration; des ressources affectées à la Montérégie sont maintenant calculées en Estrie.

Tableau 4.3.2

Évolution du nombre moyen de places quotidiennes prévues au contrat initial dans les ressources d'hébergement communautaires selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Nombre moyen de places quotidiennes prévues au contrat initial					
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québ	11,52	23,71	17,06	14,47	13,70
Région Outaouais	18,19	19,44	20,31	19,97	19,45
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	33,25	34,55	28,89	28,58	49,86
Région Montréal	137,04	114,35	137,00	120,33	111,72
Région Montérégie	20,58	3,96	4,00	3,96	7,88
Région Estrie	26,28	43,30	44,40	38,50	37,90
Région Mauricie	32,55	32,14	31,52	24,96	24,81
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalach	85,49	75,83	76,68	75,21	83,28
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	27,77	27,98	27,75	27,82	27,18
Région Bas-Saint-Laurent	10,53	11,93	10,68	8,64	8,64
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	1,47	0,96	0,96	---	0,06
Région Côte-Nord	---	---	---	---	---
Totale réseau correctionnel du Québec	**404,67**	**388,15**	**399,26**	**362,44**	**384,46**

1. Modification des données en 1996-1997 pour ces deux régions à la suite d'une restructuration; des ressources affectées à la Montérégie sont maintenant calculées en Estrie.

Tableau 4.3.3

Évolution du nombre total de jours-séjours utilisés dans les ressources d'hébergement communautaires, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

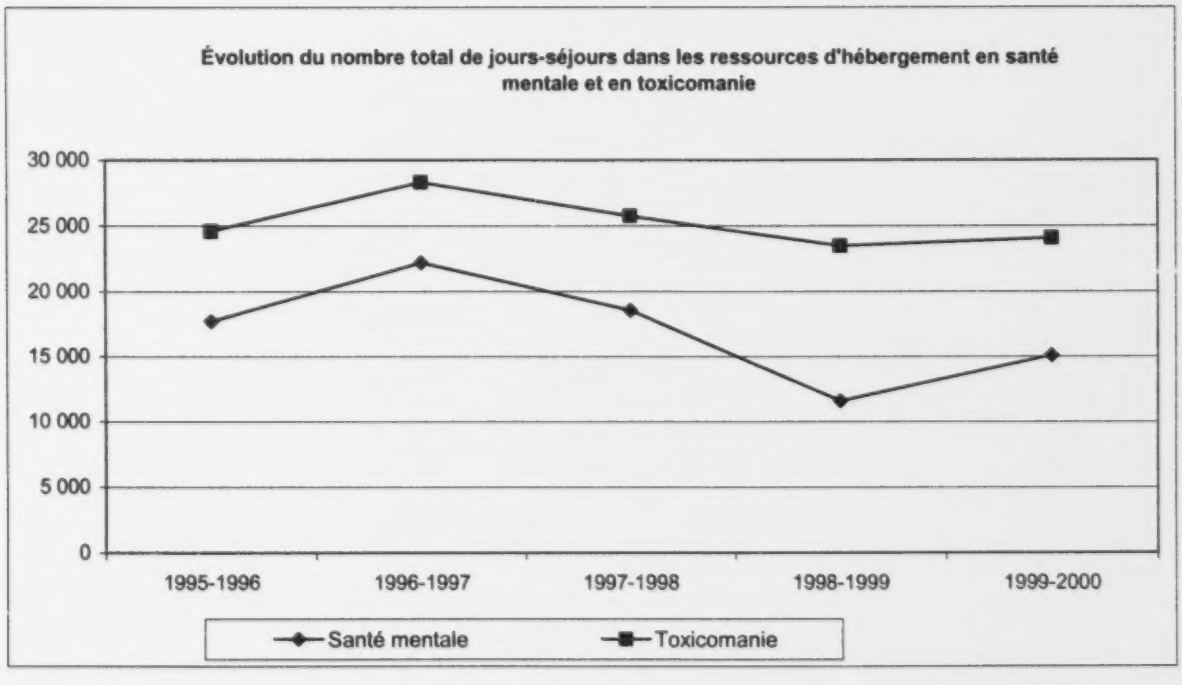
	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Séjour total					
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	8 194	8 335	5 469	4 945	4 972
Région Outaouais	6 785	7 096	7 409	7 288	6 561
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	11 133	10 439	10 361	10 155	17 055
Région Montréal	50 109	47 825	44 612	44 639	39 106
Région Montérégie	4 434	316	1 038	1 015	2 175
Région Estrie	8 951	13 077	14 811	11 777	13 281
Région Mauricie	9 483	11 123	11 188	7 746	9 435
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	29 541	26 808	27 393	28 669	30 417
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	8 819	9 075	8 620	8 919	8 658
Région Bas-Saint-Laurent	3 415	3 831	3 322	3 038	3 474
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	91	14	787	—	22
Région Côte-Nord	—	—	—	—	—
Total réseau correctionnel du Québec	**140 955**	**137 939**	**135 010**	**128 191**	**135 156**
Moyenne quotidienne de personnes présentes					
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	22,39	22,84	14,98	13,55	13,58
Région Outaouais	18,54	19,44	20,30	19,97	17,93
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	30,42	28,60	28,39	27,82	46,60
Région Montréal	136,91	131,03	122,22	122,30	106,85
Région Montérégie	12,11	0,87	2,84	2,78	5,94
Région Estrie	24,46	35,83	40,58	32,27	36,29
Région Mauricie	25,91	30,47	30,65	21,22	25,78
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	80,71	73,45	75,05	78,55	83,11
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	24,10	24,86	23,62	24,44	23,66
Région Bas-Saint-Laurent	9,33	10,50	9,10	8,32	9,49
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	0,25	0,04	2,16	—	0,06
Région Côte-Nord	—	—	—	—	—
Total réseau correctionnel du Québec	**385,12**	**377,92**	**369,89**	**351,21**	**369,28**

1. Modification des données en 1996-1997 pour ces deux régions à la suite d'une restructuration; des ressources affectées à la Montérégie sont maintenant calculées en Estrie.

Tableau 4.3.4

Évolution du nombre total de jours-séjours et de la moyenne quotidienne de personnes présentes dans les ressources spécialisées

	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Nombre total de jours de séjour					
Centre hospitalier de Sherbrooke	1 166	0	0	0	0
Institut Philippe-Pinel	2 984	0	0	0	0
Ressources d'hébergement en santé mentale	17 682	22 195	18 551	11 598	15 090
Ressources d'hébergement en toxicomanie	24 597	28 339	25 765	23 494	24 092
Total	**46 429**	**50 534**	**44 316**	**35 092**	**39 182**
Moyenne quotidienne de personnes présentes					
Centre hospitalier de Sherbrooke	3,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Institut Philippe-Pinel	8,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Ressources d'hébergement en santé mentale	48,4	60,8	50,8	31,8	41,2
Ressources d'hébergement en toxicomanie	67,4	77,6	70,6	64,4	65,8
Total	**127,2**	**138,4**	**121,4**	**96,1**	**107,1**



Chapitre 5

Les ressources humaines et financières

La Direction générale a amorcé en 1995-1996 la réforme de l'organisation correctionnelle québécoise. Dans ce contexte, les actions entreprises ont touché la structure administrative de l'organisation de façon importante.

5.1 – Les ressources humaines

La Direction générale des services correctionnels est composée de douze directions régionales et de trois unités administratives distinctes au siège social soit, le Bureau du sous-ministre associé, la Direction de l'administration et la Direction des programmes et du soutien au réseau.

Le nombre de ressources humaines a légèrement augmenté en 1999-2000
Depuis 1995, ce nombre de personnes à temps complet (ETC) est passé de 3 120 à 2 953 en 1996, à 2 851 en 1997, à 2782 en 1998 et à 2792 en 1999 ce qui représente une diminution de 6,8 % en cinq ans (tableau 5.1.1) et une hausse de 0,36 % par rapport à 1998. De ces 2 792 effectifs, 2 137 travaillent dans le milieu fermé, 375,5 dans le milieu ouvert et 279,5 dans les directions centrales [1].

Fluctuations particulières dans le nombre de ETC par catégories d'emploi [1]
À l'exception de la catégorie «gestionnaire», qui est en baisse depuis 1992-1993, toutes les autres catégories d'emploi subissent des fluctuations particulières (tableau 5.1.1). Le personnel professionnel et le personnel de soutien sont en nombre plus élevé cette année. Les professionnels ont augmenté de 15,3 % passant de 317 à 365,5. Pour sa part, le personnel de soutien s'est accru de 2,1 % passant de 435 à 444.

[1] En 1999, les directions centrales comprennent le personnel du Bureau du sous-ministre associé, de la Direction de l'administration, de la Direction des programmes et du soutien au réseau ainsi que des directions régionales.

Tableau 5.1.1

Évolution de l'effectif régulier et occasionnel à temps complet autorisé à la Direction générale des services correctionnels selon la catégorie d'emploi

Au 1er avril	Agentes et agents des services correctionnels	Personnel de soutien	Personnel professionnel	Gestionnaires	Total
1995	1 876	536	361	347	3 120
1996	1 740	532	358	323	2 953
1997	1 716	507	348	280	2 851
1998	1754	435	317	276	2 782
1999	1 725,4	444,1	365,5	257,0	2 792,0

Tableau 5.1.2

Évolution de l'effectif régulier et occasionnel à temps complet travaillant pour le central [1] de la Direction générale des services correctionnels

Année	Effectif à temps complet
1995-1996	125
1996-1997	133
1997-1998	133
1998-1999	277
1999-2000	277,5

1. En 1999-2000, le central comprend le siège social (Bureau du sous-ministre, la Direction de l'administration et des programmes, la Direction de la vérification et de la sécurité) ainsi que les directions régionales.
L'augmentation du personnel qui y travaille est attribuable strictement à une comptabilisation différente à la suite des dernières restructurations administratives.

Tableau 5.1.3

Effectif régulier et occasionnel autorisés à la Direction générale des services correctionnels du Québec en 1999-2000

Catégorie	Milieu fermé	Milieu ouvert	Central [1]	Total
Cadres supérieurs	0,0	0,0	11,0	11,0
Cadres intermédiaires	205,0	17,0	24,0	246,0
Professionnels - Agents de probation	0,0	245,5	0,0	245,5
- Autres	27,0	0,0	93,0	120,0
Employés de bureau, techniciens	135,6	64,5	103,5	303,6
Agents des services correctionnels	1 676,9	48,5	0,0	1 725,4
Ouvriers	92,5	0,0	48,0	140,5
Total	**2 137,0**	**375,5**	**279,5**	**2 792,0**

1. En 1999-2000, le central comprend le siège social (Bureau du sous-ministre, la Direction de l'administration et des programmes, la Direction de la vérification et de la sécurité) ainsi que les directions régionales.
L'augmentation du personnel qui y travaille est attribuable strictement à une comptabilisation différente à la suite des dernières restructurations administratives.

5.2 – Les ressources financières

Diminution particulière des dépenses en 1999-2000

Les dépenses de la Direction générale des services correctionnels ont connu des baisses successives de 1995-1996 à 1997-1998, avant d'augmenter d'un peu plus de 3 millions $ en 1998-1999. Une hausse semblable a eu lieu en 1999-2000. Précisons que depuis cette année, cette somme ne comprend plus les dépenses de loyers, de télécommunications, d'aménagement ainsi que les dépenses de capital qui sont maintenant centralisées à celles du Ministère et totalisaient près de 60 millions $. Les dépenses des années précédentes ont été ajustées en conséquence afin de les rendre comparables.

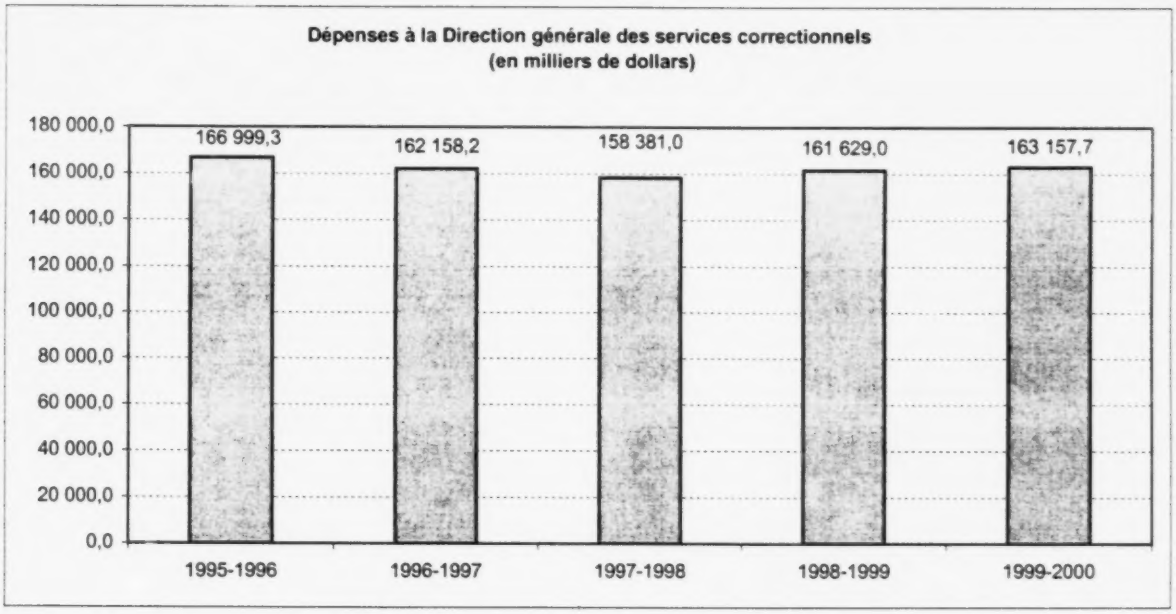
Le coût moyen pour une journée lié aux diverses activités de la DGSC augmente

Le coût moyen d'une journée dans un établissement de détention a augmenté de 4,7 %, passant de 149 $ à 156 $. Le coût des programmes d'encadrement en milieu ouvert est demeuré pour sa part relativement stable puisqu'il n'a augmenté que de 0,41 % depuis un an. Les autres programmes révèlent les augmentations suivantes depuis un an : les centres d'hébergement communautaires (14,8 %), les centres résidentiel communautaires (10,3 %), les foyers d'accueil (13,0 %), les ressources spécialisées en santé mentale (10,7 %), les ressources spécialisées en toxicomanie (9,7 %) et la surveillance de peines discontinues (34 %).

Tableau 5.2.1

Évolution des dépenses à la Direction générale des services correctionnels (en milliers de dollars)[1]

Année	$
1995-1996	166 999,3
1996-1997	162 158,2
1997-1998	158 381,0
1998-1999	161 629,0
1999-2000	163 157,7



1. Les sommes indiquées excluent les loyers, les dépenses de télécommunications et d'aménagement ainsi que les dépenses en capital et les dépenses du sous-ministre associé qui sont centralisées au MSP depuis cette année.

Tableau 5.2.2

Coût moyen d'une journée pour les activités offertes ou payées par la Direction générale des services correctionnels (en dollars)

Ressources	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Centre d'hébergement communautaire	36,13 $	35,32 $	37,56 $	42,39 $	48,66 $
Centre résidentiel communautaire	57,45 $	57,41 $	57,71 $	57,46 $	63,37 $
Établissement de détention [1]	151,00 $	149,00 $	155,00 $	149,00 $	156,00 $
Foyer d'accueil	23,08 $	23,08 $	23,08 $	23,08 $	26,09 $
Programme d'encadrement en milieu ouvert	4,93 $	4,93 $	4,93 $	4,93 $	4,95 $
Ressource d'hébergement en santé mentale	22,34 $	21,90 $	21,85 $	24,71 $	27,35 $
Ressource d'hébergement en toxicomanie	16,36 $	15,45 $	15,42 $	19,01 $	20,85 $
Surveillance de sentences intermittentes	14,71 $	14,71 $	14,71 $	14,71 $	19,71 $

1. Le coût du loyer est inclus dans le coût moyen d'une journée dans un établissement de détention.

LEXIQUE

Lexique

ABSENCE TEMPORAIRE
Permission accordée à une personne incarcérée dans un établissement de détention de sortir à l'extérieur, pour une période déterminée et à certaines conditions. Il y a trois types d'absence temporaire : celle qui favorise la réinsertion sociale, celle qui est accordée pour des raisons médicales et celle qui est accordée pour des raisons humanitaires.

ADMISSION
Procédure administrative visant à enregistrer une personne dans un établissement de détention en vertu d'un mandat d'incarcération, d'un renvoi sous garde ou d'autres procédés judiciaires qui permettent à un officier de la justice ou à un agent de la paix d'incarcérer une personne. Une personne dont le statut change ou qui est transférée dans un autre établissement de détention ne fait pas l'objet d'une nouvelle admission. Pour une peine de détention, il n'y a qu'une admission.

AGENT DE PROBATION
Professionnel chargé de produire des rapports d'évaluation psychosociale concernant des personnes contrevenantes, de surveiller les personnes sous ordonnance de probation ou de sursis, les personnes en libération conditionnelle, ainsi que de superviser l'exécution des travaux communautaires imposés dans le cadre d'une ordonnance de probation ou de sursis. L'ensemble du travail de l'agent de probation se fait en accord avec la démarche d'intervention *information, aide et conseil.*

AGENT DES SERVICES CORRECTIONNELS (ASC)
Personne travaillant dans les établissements de la Direction générale des services correctionnels, chargée de surveiller les personnes détenues et de leur apporter le soutien adéquat.

ALCOFREIN
Mesure imposée en vertu du *Code de la sécurité routière* aux conductrices et aux conducteurs qui ont été condamnés une première fois pour conduite avec capacité affaiblie. Cette mesure oblige la personne contrevenante à assister à une session d'information et de sensibilisation d'une durée de trois heures portant, notamment, sur les conséquences de l'alcool au volant, les effets de l'alcool et des autres substances intoxicantes sur la conduite d'un véhicule. Il s'agit d'une condition obligatoire pour recouvrer le permis de conduire. C'est une mesure éducative et de réhabilitation qui vise à responsabiliser l'individu et à prévenir la récidive. Les frais d'inscription sont de 150 $.

AMENDE
Sentence donnée par un tribunal entraînant une peine pécuniaire. À défaut de payer une amende, la personne contrevenante peut être détenue pour la période prévue par la sentence.

AMENDE PERÇUE
Somme d'argent, égale ou inférieure à la sentence d'amende, versée par une personne contrevenante ou un tiers (parent, ami ou autre) afin de réduire partiellement ou d'éliminer en totalité la période d'incarcération découlant du non-paiement de l'amende.

ANTÉCÉDENT CORRECTIONNEL
Condamnation antérieure au présent délit d'une personne contrevenante par un tribunal pénal.

CAPACITÉ DE SUPPORT
Nombre de places que l'établissement de détention possède et qui servent normalement à d'autres fins que la seule garde de la clientèle (par exemple, l'infirmerie).

CAPACITÉ NORMALE
Nombre de places que possède l'établissement de façon courante pour assumer la garde de la clientèle.

CAPACITÉ OCCASIONNELLE
Nombre de places supplémentaires que l'établissement est capable de fournir occasionnellement pour la garde de la clientèle.

CAPACITÉ TOTALE
Somme de la capacité normale, de la capacité de support et de la capacité occasionnelle.

CENTRE D'HÉBERGEMENT COMMUNAUTAIRE (CHC)
Établissement privé, sans but lucratif, offrant avec un encadrement minimal à certaines personnes contrevenantes confiées par la DGSC, le logement, la nourriture et certains services ou programmes d'activités susceptibles d'aider une personne dans sa démarche de réinsertion sociale.

CENTRE RÉSIDENTIEL COMMUNAUTAIRE (CRC)
Établissement privé, sans but lucratif, offrant, avec un encadrement soutenu à certaines personnes contrevenantes confiées par la DGSC, des services d'aide et de soutien sur les plans psychosocial, et socioculturel, le logement, la nourriture et certains services ou programmes d'activités susceptibles de les aider dans leur démarche de réinsertion sociale.

CHANGEMENT DE STATUT
Procédure administrative appliquée dans les établissements de détention pour prendre en compte toute modification dans la situation d'une personne incarcérée. Par exemple, une personne prévenue qui, à la suite d'un procès, est condamnée à une peine de détention, voit son statut changer de « personne prévenue » à « personne condamnée »; cette procédure permet de suivre l'évolution du dossier d'une personne incarcérée entre le moment de son admission et celui de sa libération.

COMPARUTION
Obligation pour une personne contrevenante de se présenter devant un magistrat (juge, commissaire aux incendies, coroner, etc.) à une date et à une heure précises, pour une étape de son procès.

CONDAMNATION
Décision prononcée par une autorité ayant pouvoir de juridiction et imposant à une personne contrevenante une peine en raison des actes qui lui sont imputés.

CONDAMNÉ
Voir *personne condamnée.*

CONTREVENANT
Voir *personne contrevenante.*

CQLC
Commission québécoise des libérations conditionnelles.

DACOR
Système informatique de la Direction générale des services correctionnels (**D**ossiers **A**dministratifs **COR**ectionnels).

DÉLIT
Infraction commise en vertu du *Code criminel*, des lois fédérales, des lois provinciales ou des règlements municipaux. Au sens large, action ou omission, définie par la loi pénale et entraînant une certaine peine.

DÉLIT ACCESSOIRE
Voir *délit secondaire.*

DÉLIT PRINCIPAL
Délit lié à une sentence globale en détention ou à une demande de services en milieu ouvert dont le code de gravité est le plus important.

DÉLIT SECONDAIRE
Délit lié à une sentence globale en détention ou à une demande de services en milieu ouvert dont l'indice de gravité est de moindre importance que le délit principal.

DESMO
Direction de l'évaluation et des services en milieu ouvert.

DÉTENU
Voir *personne incarcérée.*

DGSC
Direction générale des services correctionnels (aussi connue sous le nom de services correctionnels du Québec).

ENQUÊTE SOCIALE OU COMMUNAUTAIRE
Enquête menée par l'agente ou l'agent de probation sur la situation familiale et sociale d'une personne. Les résultats de cette enquête serviront notamment à la rédaction du rapport présentenciel (enquête sociale) ou du rapport prélibératoire (enquête communautaire) ou encore au transfert du contrevenant d'une autre province.

ÉVALUATION
L'un des grands secteurs d'activité du milieu ouvert. L'évaluation est constituée par l'ensemble des activités des agentes et agents de probation entourant la conception des rapports pour fournir de l'éclairage à la Cour (admissibilité aux travaux communautaires, enquête sociale, rapport régulier, rapport spécifique, rapport supplémentaire et les autres rapports à la Cour) ou à la Commission québécoisde des libérations conditionnelles (enquête communautaire, rapport connu, rapport d'étape et rapport régulier).

EXAMEN PSYCHIATRIQUE
Examen demandé afin de déterminer si une personne accusée, renvoyée pour observation, conformément aux dispositions du *Code criminel*, est apte ou inapte à subir un procès pour cause d'aliénation mentale ou si elle était aliénée au moment de l'infraction ou de l'acte criminel dont elle est accusée.

FOYER D'ACCUEIL
Individu ou famille offrant à certaines personnes contrevenantes adultes, confiées par la DGSC, logement, nourriture et certains services ou programmes d'activités susceptibles de les aider dans leur démarche de réinsertion sociale.

INFORMATION, AIDE ET CONSEIL (IAC)
Il s'agit d'une démarche d'intervention définie par l'organisation et qui vise à responsabiliser la personne contrevenante et à favoriser sa réinsertion sociale en lui apportant information, aide et conseil, et ce, en privilégiant le recours à des répondants sociaux significatifs.

INSCRIPTION
Procédure administrative visant à enregistrer l'arrivée d'une personne contrevenante dans un établissement de détention à la suite d'une admission ou d'un transfert. Pour une même peine de détention, il peut y avoir plusieurs inscriptions.

INTERVENTION
Un des grands secteurs d'activité du milieu ouvert. L'intervention correspond à l'ensemble des activités nécessitant une interaction entre l'agente ou l'agent de probation (ou une personne déléguée) et la personne contrevenante. Les activités propres au domaine de l'intervention sont : le cautionnement, la libération conditionnelle, la libération de jour, la probation avec surveillance, les sursis et les travaux communautaires.

LIBÉRATION
Mise en liberté d'une personne incarcérée.

LIBÉRATION CONDITIONNELLE
Mesure de mise en liberté permettant à une personne détenue de purger le reste de la peine d'incarcération dans la collectivité (libération anticipée avant l'expiration d'une peine) à certaines conditions déterminées par la Commission québécoise des libérations conditionnelles. Sont généralement admissibles à une libération conditionnelle les personnes condamnées à une peine d'emprisonnement de six mois ou plus et qui ont purgé le tiers de leur sentence.

MILIEU OUVERT
Le milieu ouvert est responsable de l'ensemble des activités relatives à l'éclairage à la Cour, à l'évaluation des personnes contrevenantes, à l'élaboration des plans d'intervention correctionnels et assure le suivi de l'application des mesures probatoires avec surveillance, de travaux communautaires, d'ordonnances de sursis, de libération conditionnelle ou d'autres dispositions pour faciliter la réinsertion sociale des personnes contrevenantes. C'est ce qu'on appelait anciennement *la Probation*.

MOTIFS D'ADMISSION
Motif indiquant les raisons pour lesquelles une personne est admise dans un établissement de détention et justifiant son incarcération.

ORDONNANCE DE PROBATION AVEC SURVEILLANCE
L'ordonnance de probation avec surveillance est une peine imposée à un contrevenant qui a été reconnu coupable d'une infraction. Cette peine est non carcérale, c'est-à-dire que le contrevenant, qui ne représente pas un danger pour la société, peut la purger en demeurant en liberté. Il s'agit toutefois d'une mesure punitive, car pour conserver sa liberté, le contrevenant doit respecter un certain nombre d'obligations qui lui sont imposées par le tribunal, dont celle de se présenter, à intervalles réguliers, à une agente ou un agent de probation.

ORDONNANCE DE SURSIS
La condamnation à l'emprisonnement avec sursis, communément appelé l'ordonnance de sursis, est une peine imposée en vertu du *Code criminel* qui fait en sorte qu'une personne ayant commis des infractions moins graves purgera sa peine d'emprisonnement au sein de la collectivité en étant assujettie à des contrôles stricts. Le juge condamne le contrevenant à l'emprisonnement, mais sursoit à l'exécution de cette peine tant et aussi longtemps qu'il respecte un certain nombre de conditions obligatoires et facultatives imposées par le tribunal.

ORGANISME DE RÉFÉRENCE (PROGRAMME DE TRAVAUX COMPENSATOIRES)
Organisme sans but lucratif sous contrat avec le ministère de la Sécurité publique qui a la responsabilité, sur un territoire donné, de constituer une banque d'organismes communautaires, de diriger toute personne admissible au programme travaux compensatoires vers un organisme communautaire, d'assurer le contrôle et le suivi de l'exécution des travaux compensatoires et d'en faire rapport au percepteur d'amendes.

PEINE
Sanction infligée à une personne contrevenante par le tribunal, à la suite d'un délit commis et pour lequel elle a été reconnue coupable.

PERSONNE ADMISE
Le terme « personne admise » dans le présent rapport a trait à l'admission d'une personne. Une personne peut être admise plus d'une fois au cours de la même année; ainsi elle comptera autant de fois comme personne admise qu'il y a eu d'admissions.

PERSONNE CONDAMNÉE
Le terme « personne condamnée » a de nouveau été précisé et désigne, dans le présent rapport, une personne qui a été condamnée à au moins une peine d'incarcération de nature provinciale, soit de moins de deux ans, et incarcérée dans un établissement du Québec. Une personne condamnée ne peut donc compter qu'une seule fois au cours d'une même année quel que soit le nombre de sentences impliquées. Nous avons révisé les compilations des années antérieures en fonction de cette modification.

PERSONNE CONTREVENANTE
Personne qui a contrevenu à une loi au *Code criminel* ou à d'autres lois fédérales, provinciales ou municipales. Toutefois, dans le chapitre 2 du présent rapport statistique, une personne contrevenante admise en détention ou confiée en milieu ouvert sera comptée autant de fois qu'elle aura été admise ou référée.

PERSONNE INCARCÉRÉE
Personne contrevenante inscrite dans un établissement de détention du Québec, soit comme prévenue ou comme condamnée.

PERSONNE PRÉVENUE
Personne incarcérée dans un établissement de détention du Québec, soit pour attendre l'issue de la poursuite judiciaire intentée contre elle, soit à la suite d'une demande d'assistance à l'administrateur, soit en attente d'un transfert vers un pénitencier ou pour toute autre raison qui fait qu'une personne ne peut être considérée comme une personne condamnée. C'est l'un des deux statuts possibles d'une personne incarcérée.

POPULATION INSCRITE
Ensemble des personnes contrevenantes inscrites dans les registres des établissements de détention. Cette population comprend toutes les personnes présentes, de même que les personnes à l'extérieur en absence temporaire mais exclut les personnes à l'extérieur sans absence temporaire (condamnées à une sentence discontinue par exemple).

POPULATION MOYENNE QUOTIDIENNE
Nombre moyen de personnes incarcérées présentes chaque jour dans un établissement de détention; cette population est établie à partir des présences à 23 h 59 dans les établissements de détention.

POPULATION PRÉSENTE
Ensemble des personnes contrevenantes présentes dans les établissements de détention; cette population comprend toutes les personnes présentes à 23 h 59 lors du relevé quotidien des personnes incarcérées.

POPULATION TOTALE
Ensemble de toutes les personnes contrevenantes sous la surveillance des établissements de détention du Québec. Cette population comprend les personnes présentes, les personnes à l'extérieur en absence temporaire et les personnes à l'extérieur sans absence temporaire.

PRÉVENU
Voir *personne prévenue*.

PROGRAMME D'ENCADREMENT EN MILIEU OUVERT (PEMO)
Les programmes d'encadrement en milieu ouvert sont destinés aux personnes incarcérées qui ont purgé le sixième de leur peine d'emprisonnement, qui répondent aux critères de l'absence temporaire et qui font preuve d'une bonne capacité d'évolution et de prise en charge. Ces programmes permettent aux personnes incarcérées d'amorcer leur réinsertion sociale avec l'aide et l'encadrement d'un intervenant ou d'une intervenante et dans certains cas, de se préparer à l'audience de la Commission québécoise des libérations conditionnelles.

RAPPORT D'ADMISSIBILITÉ AUX TRAVAUX COMMUNAUTAIRES
Rapport rédigé à l'intention du tribunal et qui évalue, à partir de critères établis, l'admissibilité d'une personne contrevenante à l'ordonnance de travaux communautaires.

RAPPORT D'ÉTAPE
Il s'agit d'un rapport écrit, préparé par l'agente ou l'agent de probation, faisant état du cheminement de la personne libérée conditionnellement, des progrès réalisés et des problèmes vécus depuis la précédente audience, ainsi que sa recommandation. Ce rapport est produit pour l'audience d'étape que tient la Commission québécoise des libérations conditionnelles durant la période de libération conditionnelle avec surveillance intensive.

RAPPORT D'ÉVALUATION PRÉLIBÉRATOIRE CONNU
Document du même type que le rapport d'évaluation prélibératoire régulier, avec la particularité qu'il concerne une personne dont le dossier était ouvert au cours de la dernière année.

RAPPORT D'ÉVALUATION PRÉLIBÉRATOIRE RÉGULIER (REP régulier)
Ce rapport est préparé pour la commission québécoise des libérations conditionnelles. Il concerne une personne incarcérée et sert à étudier la pertinence de lui accorder une libération conditionnelle. Il s'agit d'une évaluation psychosociale de la personne contrevenante. Le REP régulier concerne une personne contrevenante inconnue ou dont le dossier est fermé depuis plus d'un an.

RAPPORT PRÉSENTENCIEL
Le rapport présentenciel est un document préparé à la demande du juge par un agent ou une agente de probation. Il contient des renseignements pertinents sur le contrevenant et sur les circonstances entourant l'infraction pour laquelle il a été reconnu coupable. Ce rapport permet au juge, avant de prononcer la sentence, d'obtenir un ensemble de renseignements qui lui seront utiles pour déterminer la peine qui convient le mieux au contrevenant.

RAPPORT RÉGULIER (ÉVALUATION À LA COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES)
Voir *rapport d'évaluation prélibératoire régulier.*

RAPPORT RÉGULIER (ÉVALUATION À LA COUR)
Voir *rapport présentenciel.*

RAPPORT SUPPLÉMENTAIRE (ÉVALUTION À LA COUR)
Le rapport supplémentaire est produit lorsque la Cour désire des renseignements et des explications sur une dimension d'une évaluation présentencielle produite au cours des douze derniers mois.

RÉCIDIVE
État d'une personne qui, ayant fait l'objet d'une condamnation pour une infraction antérieure, commet une nouvelle infraction.

RESSOURCE SPÉCIALISÉE
Organisme du réseau de la santé et des services sociaux fournissant des services spécialisés (particulièrement en santé mentale et en toxicomanie) à la Direction générale des services correctionnels.

SCQ
Voir *DGSC.*

SENTENCE
L'ensemble des peines prononcées par le tribunal et qui seront administrées par la DGSC comme une sentence globale en tenant compte du caractère consécutif ou concurrent de chaque peine.

STATUT
Situation d'une personne contrevenante en détention indiquant si la personne a été classée comme condamnée ou prévenue.

SURVEILLANCE DE LIBÉRATION CONDITIONNELLE
Les agentes et les agents de probation ont la tâche de surveiller les personnes en libération conditionnelle. Leur rôle est d'effectuer le suivi de la libération en s'assurant du respect des conditions imposées, du maintien de la sécurité publique, tout en favorisant la réinsertion sociale de la personne contrevenante en lui donnant de l'information, de l'aide et des conseils.

SURVEILLANCE DE LIBÉRATION DE JOUR
Encadrement et information, aide et conseils fournis par l'agente ou l'agent de probation à la personne contrevenante alors qu'elle bénéficie d'une libération conditionnelle de jour. Cette dernière correspond à un régime de semi-liberté à l'intérieur duquel la personne contrevenante réintègre habituellement un établissement de détention ou un CRC chaque soir, à moins d'une autorisation écrite contraire. Ce régime de libération conditionnelle vise à préparer la personne contrevenante à la libération conditionnelle complète.

SURVEILLANCE DE PROBATION

L'agent ou l'agente de probation explique à la personne contrevenante la nature de l'ordonnance de probation avec surveillance, il l'informe des obligations qui y sont rattachées et de ses droits au regard de cette ordonnance. Il est également disponible pour l'aider, l'informer, la conseiller et l'appuyer dans ses démarches en vue de sa réinsertion sociale. De plus, l'agent ou l'agente de probation est responsable de l'application juridique de l'ordonnance de probation. S'il y a manquement à une obligation ou si le contrevenant commet une nouvelle infraction, l'agent de probation en informe le substitut du Procureur général.

SURVEILLANCE DE SURSIS

L'agent de surveillance assure la gestion de l'ordonnance et vérifie si le contrevenant respecte les conditions imposées. Il élabore un plan d'intervention personnalisé précisant le type et le niveau des mesures d'encadrement et d'accompagnement dont le contrevenant bénéficie, afin de prévenir la récidive et de favoriser la réinsertion sociale. Il suscite et appuie la participation d'intervenants de la communauté susceptibles de contribuer à la réinsertion du contrevenant dans son milieu. Il peut demander au tribunal de modifier les conditions facultatives de l'ordonnance, s'il estime que l'évolution des circonstances le justifie. Toutefois, s'il y a manquement aux conditions, l'agent de surveillance rédige, à l'intention du tribunal, un rapport écrit et collabore aux procédures judiciaires.

SURVEILLANCE EN CAUTIONNEMENT

C'est l'encadrement fourni par l'agente ou l'agent de probation, à la demande du tribunal, à une personne faisant l'objet d'une poursuite criminelle lorsqu'elle bénéficie d'une mise en liberté provisoire. Ce service vise à s'assurer du respect des conditions fixées par le tribunal et à fournir l'assistance appropriée à la personne accusée, à sa demande.

TAUX D'INCARCÉRATION

C'est le rapport du nombre de personnes détenues sur un territoire, au nombre total de personnes vivant sur ce territoire.

TRANSFERT

Désigne le déplacement d'une personne (en détention) ou d'une personne (en milieu ouvert) sous la responsabilité de la Direction générale des services correctionnels, d'un établissement de détention à un autre ou d'un point de service à un autre, pour faciliter la prestation de services de la DGSC.

TRAVAUX COMMUNAUTAIRES

Condition facultative imposée par le tribunal dans le cadre d'une ordonnance de probation ou une ordonnance de sursis. Elle oblige le contrevenant à effectuer des travaux non rémunérés pour le compte d'un organisme communautaire sans but lucratif. Ces travaux sont exécutés sous la supervision d'un agent de probation.

TRAVAUX COMPENSATOIRES

Le programme de travaux compensatoires est une mesure alternative à l'incarcération, qui s'adresse aux personnes démunies financièrement et incapables d'acquitter leur amende pour une infraction à une loi ou un règlement provincial ou municipal. Ce sont des heures de travail non rémunérées qu'un citoyen accepte volontairement d'exécuter au profit d'un organisme sans but lucratif. Ce programme est en vigueur depuis le 1er avril 1983.

Sécurité publique
Québec

02-705